

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2021-2022

NOTRE MISSION

Au sein de l'IEP de Paris, l'OFCE a pour mission d'étudier en toute indépendance la conjoncture de l'économie française, ses structures et son environnement extérieur, notamment européen, d'effectuer des comparaisons avec les économies étrangères, de formuler, dans la mesure où il l'estimera possible, des prévisions économiques, à court, moyen et long terme.

« Mettre au service du débat public en économie les fruits de la rigueur scientifique et de l'indépendance universitaire », telle est la mission confiée par l'Etat à l'OFCE et que l'OFCE mène à bien par sa recherche théorique et appliquée et sa participation aux débats de politiques économiques français et européens.

L'OFCE est fidèle au principe fondateur que lui a fixé son premier président Jean-Marcel Jeanneney : « Nul obstacle n'est fait à la diffusion d'idées, sous réserve que, n'étant point dogmatiques, elles puissent prétendre à un fondement scientifique ».

Édito

Xavier Ragot, président de l'OFCE

Ce rapport d'activité décrit les travaux de l'OFCE pour l'année 2021 en quatre chapitres, qui sont les quatre axes de développement de l'OFCE : la conjoncture et l'analyse du tissu productif, son insertion dans l'économie européenne, la question environnementale et les inégalités

L'OFCE est un acteur incontournable du débat public en économie en France. Il est présent, en moyenne, 8 fois par jour dans les médias français, sur de nombreux supports. La condition de cette visibilité est la rigueur des travaux de recherches, qui irriguent le débat français. S'ils sont moins visibles dans le débat public, ces travaux de recherche adossée à notre revue, *La Revue de l'OFCE*, garantissent la rigueur intellectuelle et l'utilisation des derniers outils d'analyse économique.

L'activité de recherche de l'OFCE est regroupée en dix pôles de recherche permettant un travail à la fois collectif et décentralisé. Les pôles de recherches sont des lieux de découplage de l'institution, des lieux d'échange et d'élaboration. Ils ont aussi pour but de permettre aux chercheurs de l'OFCE de mener des travaux de recherche et d'études au long terme, qui sont absolument nécessaires à la rigueur scientifique dont fait preuve l'OFCE.

Les travaux de l'année 2021 et de ce début d'année 2022 sont bien sûr concentrés sur les effets économiques et sociaux de la crise sanitaire de la Covid-19 et la résurgence d'Omicron. Les outils d'analyses économiques ont changé. L'analyse de la conjoncture a évolué, pour comprendre déjà l'état de l'économie, avant de formuler, petit-à-petit des prévisions à un an. Cette crise sanitaire et économique a aussi orienté les travaux au sein des trois autres thèmes de recherche de l'OFCE, la question environnementale, les inégalités, la coordination de la politique européenne.

Toute l'équipe de l'OFCE se joint à moi pour vous en souhaiter une bonne lecture.



Sommaire

- 4 Quatre thèmes phares
- 28 Départements
- 37 Pôles de recherche
- 56 Publications
- 72 Gouvernance et organisation
- 78 Rendez-vous scientifiques, partenariats et médias
- 84 Activités contractuelles
- 87 Activités scientifiques des économistes de l'OFCE

Annexes :

Rapport d'activités de PRESAGE

Quatre thématiques phares

Le développement de la recherche à l'OFCE se structure autour de quatre thématiques : la compréhension de l'économie française dans l'environnement international, les questions européennes, les questions environnementales et les inégalités.

Comprendre et prévoir l'économie française dans la conjoncture internationale

Analyser et prévoir la conjoncture

Le Département analyse et prévision (DAP) analyse la conjoncture de l'économie française et l'économie européenne à court et à moyen terme (*analyser et prévoir la conjoncture*) et étudie les conséquences des politiques économiques engagées ou proposées (*intervenir dans le débat de politique économique*). Par ailleurs, le département développe des outils et des méthodes quantitatives pour remplir ces deux objectifs (*développer les outils*).

Une mission essentielle de l'OFCE est d'observer et de prévoir l'évolution de l'économie française et européenne et son insertion dans l'environnement international. Cela est fait au sein du département analyse et prévision en utilisant les méthodes d'analyse cyclique et les modèles macroéconomiques qu'il développe. Différents outils sont utilisés : un modèle macro-économétrique trimestriel de l'économie française (*e-mod.fr*) ; des outils quantitatifs de mise en cohérence des scénarios nationaux (comptes emploi ressources) à travers la demande adressée à chaque pays ou zone ; des outils quantitatifs de comparaison des analyses conjoncturelles entre les sept grands pays industrialisés (États-Unis, Japon, Royaume-Uni, Allemagne, France, Italie, Espagne) ; des indicateurs avancés pour différents pays ou zones (France, zone euro, Royaume-Uni, États-Unis) ; un modèle simplifié de la zone euro (iAGS model) qui permet d'étudier les effets de débordement à travers le commerce intra-européen des chocs dans chaque pays ; un modèle macro-sectoriel de l'économie française destiné aux analyses fines des politiques de taxation, en particulier environnementales (*ThreeME*).

Par ailleurs, le département rassemble et met en cohérence les informations concernant les circuits réels et financiers. Il recherche les modifications de structures qui infléchissent les rythmes de croissance de la production, de la productivité et des prix et affectent les équilibres réels et nominaux. Son analyse des situations étrangères permet de décrire les interdépendances et leurs implications pour la France, de mettre en évidence les déphasages conjoncturels et leur incidence pour la coordination des politiques, d'expliciter les mécanismes de développement à l'œuvre selon les contextes institutionnels, de comparer les potentiels de croissance, cycles de productivité et output gap français et étrangers.

Le Département analyse et prévision effectue chaque année deux campagnes de prévision, au printemps et à l'automne, mobilisant à chaque exercice pendant deux mois l'ensemble des économistes du département et en utilisant les outils quantitatifs dont ils disposent.

La prévision du printemps 2021 s'intitule « Réserve de croissance »¹ et a fait l'objet d'un numéro de la *Revue de l'OFCE*. Ce dernier, consacré aux prévisions économiques pour les années 2021 et 2022, est composé de plusieurs articles qui peuvent être lus indépendamment.

Le premier article, intitulé « Réserve de croissance » présente le scénario de prévision pour l'économie mondiale et la zone euro. Le deuxième article détaille l'analyse conjoncturelle de l'économie française. Il s'intitule « Le temps de la reprise ». Trois études spéciales complètent et enrichissent l'analyse conjoncturelle. Dans la première, intitulée « La politique monétaire de la BCE et la crise du Covid-19 », l'auteur, C. Blot², évalue l'effet du nouveau programme lancé par la BCE, le PEPP, sur les écarts de taux d'intérêts souverains en zone euro et aussi l'effet des annonces de politique monétaire prises depuis le début de la crise sur les conditions de financement dans la zone euro. Dans la deuxième étude, intitulée « Le modèle "mixte" : un outil d'évaluation du choc de la Covid-19 », M. Dauvin et R. Sampognaro³ ont développé un modèle « mixte » pour l'économie française qui est une version modifiée du modèle ouvert de Leontief (1944) permettant d'étudier la diffusion de chocs simultanés d'offre et de demande à travers le tissu productif. Enfin, la troisième étude s'intitule « Estimer l'impact des mesures de restriction sur l'activité ». Dans ce travail, S. Le Bayon et H. Péléraux⁴ examinent en détail les indicateurs élaborés conjointement par l'Université d'Oxford et la Blavatnik School of Government qui synthétisent de façon quantitative et selon une grille commune les diverses mesures de restriction imposées dans la quasi-totalité des pays du monde.

Les différentes analyses autour de la prévision ont été déclinées en billets de blog. D'autres billets ont repris des points analysés dans les textes de la prévision, afin de leur donner plus de visibilité. C'est le cas pour la politique budgétaire et monétaire aux Etats-Unis, sur l'action de la Banque d'Angleterre et de la BCE, sur le marché du travail, sur l'analyse des mesures d'urgence sur le revenu des ménages, sur l'emploi et la pauvreté des jeunes, sur les effets des réformes des dépenses sociales ou sur la situation économique en Espagne et en Chine.

La prévision a été présentée lors d'une conférence de presse à l'OFCE le 14 avril 2021 et les matériaux diffusés sont disponible sur le site de l'OFCE (www.ofce.sciences-po.fr). La prévision a été publiée dans le numéro 172 de la *Revue de l'OFCE*.

La prévision d'automne 2021 s'intitule « Le prix de la reprise »⁵. Le cœur de l'analyse prolonge ce qui avait été développé dans la prévision de printemps et a fait l'objet du numéro 174 de la *Revue de l'OFCE*. Ce dernier est également composé de plusieurs articles qui peuvent être lus indépendamment.

Le premier article, intitulé « Le prix de la reprise » présente le scénario de prévision pour l'économie mondiale et la zone euro. Le deuxième article détaille l'analyse conjoncturelle de

¹ Sous la direction de Eric Heyer et Xavier Timbeau, « Perspectives 2020-2021 pour l'économie mondiale et la zone euro. Synthèse : réserve de croissance », *Revue de l'OFCE*, 172, pp. 19-40, avril 2021.

² Blot C., « La politique monétaire de la BCE et la crise du Covid-19 », *Revue de l'OFCE*, 172, pp. 1-25, avril 2021.

³ Dauvin M. et R. Sampognaro, « Le modèle 'mixte' : un outil d'évaluation du choc de la Covid-19 », *Revue de l'OFCE*, 172, pp. 1-23, avril 2021.

⁴ Le Bayon S. et H. Péléraux, « Estimer l'impact des mesures de restriction sur l'activité », *Revue de l'OFCE*, 172, pp. 1-23, avril 2021.

⁵ Sous la direction de Eric Heyer et Xavier Timbeau, « Perspectives 2020-2021 pour l'économie mondiale et la zone euro. Synthèse : le prix de la reprise », *Revue de l'OFCE*, 174, octobre 2021.

l'économie française. Il s'intitule « La vague espérée de la reprise ». Deux études spéciales complètent et enrichissent l'analyse conjoncturelle. Dans la première, intitulée « La révision des cibles d'inflation de la FED et de la BCE », les auteurs, C. Blot, C. Bozou et P. Hubert⁶ analysent les effets sur les anticipations d'inflation de long terme mesurées sur les marchés financiers des modifications des caractéristiques définissant la cible d'inflation de chacune des deux banques centrales. Ils analysent aussi bien comment cette modification a été perçue le jour de l'annonce que son effet sur la dynamique des anticipations d'inflation, leur volatilité et leur réponse à des chocs économiques depuis l'annonce. Dans la deuxième étude, intitulée « Le renouveau de l'inflation », S. La Bayon et H. Péléraux⁷ rappellent qu'après une année 2020 frappée de plein fouet par la pandémie de Covid-19, une baisse de la demande et une très faible inflation, l'année 2021 a vu la reprise s'accompagner d'un fort rebond inflationniste. Le prix de l'énergie a flambé et de nombreuses matières premières ont vu leur prix augmenter également du fait de tensions importantes sur l'offre.

Comme à l'accoutumée les analyses de la prévision ont été disséminées largement à travers des billets de blog : sur la situation économique en Allemagne à la veille des élections, sur l'action de la BCE et de la FED ainsi que sur les tensions inflationnistes aux Etats-Unis et en zone euro ou sur la réforme de l'assurance chômage en France.

La prévision a été présentée lors d'une conférence de presse à l'OFCE le 13 octobre 2021 et les matériaux diffusés sont disponible sur le site de l'OFCE (www.ofce.sciences-po.fr). La prévision a été publiée dans le numéro 174 de la *Revue de l'OFCE*.

Le travail de la prévision d'automne sert également de base à l'analyse conjoncturelle utilisée dans le premier chapitre de la version 2022 du *Repères* sur l'économie française.

Par ailleurs, au moment où les prévisions de croissance d'automne pour la France de l'OFCE étaient rendues publiques, l'OFCE conviait à un atelier, appelé l'Observatoire Français des Comptes Nationaux (OFCN), les différentes institutions françaises publiques (Banque de France, Direction Générale du Trésor, Insee) et internationales (Commission européenne, OCDE et FMI) ainsi que les institutions privées françaises ou opérant en France. Le sujet de la journée était la conjoncture française et son environnement international, les prévisions macroéconomiques à l'horizon 2022, les perspectives budgétaires ainsi que des éléments de méthodes ou structurels comme l'écart de production ou les déséquilibres macroéconomiques. Cette rencontre annuelle dont c'est la quatrième édition, a eu lieu le 26 novembre 2020. Au total, 16 instituts⁸ pratiquant la prévision à 1 ou 2 ans étaient représentés. Une analyse détaillée de ces prévisions a été publiée dans un *Policy brief* de l'OFCE⁹.

⁶Blot C., C. Bozou et P. Hubert, « La révision des cibles d'inflation de la FED et de la BCE », *Revue de l'OFCE*, 174, octobre 2021.

⁷Le Bayon S. et H. Péléraux, « Le renouveau de l'inflation ? », *Revue de l'OFCE*, 174, pp. 1-19, octobre 2021.

⁸Banque de France, Ministère de l'Économie et des finances (Minefi), INSEE, Commission européenne, OCDE, FMI, OFCE, Rexecode, BNP Paribas, Citigroup, Crédit agricole, Exane, ING, Pair Conseil, HSBC et Natixis.

⁹Madec P. et H. Péléraux, « L'économie française en 2022-2022 selon le panel des prévisionnistes de l'OFCN », *OFCE Policy Brief*, 85, 29 janvier 2021.

Les outils de la prévision

emod.fr

Les modèles macroéconométriques sont bâtis sur les définitions de la Comptabilité nationale et sont estimés. Les développements théoriques de la macroéconomie sont testés et implémentés dans le modèle s'ils ont une validité empirique. Le département développe et entretient le modèle France (*e-mod.fr*). Ce modèle est robuste et permet une bonne appréciation dans le court terme des phénomènes économiques, lorsqu'il est utilisé en prévision. Il permet aussi de caractériser les canaux par lesquels les chocs ou les politiques économiques se transmettent. Enfin, il peut être utilisé pour cadrer les projections à moyen terme, ce qui permet de préciser et d'améliorer le long terme du modèle.

Depuis 2017, le travail de réestimation des fonctions de comportement du modèle France a été poursuivi. Le bloc demande de facteur a été reformulé. Il est désormais possible de mieux prendre en compte différentes hypothèses de substitution des facteurs et de mieux prendre en compte les conséquences d'une modification du coût du travail. Par ailleurs l'équation de comportement d'épargne des ménages a été réestimée. Un travail hors modèle permet de traiter les baisses de coût du travail différenciées suivant le niveau de salaire. Par ailleurs, un travail a été entrepris qui vise à enrichir le modèle de non linéarité de façon à prendre en compte les effets du cycle économique dans les comportements des agents.

Indicateurs avancés

Le travail sur les indicateurs avancés se poursuit. Outre le projet conduit avec Eurostat d'indicateurs mensuel de PIB de la zone euro, une mise à jour mensuelle du travail effectué en 2017 pour construire un nouvel indicateur pour la zone euro dont la note méthodologique est résumée ici https://www.ofce.sciences-po.fr/indic&prev/note_methoeuro2017.pdf, est effectuée et donne lieu à la publication d'un post de Blog. Par ailleurs l'utilisation de la consommation d'électricité a été mobilisée afin d'anticiper la production industrielle des entreprises. Ces analyses ont donné lieu à de nombreux post de Blog.

Évaluation des politiques publiques

Une partie croissante de l'activité de l'OFCE tente de répondre à des questions spécifiques émanant des institutions publiques et relatives à l'évaluation de certaines politiques publiques, ces dernières étant définies au sens large. De nombreuses évaluations ont été réalisées au sein du département DRIC. Celles-ci peuvent s'intéresser à l'impact de la mise en place de politique économique précise – et souvent très médiatisées – comme le Crédit d'Impôt pour la compétitivité et l'Emploi (CICE) ou le Crédit d'Impôt Recherche (CIR), ou encore comprendre plus largement comment l'investissement public agit sur la productivité des entreprises, comme la politique d'innovation et de soutien de la recherche publique. Ces recherches sont essentiellement contractuelles et répondent à des demandes ponctuelles et précises de la part des administrations centrales ou locales.

Évaluation de la politique de financement de la recherche publique sur l'innovation

En 2021, le DRIC a conduit une étude pour le ministère de l'Enseignement Supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI)¹⁰ dans l'objectif d'évaluer l'impact de la politique de recherche publique sur l'innovation. S. Guillou, B. Kalash, L. Nesta, M. Pezzoni, E. Salies et M-A. Faure ont analysé les impacts de l'évolution de la nature du financement de la recherche publique sur les capacités d'innovation, les brevets et les publications. La commande du Ministère s'était adressée à trois équipes : le DRIC de l'OFCE, une équipe de l'IPP et une équipe du GRETha.

L'étude de Guillou et al. (2021) se décline en trois parties. Pour augmenter la connaissance sur la relation entre financement de la recherche publique et innovation, nous avons cherché à comprendre si l'évolution de la nature du financement de la recherche observée depuis le début des années 2000 (chapitre 1) avait une incidence sur les résultats de la recherche tels qu'ils sont révélés par les brevets, et les publications (notamment celles cités par les brevets). Le chapitre 2 procède à une analyse inter-pays alors que le chapitre 3 offre une analyse au niveau du laboratoire de recherche.

Le chapitre 1 montre que dix ans après la mise en place des PIA, il est difficile de conclure que la trajectoire de recherche et d'innovation ait été notablement modifiée et cela même si des chocs externes ont probablement créé des interférences. Les fonds concurrentiels ne sont pas venus accroître en moyenne le financement par chercheur ni par laboratoire. Le chapitre 2 met en évidence qu'au cours des 20 dernières années, la dynamique de la DIRD a été portée par les chercheurs privés en cohérence avec une accentuation de l'intérêt pour la recherche appliquée à des fins de compétitivité. Il montre par ailleurs que les effectifs de chercheurs publics sont le principal déterminant des différences inter-pays en termes de publications. En revanche, le nombre de chercheurs du secteur privé a un pouvoir explicatif plus fort sur les brevets.

Car en parallèle de la volonté d'augmenter le financement concurrentiel, l'orientation des réformes institutionnelles a été de diriger les fonds vers une recherche appliquée plus susceptible de se transformer en innovation. C'est clairement explicite dans la philosophie des PIA.

Les deux objectifs --- financement concurrentiel et recherche appliquée --- vont de pair car il est plus aisé d'ajuster les financements aux orientations politiques quand ces derniers sont alloués via des appels à projets, dont le domaine technologique voire le cahier des charges, peuvent être précisés.

Les résultats du chapitre 3 montrent que des directives incitatives en matière de partenariats avec des entreprises semblent rapprocher les publications des chercheurs de la frontière technologique et plus généralement de la recherche appliquée. Par ailleurs, des financements plus clairement orientés vers la recherche appliquée comme les fonds européens se démarquent des fonds de l'ANR de nature plus générique.

¹⁰ S. Guillou, B. Kalash, L. Nesta, M. Pezzoni, E. Salies et M-A. Faure (2021), Impact du financement de la recherche sur ses résultats, *Rapport pour le ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation*, décembre 2021, 66 pages.

De leur côté, l'inertie des dotations structurelles ne permet pas aux décideurs publics d'arbitrer vis-à-vis des domaines de recherche. Si on ajoute l'absence de fléchage du financement public de la recherche privée (CIR), on se retrouve avec un degré d'intervention élevé quantitativement mais peu discrétionnaire sur les orientations. S'il s'agit de retrouver du pouvoir sur les orientations de la recherche appliquée, il serait opportun de conditionner le CIR à des appels à projets thématiques. La modalité de financement public de la recherche privée s'est de plus en plus concentrée sur le crédit d'impôt au détriment des subventions, mais le propre du crédit d'impôt est d'exclure les pouvoirs publics de toute orientation des financements. Aucune évolution vers des appels à projets sélectifs --- à la manière de la DARPA américaine --- n'a été envisagée pour faire évoluer le financement public de la recherche privée depuis la création du CIR.

Cette étude a donné lieu à un rapport qui sera publié sur le site du MESRI.

Dans le domaine de la politique d'innovation, E. Salies a conduit un numéro spécial pour la *Revue de l'OFCE* (à paraître en 2022) qui rassemble des contributions de chercheurs hors OFCE sur la question du CIR. E. Salies y contribue par un article qui montre que l'impact du CIR sur les personnels de recherche. Il avait déjà contribué sur le sujet avec P. Courtioux en mai 2021 au sujet de la réforme du Crédit impôt recherche relative aux coopérations public-privé.

Vulgarisation, pédagogie et autres publications

Les chercheurs de l'OFCE sont fréquemment sollicités pour participer à des publications grand public. Dans le cadre d'un hors-série (janvier 2021) sur l'état de l'économie 2021 d'*Alternatives économiques*, des contributions importantes ont été faites sur la conjoncture mondiale et le changement climatique

L'impact de la COVID 19 a continué d'être exploré par les chercheurs de l'OFCE. E. Salies¹¹ avec R. Belgaied et C. Chièr s'est penché précisément sur le secteur hôtelier dans les Alpes-Maritimes.

¹¹ Belgaied R., C. Chièr, Salies E. « L'impact de la pandémie du Covid-19 sur le secteur hôtelier dans les Alpes-Maritimes » (avec), Journées d'Etudes du Tourisme de Nice, 5^e édition – Tourisme post-Covid, le monde d'après. Campus Valrose, Université Côte-d'Azur.

Les questions européennes¹²

L'analyse économique de l'Union européenne reste au cœur des travaux de l'OFCE. L'année 2021 a vu la création d'une application de simulation des dettes publiques européennes (*Debtwatch*), outil d'appropriation des questions budgétaires européennes accessible à tous. L'année 2021 a aussi vu la parution du cinquième volume de *L'économie européenne*¹³ dans la collection Repères (éditions La Découverte) en avril. Avec cet ouvrage, l'OFCE continue d'affirmer son implication dans les débats européens en proposant un bilan annuel accessible et rigoureux de l'économie européenne. L'année 2021 a aussi vu la parution du deuxième rapport *European Public Investment Outlook*, qui synthétise les besoins d'investissement en Europe et regroupe autour de ses trois coordinateurs, dont un économiste de l'OFCE, un aéronef de spécialistes des questions économiques européennes. L'OFCE poursuit, en outre, son implication dans le groupe d'experts de la commission ECON du Parlement européen en vue de la préparation de son dialogue monétaire avec la banque centrale européenne (BCE). Enfin, l'OFCE intervient régulièrement sur les questions européennes au travers de publications académiques et de *policy papers* (au-delà de ceux réalisés dans le cadre du dialogue monétaire).

Debtwatch (Cf. *OFCE Policy brief*, Timbeau et al. octobre 2021¹⁴)

Debtwatch est un modèle de simulation de la dette publique à moyen long terme associé à une application web dont l'interface sophistiquée permet à l'utilisateur de mettre en place des scénarios.

Le modèle de Debtwatch, accessible en open source à github.com/ofce/dwr, est un modèle ouvert reposant sur les travaux d'AGS depuis 2013. La structure est celle d'une équation de fermeture de l'écart de croissance assorti de différentes équations déterminant le rythme de croissance potentielle, l'inflation, les taux d'intérêt ou le chômage. L'intégration de ces différents éléments permet de simuler la dette publique et d'intégrer de nombreux éléments : prime de risque sur les taux d'intérêt, maturité de la dette et viscosité des taux moyen pondérés, multiplicateur de dépense ou de recette publique. Ces différentes équations constituent le moteur de la dynamique de la dette.

A partir d'un algorithme spécifique, une règle budgétaire fixe l'impulsion et approxime la politique budgétaire optimale en fonction d'une cible de dette publique. Cette approche permet de redéfinir la notion de soutenabilité comme l'effort fiscal à accomplir, sous des hypothèses de

¹² Les travaux des chercheurs de l'OFCE consacrés à l'Union européenne sont regroupés sous l'onglet « Débat européen » du site internet de l'OFCE. Sont répertoriés les articles, rapports, *policy briefs*, *posts* de blog et documents de travail.

¹³ OFCE (coordonné par Creel J.), *L'économie européenne 2021*, Collection : Repères, La Découverte, 128 pages, avril 2021.

¹⁴ Timbeau X., E. Aurissergues et E. Heyer, « La dette publique au XXI^e siècle : une analyse de la dynamique de la dette publique avec Debtwatch », *OFCE Policy Brief*, 93, 11 octobre 2021.

croissance, d'inflation ou de taux d'intérêt explicites, pour atteindre une cible de dette donnée en un temps défini. L'optimisation est stochastique.

Un effort particulier a été accordé à la mise à disposition de la modélisation au plus grand nombre. Une application web permet de modifier l'ensemble des paramètres du modèle, mais aussi de produire des sorties directement utilisables dans une publication, et de reproduire les scénarios d'autres utilisateurs à partir d'un système d'identifiant anonyme des simulations.

Différentes évolutions seront apportées à l'application dans les mois qui viennent.

Bilan de l'économie européenne : L'économie européenne 2021¹⁵

L'introduction du précédent volume de cette collection commençait par ces mots : « En 2020, Mesdames Lagarde et von der Leyen vivront leur première année pleine au sommet de l'Europe (...) dans un environnement européen et international compliqué ». Il faut bien avouer que nous ne savions pas alors à quel point l'année 2020 serait effectivement compliquée.

Au plan économique et social, la pandémie n'a pas seulement conduit à la plus grande récession mondiale de l'après-guerre, mais elle a aussi accru le risque de voir les enjeux structurels, tels que la lutte contre le changement climatique, passer au second plan, et pour longtemps, des priorités des gouvernements. Les chocs macroéconomiques infligés par la pandémie et par les mesures prophylactiques mises en œuvre pour y faire face ont été d'une telle ampleur que les réponses de politique économique ont elles aussi été d'une vigueur inaccoutumée. Bien que proportionnées aux enjeux conjoncturels de court terme, ces réponses pourraient obérer les chances de voir l'Europe s'engager résolument dans une trajectoire soutenable et équitable de ses niveaux de vie. La montée des dettes publiques et les politiques monétaires ultra-accommodantes de la banque centrale européenne posent déjà la double question de la nature d'un retour « à la normale » et de sa temporalité. L'Europe a-t-elle encore des marges de manœuvre et si elle doit renverser l'orientation de ses politiques économiques, quand devra-t-elle le faire ?

Evaluer les conséquences qu'aura la pandémie sur la trajectoire économique, sociale et environnementale de l'Europe réclame, en guise de préalable, un diagnostic complet sur ses conséquences à court terme. L'OFCE propose ainsi un bilan de l'économie européenne en 2020 et une réflexion sur les enjeux de plus long terme.

L'ouvrage présente un état des lieux conjoncturel (chapitre réalisé par le département Analyse et Prévisions et C. Blot¹⁶) d'une zone euro soumise à une grande incertitude quant à la persistance de l'épidémie et à celles des politiques budgétaires et monétaires mises en œuvre pour y faire face. Il dresse une typologie des facteurs contribuant à la mortalité due à la Covid-19 (chapitre réalisé par F. Gannon, G. Le Garrec et V. Touzé¹⁷) et présente un premier bilan des conséquences de l'épidémie sur les marchés du travail européens (chapitre réalisé par C.

¹⁵ Ouvrage coordonné par Jérôme Creel.

¹⁶ Blot C., « Prévoir la croissance par temps d'épidémie », in *L'économie européenne 2021* (dir. J. Creel), Collection : Repères, La Découverte, pp. 5-16, avril 2021.

¹⁷ Gannon F., G. le Garrec et V. Touzé, « La crise de la Covid-19 dans une Europe vieillissante », in *L'économie européenne 2021* (dir. J. Creel), Collection : Repères, La Découverte, pp. 31-44, avril 2021.

Antonin, C. Riffart et G. Verdugo¹⁸), sur les politiques publiques et budgétaires (chapitre réalisé par C. Antonin, C. Blot, M. Dauvin, M. Plane, C. Riffart et R. Sampognaro¹⁹) et sur les liens de ces dernières avec l'action de la banque centrale européenne (chapitre réalisé par C. Blot et P. Hubert²⁰). Il expose également les avancées de la gouvernance budgétaire européenne avec l'adoption d'un nouvel outil de gestion, *Next Generation EU*, en juillet 2020 et s'interroge sur le cadre budgétaire commun qui sortira éventuellement de cette crise (chapitre réalisé par X. Ragot²¹).

L'adaptation du *Green Deal* aux nouveaux enjeux sanitaires (chapitre réalisé par E. Laurent²²), les avancées timides en faveur d'une politique européenne de santé publique (chapitre réalisé par J. Creel, F. Saraceno et J. Wittwer²³) et la question non encore résolue des ressources propres pour financer le budget européen (chapitre réalisé par G. Allègre²⁴) sont tour à tour discutées en lien avec ce nouvel instrument.

Programme de travail 2022

Préparation et parution de *L'économie européenne 2022*²⁵

L'édition 2022 se concentre sur les enjeux de l'après-crise de Covid-19 pour le fonctionnement de l'Union européenne. Elle présente tout d'abord un état des lieux conjoncturel de la zone euro puis elle consacre cinq chapitres à la gouvernance économique de l'Union européenne, en commençant par dresser un premier bilan du nouvel outil de gestion *Next Generation EU*. S'il est encore trop tôt pour en mesurer l'efficacité, il convient d'en discuter les avantages et les inconvénients *ex ante*, surtout dans la perspective d'une ou de plusieurs réformes du cadre budgétaire européen, auquel un chapitre est également consacré. L'ouvrage comprend aussi, en lien avec le développement de l'application Debtwatch, une simulation des efforts budgétaires à réaliser selon différents scénarios de réforme des cibles de dette publique en Europe. L'ouvrage s'interroge sur les conséquences attendues de la révision de la stratégie de la BCE et sur l'orientation des politiques budgétaires et monétaires (*policy mix*) depuis plusieurs années et, notamment, sur l'incidence du développement des politiques monétaires non conventionnelles sur la nature du *policy mix* européen.

¹⁸ Antonin C., C. Riffart et G. Verdugo, « Le marché du travail malade de la Covid-19 », in *L'économie européenne 2021* (dir. J. Creel), Collection : Repères, La Découverte, pp. 17-30, avril 2021

¹⁹ Antonin C., C. Blot, M. Dauvin, M. Plane, C. Riffart et R. Sampognaro, « Les plans d'urgence et de relance dans les quatre plus grands pays de la zone euro », in *L'économie européenne 2021* (dir. J. Creel), Collection : Repères, La Découverte, pp. 54-67, avril 2021

²⁰ Blot C. et P. Hubert, « La BCE face à la crise de la Covid-19 », in *L'économie européenne 2021* (dir. J. Creel), Collection : Repères, La Découverte, pp. 45-33, avril 2021

²¹ Ragot X., « Coordination budgétaire : de nouvelles règles ou un changement d'institution ? », in *L'économie européenne 2021* (dir. J. Creel), Collection : Repères, La Découverte, pp. 68-77, avril 2021

²² Laurent E., « Le Green Deal européen : juste une stratégie de croissance ou une vraie transition juste ? », in *L'économie européenne 2021* (dir. J. Creel), Collection : Repères, La Découverte, pp. 94-104, avril 2021

²³ Creel J., F. Saraceno et J. Wittwer, « Pour une agence de santé européenne unique », in *L'économie européenne 2021* (dir. J. Creel), Collection : Repères, La Découverte, pp. 105-118, avril 2021

²⁴ Allègre G., « L'impôt sur les sociétés peut-il constituer une ressource propre de l'Union européenne ? », in *L'économie européenne 2021* (dir. J. Creel), Collection : Repères, La Découverte, pp. 78-93, avril 2021

²⁵ Ouvrage coordonné par Jérôme Creel.

L'ouvrage évoque les conséquences du Brexit, pour l'économie britannique et pour l'Union européenne, un an après son déclenchement effectif.

Enfin, et conformément à l'agenda politique de la Commission européenne d'une transition juste vers une économie bas-carbone, un chapitre s'interroge sur les indicateurs à mobiliser pour appréhender cette transition puis pour atteindre une neutralité-carbone.

European Public Investment Outlook

F. Saraceno, en collaboration avec F. Cerniglia (Università Cattolica de Milan) et A. Watt (IMK), a travaillé sur la deuxième édition d'un volume collectif sur l'investissement public en Europe, *The Great Reset*, paru en décembre 2021 chez *Open Book Publisher*. Le volume adopte une définition « large » de l'investissement public ; ceci comprend en fait l'investissement au sens comptable du terme, en infrastructures (par exemple de transport ou liées à la transition écologique) ; mais aussi toute dépense qui augmente le capital humain et social de l'économie, tel que la R&D, l'investissement dans le social, la santé, etc. L'ouvrage étudie également les politiques énergétiques et de digitalisation de l'Union européenne. Le volume a impliqué plus de 30 chercheurs, dont Romano Prodi, provenant d'institutions variées (centres de recherche appliquée, institutions internationales comme le FMI, départements académiques).

S'appuyant sur l'édition 2020, *The Great Reset* démontre la valeur du capital public à la fois dans les pays européens et en tant que bien public européen, mettant en lumière l'impact que la facilité pour la reprise et la résilience de NextGenerationEU aura probablement sur la structure macroéconomique de l'économie européenne. La première partie évalue l'état de l'investissement public en Europe dans son ensemble et se concentre sur cinq pays (France, Allemagne, Italie, Pologne et Espagne) en tant qu'études de cas. La deuxième partie se concentre sur les défis posés par la pandémie et les piliers du plan d'investissement NextGenerationEU, avec des chapitres allant de l'éducation et de la numérisation à la cohésion territoriale et à la transition verte.

Programme de travail 2022

Le rapport *European Public Investment Outlook* a vocation à devenir récurrent, et le travail sur un troisième volume (à paraître en 2022) démarrera au printemps 2022. Il consistera dans le suivi national des plans d'investissement public et dans une partie plus thématique, en cours d'élaboration.

Dialogue monétaire entre le Parlement européen et la BCE

Dans le cadre du contrat avec la Commission ECON du Parlement européen, l'OFCE a réalisé quatre études préparatoires au dialogue monétaire entre le Parlement européen et la BCE en 2021. Ces études, réalisées par C. Blot, C. Bozou et J. Creel, sont parues sur le site du Parlement européen.

La première étude²⁶ « *Monetary policy during the pandemic: fit for purpose* » visait à étudier la conformité des politiques de la BCE depuis la crise de Covid-19 avec les besoins des Etats membres de la zone euro. Elle montrait principalement deux choses : d'une part, qu'à partir d'une perspective large depuis la crise financière internationale, la politique monétaire européenne, tantôt conventionnelle, tantôt bien moins, avait eu les effets attendus sur l'inflation et l'activité réelle ; d'autre part, depuis 2020 et la mise en œuvre simultanée de deux politiques d'achat d'actifs (PSPP et PEPP), la BCE avait réussi à réduire les spreads de taux souverains et à relever les anticipations d'inflation (avant le retour de cette dernière à la fin de l'année 2021).

Cette première étude a ensuite donné lieu, avec P. Hubert, à un travail plus académique et plus systématique des effets différenciés du PSPP et du PEPP sur les prix d'actifs financiers, dont une première version finalisée est parue sous forme de document de travail en décembre 2021²⁷ (« *Are all central bank asset purchases the same? Different rationales, different effects* »).

La deuxième étude²⁸ « *Could the Euro Area Benefit From the US Stimulus Packages?* » avait trait aux relances budgétaires américaines récentes et aux inquiétudes quant à leur ampleur, mais aussi à leurs retombées sur l'économie de la zone euro. Après avoir discuté des mesures budgétaires américaines et passé en revue la littérature sur les retombées internationales, l'étude montrait que le *policy mix* américain pouvait avoir des effets macroéconomiques plutôt positifs sur la zone euro. Elle concluait cependant que ces effets devaient être mis en balance avec des risques financiers croissants.

En septembre 2021, la troisième étude²⁹ se lançait dans un exercice périlleux à propos de la montée récente de l'inflation et de sa pérennité. Intitulée « *Rise in Inflation: Much Ado About Nothing?* », l'étude analysait les différents facteurs à l'origine de la hausse de l'inflation dans la zone euro, en rappelant notamment que cette hausse intervenait après une longue période d'inflation européenne en deçà de la cible de la BCE. L'analyse de l'inflation était désagrégée par pays et désagrégée par secteurs, afin de mieux percevoir les éléments de divergence et de convergence intra-européenne que l'inflation actuelle était en train d'engendrer.

La quatrième et dernière étude pour 2021³⁰, « *A Welcome Revision Rather Than a Revolution* », est une analyse préliminaire de l'effet de la nouvelle stratégie de la BCE, notamment de la révision de son objectif d'inflation, sur les anticipations d'inflation. Nous montrons que l'annonce de la nouvelle stratégie, dont nous discutons également les raisons, a eu un effet mineur sur les anticipations d'inflation. Cela peut refléter le fait que la réforme était

²⁶ Blot C., C. Bozou et J. Creel, « *Monetary policy during the pandemic: fit for purpose?* », Briefing Paper pour le Parlement européen dans le cadre du dialogue monétaire avec la BCE, février 2021.

²⁷ Blot C., C. Bozou, J. Creel et P. Hubert, « *Are all central bank asset purchases the same? Different rationales, different effects* », *OFCE Working Paper*, 29, décembre 2021.

²⁸ Blot C., C. Bozou et J. Creel, « *Could the euro area benefit from the US stimulus packages?* », Briefing Paper pour le Parlement européen dans le cadre du dialogue monétaire avec la BCE, juin 2021.

²⁹ Blot C., C. Bozou et J. Creel, « *Rise in inflation: much ado about nothing?* », Briefing Paper pour le Parlement européen dans le cadre du dialogue monétaire avec la BCE, septembre 2021.

³⁰ Blot C., C. Bozou et J. Creel, « *A welcome revision rather than a revolution* », Briefing Paper pour le Parlement européen dans le cadre du dialogue monétaire avec la BCE, novembre 2021.

soit déjà partiellement anticipée par le marché, soit trop timide. Par conséquent, l'étude fait des recommandations complémentaires de politique économique en vue d'un meilleur ancrage des anticipations.

Programme de travail 2022

Le contrat entre la commission ECON du Parlement européen et l'OFCE se poursuit et l'OFCE se prépare à répondre aux sollicitations trimestrielles qui découle du contrat.

Une première étude sera consacrée aux anticipations d'inflation et à leur importance dans les décisions de politique monétaire.

Autres travaux sur les questions économiques relatives à l'Union européenne

Articles publiés (hors Revue de l'OFCE)

P. Hubert et B. Maule³¹ (*International Journal of Central Banking*, 2021) étudient les annonces de politique monétaires. Comment les agents privés appréhendent-ils les actions et la communication des banques centrales ? Cet article examine l'interprétation par les agents privés des signaux de la banque centrale concernant la politique future et les perspectives macroéconomiques qui sont véhiculés à la fois par les décisions politiques et la communication macroéconomique. À l'aide de données britanniques, les auteurs évaluent les effets de ces deux types d'annonces de la banque centrale sur les swaps d'inflation et les rendements boursiers à des fréquences quotidiennes et mensuelles. Ils constatent que les décisions politiques transmettent des signaux sur les perspectives macroéconomiques à la fréquence quotidienne, mais que les signaux politiques dominent à la fréquence mensuelle, de sorte que les prix des actifs réagissent négativement à la politique de contraction, conformément au mécanisme de transmission habituel. Ils constatent également que les anticipations d'inflation réagissent positivement aux surprises des informations macroéconomiques de la Banque d'Angleterre, ce qui est cohérent avec le fait que les agents reçoivent un signal sur les perspectives économiques.

W. Bounbou et P. Hubert³² (*Journal of Economic Dynamics and Control*, 2021) étudient les conséquences pour les banques de taux d'intérêt directeurs négatifs. Face à une potentielle borne inférieure à zéro des taux d'intérêt sur les dépôts, comment les banques répercutent-elles la baisse du revenu net d'intérêt due aux taux d'intérêt négatifs ? Cet article vise à étudier les différents canaux de réponses des banques aux taux d'intérêt négatifs en utilisant une ventilation détaillée du compte de profits et pertes de 3637 banques dans 59 pays de 2011 à 2018. Les auteurs constatent que la baisse des revenus d'intérêts due aux taux d'intérêt négatifs est atténuée par une augmentation des revenus autres que d'intérêts, mais

³¹ Hubert P. et B. Maule, « Policy and macro signals from Central Bank announcements », *International Journal of Central Banking*, vol. 17, n°2, pp. 254-296, juin 2021

³² Bounbou W. et P. Hubert, « The channels of banks' responses to negative interest rates », *Journal of Economic dynamics and control*, 131, 104228, 2021

seulement en partie. Ils constatent que les banques réagissent à ce choc en réduisant les intérêts payés sur les dépôts des non-clients et leurs dépenses de personnel. Ils montrent également que les réponses des banques ne sont pas instantanées et qu'elles ajustent leur réponse lorsque les taux d'intérêt négatifs persistent dans le temps, de sorte que la durée de mise en œuvre des taux d'intérêt négatifs compte. Enfin, les résultats suggèrent que les grandes banques avec des dépôts plus élevés et des ratios d'endettement plus élevés sont les plus affectées par la mise en place de taux d'intérêt négatifs.

J. Creel, P. Hubert et F. Labondance³³ (*International Journal of Finance and Economics*, 2021) montrent que bien que la littérature ait apporté la preuve empirique du pouvoir prédictif du crédit sur les crises financières et bancaires, les fondements de ce lien sont moins clairs. Ils évaluent donc les interrelations entre crédit et fragilité bancaire. L'hypothèse principale d'identification représente le crédit et la fragilité bancaire comme un système de processus conjoints simultanés de génération de données dont les termes d'erreur sont corrélés. Ils testent les hypothèses nulles selon lesquelles le crédit bancaire affecte positivement la fragilité bancaire - un effet de vulnérabilité - et que la fragilité bancaire a un effet négatif sur le crédit - un effet traumatique. Ils utilisent des régressions SUR et 3SLS sur un panel de pays de l'Union européenne (UE) de 1998 à 2012 et contrôlent l'environnement financier et macroéconomique. Ils trouvent un effet positif du crédit sur la fragilité bancaire dans l'ensemble de l'UE, dans la zone euro, au cœur de l'UE mais pas à sa périphérie, et un effet négatif de la fragilité bancaire sur le crédit dans tous les échantillons.

J. Creel ³⁴ (*Comparative Economic Studies*, 2021) utilise la théorie budgétaire du niveau des prix comme toile de fond pour une discussion sur les risques que les politiques budgétaires peuvent faire peser sur la soutenabilité de la dette publique. Il rappelle notamment qu'un régime de dominance budgétaire ne conduit pas à une instabilité macroéconomique. À l'aide d'articles empiriques récents sur la soutenabilité budgétaire et sur la base de ses propres estimations, il conclut que la soutenabilité n'est pas une préoccupation majeure, tout du moins à court et à moyen terme. Enfin, il soutient que les Européens devraient continuer sur le plan budgétaire l'élan auquel ils ont contribué en 2020 en favorisant la coordination et la transparence des politiques budgétaires de l'UE. Pour y parvenir, il revient sur l'idée d'un dialogue renforcé sur les questions budgétaires au Parlement européen et propose d'établir un « dialogue budgétaire » avec les États membres de l'UE.

Policy Briefs

X. Ragot (sous la direction) et al. (*OFCE Policy Brief*, 2021³⁵) discute des évolutions récentes de la dette publique française et adopte une approche prospective à moyen terme. Dans un environnement de taux d'intérêt réels durablement bas, les constatations émises dans ce document plaident pour une stimulation de l'investissement public, sans augmenter les

³³ Creel J., P. Hubert et F. Labondance, « The intertwining of credit and banking fragility », *International Journal of Central Banking*, vol. 26, n°1, pp. 459-475, 2021

³⁴ Creel J., "Establishing a Fiscal Dialogue in Europe", *Comparative Economic Studies*, volume 63, 339-355, 2021.

³⁵ Creel J., E. Heyer, M. Plane, C. Poirier, X. Ragot (dir.), F. Saraceno et X. Timbeau, « Dette publique : un changement de paradigme, et après ? », *OFCE Policy Brief*, 92, 6 octobre 2021

charges d'intérêt dans le budget de l'État. Il faut cependant distinguer les investissements publics selon leurs effets économiques. Un premier type d'investissement public peut avoir pour but de stimuler l'innovation et la production sur le territoire domestique. De tels investissements publics sont générateurs de recettes fiscales et d'un rééquilibrage de la balance courante. D'autres investissements publics s'avèrent nécessaires même s'ils n'ont pas d'effets très positifs sur les recettes fiscales à venir, comme les investissements publics pour la transition énergétique dont le but premier doit être la réduction des émissions de CO₂ et le maintien de la biodiversité.

F. Gannon, G. Le Garrec et V. Touzé (*OFCE Policy Brief*, 2021³⁶) s'interrogent sur les choix de réformes du système de retraite français à l'aune des pratiques européennes. Au cours des prochaines décennies, tous les pays subiront une élévation du ratio de dépendance démographique, mettant sous pression l'équilibre financier des systèmes de retraite. Les mesures déjà adoptées devraient conduire à une baisse de la générosité (relative) de leur système de retraite ainsi qu'à un recul de l'âge des départs à la retraite. À long terme, l'effet global est très variable puisque certains pays voient le poids des dépenses dans le PIB diminuer, notamment la France, et d'autres augmenter, comme l'Allemagne. Plusieurs pistes de réforme paramétrique ou systémique sont étudiées (augmentation du taux de cotisation, baisse de la générosité, recul de l'âge de départ en retraite, création d'un régime universel de base) avec leurs avantages et leurs inconvénients.

J. Creel, F. Saraceno et J. Wittwer (*OFCE Policy Brief*, 2021³⁷) étudient les modalités d'une politique européenne de santé commune. Ils proposent que cette politique soit administrée par une agence européenne de santé unique dotée de moyens financiers suffisants pour assurer ses missions. L'initiative Health4EU, ou la santé pour tous les citoyens européens, qu'ils défendent n'est pas de créer une politique européenne de santé qui se substituerait aux politiques nationales, mais d'adjoindre à ces politiques nationales trois missions complémentaires. Tout d'abord, l'agence coordonnerait une politique d'investissement en capital humain en facilitant la mobilité des soignants pour leur permettre de suivre ou d'assurer des formations complémentaires sur le terrain, contribuant ainsi à améliorer l'adéquation, en qualité et en quantité, entre l'offre et la demande locales en matière de santé. Deuxièmement, l'agence garantirait un approvisionnement stratégique en médicaments et en équipements. Elle donnerait à l'UE une capacité d'achat, donc de négociation auprès des industriels de santé qui permettrait d'y faire jouer les économies d'échelle. Enfin, l'agence assisterait les autorités locales afin qu'elles améliorent leurs infrastructures de santé et de soins de longue durée, donnant ainsi chair à une politique européenne de santé plus ambitieuse et soucieuse d'atténuer les inégalités d'accès aux soins dans toute l'Europe.

J. Creel, N. Leron, X. Ragot et F. Saraceno (*Policy Brief pour ETUI*, 2021³⁸) s'interrogent sur la pertinence d'associer la facilité pour la reprise et la résilience (FRR) de Next Generation EU

³⁶ Gannon F., G. le Garrec et V. Touzé, « Les systèmes de retraite face au vieillissement : le choix français à l'aune des pratiques européennes », *OFCE Policy Brief*, 98, décembre 2021

³⁷ Creel J., F. Saraceno et J. Wittwer, « A la bonne santé de tous les Européens ! Pour une agence de santé européenne unique », *OFCE Policy Brief*, 90, 20 mai 2021

³⁸ J. Creel, N. Leron, X. Ragot et F. Saraceno, "Embedding the Recovery and Resilience Facility into the European Semester", November 2021, ETUI Policy Brief 14.

au semestre européen. Selon eux, la FRR remet en cause l'équilibre entre une vision technocratique des objectifs et leurs réalisations, et une vision démocratique qui peut façonner un véritable élan européen. Ils recommandent d'élargir la responsabilité de la gestion de la FRR au Parlement européen et aux partenaires sociaux, au niveau national ou européen, afin de donner un élan durable à l'intégration européenne. Enfin, au-delà de la FRR, la production de biens publics européens financée par une véritable fiscalité européenne, et non par des contributions nationales, permettrait d'établir une base démocratique solide pour la légitimité de l'UE.

Documents de travail

C. Barbieri, M. Guerini et M. Napoletano (*OFCE Working Paper*, 2021³⁹) étudient la synchronisation des rendements des obligations d'État de la zone euro à différentes échéances. A cet effet, ils combinent l'analyse en composantes principales avec la théorie des matrices aléatoires. Ils constatent que la synchronisation dépend des maturités. Les rendements à court terme ne sont pas synchronisés. Au contraire, les rendements à moyen et long terme ont été fortement synchronisés au début de l'introduction de l'euro. La synchronisation a ensuite diminué de manière significative pendant la Grande Récession et la crise de la dette européenne, pour se redresser partiellement après 2015. Ils montrent l'existence d'une dualité entre les résultats empiriques et la théorie du portefeuille qui signalent les échanges divergents et les effets de fuite vers la qualité comme source du rendement auto-entretenu dynamique asynchrone. Les résultats envisagent la synchronisation comme une exigence pour la transmission fluide des signaux conventionnels de la politique monétaire dans la zone euro.

L. Reichlin, G. Ricco et M. Tarbé⁴⁰ (*OFCE Working Paper*, 2021) étudient le *policy mix* dans l'Union monétaire européenne. Les effets à moyen et long terme de la politique monétaire conventionnelle et non conventionnelle sont analysés en combinant les chocs de politique monétaire identifiés dans un VAR structurel et la contrainte budgétaire des administrations publiques avec une banque centrale unique et plusieurs autorités budgétaires. En réponse à un assouplissement conventionnel du taux directeur, la réaction cumulée de la politique budgétaire est positive. A l'inverse, en réponse à un assouplissement non conventionnel affectant la partie longue de la courbe des taux, la position budgétaire primaire évolue à peine. Cela est cohérent avec l'effet à long terme de la politique monétaire non conventionnelle sur l'indice des prix, qui représente environ la moitié de celui d'un assouplissement conventionnel. A long terme, le solde cumulé est principalement tiré par la politique budgétaire de l'Allemagne au cours de la période où la politique monétaire non conventionnelle a été adoptée.

³⁹ Barbieri C., M. Guérini et M. Napoletano, « The anatomy of government bond yields synchronization in the Eurozone », *OFCE Working Paper*, 8, mars 2021

⁴⁰ Reichlin L., G. Ricco et M. Tarbé, « Monetary-fiscal crosswinds in the European monetary union », *OFCE Working Paper*, 23, octobre 2021

C. Mathieu et H. Sterdyniak⁴¹ (*OFCE Working Paper*, 2021) étudient les réformes des règles budgétaires en Europe. Après la crise sanitaire, les dettes publiques des pays de la zone euro s'établiront en moyenne à 100 % du PIB. Les règles budgétaires de l'UE, suspendues pendant la crise, ne peuvent être remises en vigueur telles quelles. Leur réforme sera discutée en 2022. Un certain consensus semble se faire sur une règle de contrôle des dépenses publiques dont la croissance devrait être inférieure à celle du PIB nominal, de façon à ramener le ratio dette publique/PIB vers 60 %. Cette règle ne permet pas une stabilisation macroéconomique satisfaisante, n'a pas de long terme garanti et ne respecte pas l'autonomie des politiques budgétaires nationales. Les dettes publiques des pays de la zone euro doivent être garanties ; ceux-ci doivent pouvoir pratiquer les politiques budgétaires requises par leur situation macroéconomique, tout en respectant l'objectif d'inflation de la BCE. Ils ne doivent être tenus de changer de politique que si elle nuit à leurs partenaires.

S. Auray et A. Eyquem⁴² (*OFCE Working Paper*, 2021) reviennent sur les questions d'hétérogénéité et de convergence au sein de la zone euro. La création de l'euro a permis aux pays de la périphérie de connaître une forte baisse du coût d'emprunt. Les taux nominaux inférieurs n'ont été que partiellement compensés par une baisse des taux d'inflation. Ils rationalisent cette inversion dans l'évolution du taux d'intérêt réel en utilisant un modèle à deux régions d'une union monétaire où, systématiquement avec des données de taux d'intérêt réels, les facteurs d'actualisation sont initialement hétérogènes, et la périphérie contrainte d'emprunter. Ils modélisent la création de l'euro comme un processus de convergence partielle des taux d'inflation et une lente hausse du facteur d'actualisation de la périphérie, assouplissant la contrainte d'emprunt. Cette simple structure explique l'essentiel des fluctuations post-euro dans les deux régions. En particulier, elle reproduit très bien la dynamique conjointe observée des comptes courants et des termes de l'échange.

G. Ricco (dans L. Reichlin et al., « The ECB strategy: The 2021 review and its future », CEPR) a contribué à la réflexion sur l'examen par la BCE de sa stratégie sur dix-huit mois, publié en juillet 2021, dans le but d'innover à la fois dans la conception et dans l'ampleur de ses réponses politiques. Ce document, rédigé par des économistes européens de haut niveau et rédigé parallèlement à l'examen officiel, fournit un cadre opportun et clair pour évaluer les changements actuels et l'évolution future de la stratégie de la BCE.

C. Blot, C. Bozou, J. Creel et P. Hubert (WP, 2021) posent la question suivante : la justification des décideurs/*policymakers* à propos d'une politique économique donnée a-t-elle une influence sur l'impact de cette politique ? Pour répondre à cette question, ils exploitent le cadre unique fourni par les programmes d'achat d'actifs de la BCE. Les politiques PSPP et PEPP consistent dans des achats d'actifs essentiellement identiques, mais leurs objectifs diffèrent. Le PSPP visait à réduire les risques déflationnistes, alors que le PEPP a été annoncé en réponse à la crise économique provoquée par la pandémie pour atténuer les risques souverains. Ils évaluent les effets des deux politiques sur les deux objectifs. Ils constatent que le PSPP affecte positivement les swaps d'inflation alors que le PEPP impacte

⁴¹ Mathieu C. et H. Sterdyniak, « Vers une réforme des règles budgétaires dans la zone euro ? », *OFCE Working Paper*, 26, novembre 2021

⁴² Auray S. et A. Eyquem, « The dispersion of mark-ups in an open economy », *OFCE Working Paper*, 10, mars 2021

négativement les spreads souverains et qu'il y a beaucoup moins de preuve empirique du schéma inverse.

Le système productif européen

Une étude de la spécialisation dans les technologies vertes des pays européens a permis de mettre en évidence, à partir des données de production, l'importance des qualifications pour les trajectoires de spécialisation (P. Bontadini et F. Vona, 2020). Un *Policy brief* pour la Commission européenne a été rédigé sur ces questions d'orientation de la spécialisation productive vers des processus et technologies durables (F. Vona, 2021).

Une étude sur la politique industrielle européenne est en préparation pour le second semestre 2022 ainsi qu'une analyse comparative des évolutions récentes de la productivité.

La question de la souveraineté technologique et numérique européenne sera au cœur des préoccupations de cette étude notamment en relation avec le financement de *Next Generation* EU des investissements de numérisation des économies européennes.

Les questions environnementales

Le **Pôle Environnement de l'OFCE** concentre ses recherches sur l'économie de l'environnement. Les principaux thèmes étudiés sont la transition énergétique, la lutte contre le changement climatique, l'empreinte écologique des activités économiques humaines. Ces problématiques sont analysées sous différentes approches : la modélisation macro et microéconomiques, l'approche empirique d'évaluation des politiques publiques et des effets redistributifs et l'approche socio-économique. Inscrits dans un cadre pluridisciplinaire, ses chercheurs traitent plus généralement des questions liées à l'impact environnemental des activités économiques, l'impact différencié des politiques environnementales ou la perception du changement climatique.

Les recherches sont organisées selon trois axes principaux : (1) Modélisation des politiques énergétiques et environnementales ; (2) Evaluation des politiques publiques et analyse des effets redistributifs ; (3) Approche sociale-écologique et l'économie du bien-être.

Modélisation des politiques énergétiques et environnementales

Dans ce cadre, l'OFCE développe en particulier depuis 2008, en collaboration avec l'ADEME et NEO, un modèle macroéconomique, destiné à l'évaluation des conséquences des politiques énergétiques et environnementales. Le modèle *ThreeME* (www.threeme.org), *Multisectoral Macroeconomic Model for the Evaluation of Environmental and Energy policy*, a été conçu spécialement pour l'évaluation macroéconomique et sectorielle de mesures de politiques publiques à portée énergétique ou environnementale. Il a su jouer un rôle de premier plan en France au sein des débats inter-administratifs et interministériels concernant les questions relatives à l'évaluation macroéconomique des politiques énergie-climat, que ce soit à travers la mobilisation de cet outil lors du Débat National sur la Transition Énergétique (DNTE), l'évaluation de scénarios de transition énergétique pour le compte de l'ADEME, ou encore la mise à disposition de cet outil au ministère de l'Énergie, de l'Écologie et du Développement Durable (MEDD). Dans une même optique, il a aussi été utilisé dans d'autres pays et contextes régionaux : Tunisie, Mexique, Indonésie, Pays-Bas, Région Occitanie.

ThreeME, qui permet une évaluation des coûts et des bénéfices des mises en place de politiques climatiques et énergétiques, a aussi pour ambition de s'inscrire dans une approche pluridisciplinaire. Couplé à des approches provenant d'autres sciences sociales, *ThreeME* permet d'aborder des questions plus larges telles que l'acceptabilité d'une taxe carbone ou du déploiement des énergies renouvelables.

En plus de *ThreeME*, d'autres approches de modélisation sont utilisées :

- Un modèle Input-Output multi-régional permet de calculer le contenu carbone des importations afin de bien mesurer les empreintes carbonées des pays.

- Un modèle de microsimulation de fiscalité carbone et de mesures redistributives ciblées sur les ménages français selon plusieurs typologies de segmentation de la population (par revenu, lieu de résidence, structure familiale)

Evaluation des politiques publiques et analyse des effets redistributifs

Un deuxième axe de recherche porte sur l'évaluation des politiques publiques et l'analyse des effets redistributifs sur la base d'analyses empiriques. Ainsi, l'OFCE est partenaire du projet européen Innopaths (2016-2021). L'équipe OFCE est engagée notamment sur les questions des impacts des politiques environnementales, climatiques et des *green deal plan* sur : l'emploi, la distribution des revenus, la productivité, la compétitivité des industries vertes et polluantes, les émissions directes et importées. Les analyses empiriques sont menées à plusieurs niveaux : régional (surtout pour les Etats-Unis), entreprises (France), secteur-pays (Europe). L'OFCE est aussi *co-principal investigator* du projet *Visitinps* sur les effets de la désindustrialisation dans les industries polluantes sur les inégalités salariales et environnementales en utilisant des micro-données sur l'univers des entreprises et des travailleurs italiens. Enfin, l'OFCE supervise un projet sur l'identification des compétences vertes et comment elles sont utilisées par différentes entreprises en utilisant *job ads data*.

Approche sociale-écologique et mesures du bien-être

En 2021, deux sillons de recherche principaux ont continué d'être creusés en lien avec la thématique de la transition écologique : le premier autour de l'approche sociale-écologique, le second autour de l'économie du bien-être.

L'approche sociale-écologique a été initialement développée dans le Département par deux publications en 2011 : un ouvrage en français (Social-écologie) et un article dans la revue *Ecological Economics*. En 2021, cette approche a été élargie et approfondie : élargie à une équipe de contributrices et contributeurs pour le livre *The Routledge Handbook of the Political Economy of the Environment*⁴³, fruit de deux années et demie de travail, qui regroupent 23 chapitres proposant une articulation entre inégalités sociales et transition écologique. L'approche sociale-écologique a été également approfondie avec la thématique de la « transition juste », et notamment la publication collective avec des collègues belges du Cahier de prospective de l'IWEPS N°6 sur ce thème (publication qui a retenu l'attention des autorités gouvernementales belges avec qui le groupe est en contact pour une opérationnalisation des recommandations).

Les travaux sur l'économie du bien-être remontent à l'implication étroite du Département dans la conception et la rédaction du Rapport Stiglitz (2009)⁴⁴. Ils ont été prolongés en 2021 par l'ouvrage collectif *The Well-being Transition: Analysis and Policy* (Palgrave)⁴⁵, qui regroupe quelques-uns des meilleurs spécialistes et praticiens des indicateurs de bien-être. Cet ouvrage

⁴³ Laurent E. (dir), *The Routledge Handbook of the Political Economy of the Environment*, Routledge, Oct.2021

⁴⁴ Stiglitz (2009), Rapport de la Commission sur la mesure des performances, <https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/094000427.pdf> 1

⁴⁵ Laurent E. (dir), *The Well-being Transition: Analysis and Policy*, Palgrave, 2021.

a été accompagné d'une intensification des travaux au sein du réseau « Well-being Economy Alliance » (WeALL) et notamment de la parution du Policy brief « Five pathways towards health-environment policy in a wellbeing economy » qui s'est traduit par la soumission de l'article « Toward health-environment policy: Beyond the Rome Declaration » à la revue *Global Environmental Change*, article accepté fin 2021 et publié en janvier 2022.

Partenariats et réseaux de recherche :

- ADEME, Agence de la transition écologique
- AFD, Agence Française de Développement
- HCC, Haut Conseil pour le Climat
- CIREN/CMA via la chaire de Modélisation Prospective au Service du Développement Durable (www.modelisation-prospective.org)
- IAMC, Integrated Assessment Modeling Consortium (www.iamconsortium.org)
- Well-being Economy Alliance
- Stanford University
- Ponts ParisTech

Une sélection de nos travaux

Carbon 4, OFCE, NEO, Le rôle des infrastructures dans la transition bas-carbone et l'adaptation au changement climatique, Rapport, 2021, www.carbone4.com/publication-infrastructures-france

Hamdi-Cherif M., O'Broin E. and Li J., 2021. "The transportation sector as a lever for reducing long-term mitigation costs in China". *Climate Policy*, Volume 21, Issue4, 475-491.
doi.org/10.1080/14693062.2020.1867491

Marin, G., Vona, F., 2021. 'The Impact of Energy Prices on Socioeconomic and Environmental Performance: Evidence from French Manufacturing Establishments, 1997-2014,' *European Economic Review* vol. 135, 1027-39.

Okullo S. J., Reynes F., Hofkes M. W. (Bio-)Fuel mandating and the green paradox, *Energy Economics*, *Energy Economics* 95, 2021.

Raitano, M., Vona, F., 2021. 'Nepotism vs. Specific Skills: the effect of liberalizations on returns to parental background of Italian lawyers,' *Journal of Economic Behavior & Organization* vol. 184, 489-505.

Reynès F., Callonnec G., Saussay A., Landa G., Malliet P., Gueret A., Hu J., Hamdi-Cherif M., Guedard H., ThreeME Version 3: Multi-sector Macroeconomic Model for the Evaluation of Environmental and Energy policy - A full description, Working Paper, 2021, <https://www.threeme.org/documentation>

Inégalités et bien-être

Le genre, une perspective de recherche incontournable

Le genre constitue un axe pertinent pour penser les défis économiques et sociaux et pour alimenter le débat public. L'analyse des systèmes sociaux et distributifs (fiscalité, protection sociale...) ne peut pas faire abstraction de cette dimension dans la mesure où les Etats sociaux reposent sur une division sexuée du travail, et sur des normes de genre qui ont contribué à les façonner. Analyser les politiques publiques, apporter des éclairages sur les réformes proposées requiert souvent d'adopter cet axe d'analyse. La mission d'animation du débat public requiert également de pouvoir produire des travaux de recherche permettant de répondre aux grands défis sociétaux : égalité, intersectionnalité, division sexuée du travail et politiques publiques.

Les recherches sur le genre à l'OFCE s'inscrivent plus largement dans le programme *PRESAGE* (Programme de Recherche et d'Enseignement des SAvoirs sur le GENre). Dirigé par Hélène Périvier, ce programme s'appuie sur une collaboration étroite entre Sciences Po et l'OFCE. Il rassemble les chercheur.e.s de Sciences Po de disciplines variées travaillant sur ce thème (économie, droit, sociologie, histoire, sciences politiques) et valorise la recherche et les enseignements en études de genre au sein de Sciences Po. *PRESAGE* dispose d'un budget administré par l'OFCE et issu de partenariats de mécénat destinés à financer la recherche sur le genre.

Avec *PRESAGE*, l'OFCE dispose d'un pôle de recherche en étude sur le genre et porte ces sujets dans diverses instances, ainsi qu'en témoigne la présence renouvelée d'Hélène Périvier au HCFEA (Haut Conseil à la Famille, à l'Enfance et à l'Age), au Conseil scientifique de l'Observatoire National de la Petite Enfance. Les conférences et événements organisés par *PRESAGE* témoignent du rôle d'animation du débat public de l'OFCE.

Évaluation des politiques sociales, familiales et fiscales

Responsable : Hélène Périvier

Descriptif

Ce pôle renforce les travaux menés à l'OFCE sur l'analyse des politiques sociales, familiales et fiscales (fiscalité des ménages) dans une perspective de redistribution, de lutte contre les inégalités économiques sociales et des inégalités femmes-hommes. Il s'agit de mettre en avant les enjeux associés à ces politiques publiques notamment les questions de mesure et de lutte contre la pauvreté, plus généralement de redistribution. Un axe spécifique est dédié à l'analyse du redéploiement de la politique familiale de sorte à accompagner les mutations des normes familiales (familles recomposées, séparations, diversité des statuts familiaux qui conduisent à des traitements différents par le système fiscal-social, pauvreté des enfants...).

Plus globalement, il s'agit d'interroger la place respective de l'individu et de la famille dans le système redistributif : comment et dans quelle mesure les solidarités familiales sont-elles intégrées dans les politiques publiques de redistribution ? sous quelles conditions ? (Système de quotient conjugal et familial dans le cadre de l'imposition des revenus, mais aussi la mise en œuvre des conditions de ressources pour les prestations sociales et familiales etc.). Ce pôle vise également à analyser l'articulation entre prestations sociales et marché du travail : par exemple en étudiant le rôle du congé parental sur les parcours d'activité des mères de jeunes enfants, ou encore entre analysant le profil des allocataires du RSA et l'impact de la prime d'activité, et de son doublement, attendu sur les comportements d'activité.

Travaux réalisés en 2021

- Périvier H. et M. Pucci, « Comment soutenir le niveau de vie des parents isolés ou séparés en adaptant le système socio-fiscal », *Policy brief OFCE*, n° 91, 2021
- Périvier H. et G. Verdugo, « Cinq ans après la réforme du congé parental (PreParE), les objectifs sont-ils atteints ? », *Policy Brief OFCE*, n° 88, 2021
- Périvier H et G. Verdugo, "Can the parental leave be shared?", *Working Paper OFCE n° 06/2021*, 2021.
- Bazen S., X. Joutard et H. Périvier, "[Measuring the Child Penalty Early in a Career: The Case of Young Adults in France](#)", *Discussion Paper IZA*, N° 14763, 2021.
- Kandil L. et H. Périvier, « Sharing or Not Sharing? Household Division of Labor and Marital Status in France 1985-2009 », *Population*, n°1, 2021.
- Allègre G., H. Périvier et M. Pucci, « Imposition des couples en France et statut marital. Simulation de trois réformes du quotient conjugal », *Economie et Statistique*, preprint 30 mars 2021

Travaux prévus en 2022

- Les mesures de la pauvreté
- Analyse du non-recours au congé parental par les pères
- Situation des mères isolées sur le marché du travail
- Evaluation de la Prime d'activité et analyse des propositions de Revenu Universel d'activité
- Coût des enfants en matière de revenus d'activité pour les parents
- Evaluation de l'articulation entre politiques familiales et politiques sociales :
 - Accueil des jeunes enfants : services publics, transferts sociaux et congé parental
 - Soutien du revenu des familles de configurations familiales différentes : parents isolés, familles nombreuses

Inégalités environnementales

En 2021, deux sillons de recherche principaux ont continué d'être creusés en lien avec la thématique de la transition écologique portée par E. Laurent : le premier autour de l'approche sociale-écologique, le second autour de l'économie du bien-être.

L'approche sociale-écologique a été élargie et approfondie en 2021 : élargie à une équipe de contributrices et contributeurs pour le livre *The Routledge Handbook of the Political Economy of the Environment* (E. Laurent and K. Zwickl (eds.)), fruit de deux années et demie de travail, qui regroupent 23 chapitres proposant une articulation entre inégalités sociales et transition écologique. L'approche sociale-écologique a été également approfondie avec la thématique de la « transition juste », et notamment la publication collective d'E. Laurent avec des collègues belges du *Cahier de prospective de l'IWEPS* N°6 sur ce thème (publication qui a retenu l'attention des autorités gouvernementales belges avec qui le groupe est en contact pour une opérationnalisation des recommandations).

Les travaux sur l'économie du bien-être ont été prolongés en 2021 par l'ouvrage collectif *The Well-being Transition: Analysis and Policy* (E. Laurent (ed.), Palgrave), qui regroupe quelques-uns des meilleurs spécialistes et praticiens des indicateurs de bien-être. Cet ouvrage a été accompagné d'une intensification des travaux au sein du réseau « Well-being Economy Alliance » (WeALL) et notamment de la parution du Policy brief « Five pathways towards health-environment policy in a wellbeing economy » qui s'est traduit par la soumission de l'article « Toward health-environment policy: Beyond the Rome Declaration » à la revue *Global Environmental Change*, article accepté fin 2021 et publié en janvier 2022.

Enfin, l'OFCE intervient régulièrement sur les questions d'inégalités consécutives au vieillissement au travers de publications, dont on trouvera les références dans le rapport d'activité du pôle Econage⁴⁶.

⁴⁶ Pôle de recherche « Enjeux économiques du vieillissement démographique ECONAGE », coordonné par Gilles Le Garrec et Vincent Touzé (cf. « Départements et pôles de recherche » du RA 2020-2021).

Départements

Cette partie présente les trois départements structurant l'OFCE, ainsi que les équipes les composant. Les départements sont le lieu de planification et de mise en cohérence du travail des économistes dans l'OFCE.

Le Département Analyse et Prévision (DAP)

Il prévoit la conjoncture de l'économie française et l'économie européenne à court et à moyen terme et évalue les conséquences des politiques économiques engagées ou proposées. Il est ainsi amené à intervenir dans le débat de politique économique. Par ailleurs, le département développe des outils et des méthodes quantitatives pour remplir ces deux objectifs.

▪ Analyser et prévoir la conjoncture

Sa première mission est d'observer et de prévoir l'évolution de l'économie française et européenne et son insertion dans l'environnement international, en utilisant les méthodes d'analyse cyclique et les modèles macroéconomiques qu'il développe. Les outils développés sont aussi appliqués à l'économie européenne (projet iAGS, avec le département des études) et l'interdépendance des questions économiques et environnementales (modèle *ThreeME*).

▪ Intervenir dans le débat de politique économique

Le département réalise deux prévisions par an. Il est amené à participer régulièrement au débat public. Il coordonne la publication du *Repères* sur l'économie française, publié par les éditions La Découverte. Par ailleurs, le département contribue au réseau européen EUROFRAME qui regroupe dix instituts indépendants de prévision et d'analyse économique de différents pays de l'UE. Il permet de discuter des outils et des prévisions au niveau européen.

▪ Développer les outils

Plusieurs modèles macroéconométriques sont utilisés pour réaliser les prévisions de l'économie française (*emod.fr*) et européenne (*iAGS model*). Le modèle *ThreeME* est destiné à l'évaluation pour la France des conséquences des politiques énergétique et environnementale. Le modèle est issu d'un partenariat entre l'OFCE, l'ADEME et TNO.

Directeur du département **Heyer Eric**, prévisions, marché du travail, modélisation

Directeurs adjoints

Blot Christophe, Etats-Unis, Co-responsable du pôle de recherche
« Macroéconomie monétaire et financière »

Plane Mathieu, économie française, entreprises, politique économique, finances publiques

Assistante **Ovide Nathalie**

Économistes

Antonin Céline, Allemagne, Grèce, pétrole, économie numérique, union bancaire, fiscalité du capital

Aurissergues Elliot¹, pôle modélisation

¹ Depuis le 01/01/2022.

Dauvin Magali, modélisation macro-sectorielles, Royaume-Uni
Ducoudré Bruno², France, modélisation macroéconomique, emploi, chômage, marché du travail, conjoncture France, responsable du pôle de recherche
 « Modélisation de l'économie française et de son environnement international »
Hamdi-Cherif Meriem, environnement
Landa Gissela, modélisation macroéconomique, économie climatique et environnementale, économie du développement
Le Bayon Sabine, petits pays zone euro
Madec Pierre, économie française, immobilier, micro-simulation
Malliet Paul, modélisation macroéconomique, fiscalité environnementale, climat, énergie
Mathieu Catherine, Chine, questions européennes
Péléraux Hervé, Royaume-Uni, modélisation, indicateurs avancés, inflation
Rifflart Christine, Espagne, Amérique Latine, pays émergents
Sampognaro Raul, finances publiques, modélisation macro-sectorielle, économie française, Italie
Saumtally Anissa³, macroéconomie
Saussay Aurélien⁴, environnement

Stat./base de données

Falah Amel, conjoncture, Asie

Chercheurs associés

Coquet Bruno⁵ (IZA), assurance chômage, macroéconomie
Joutard Xavier, (Université Aix-Marseille), économie du travail, politique de l'emploi, méthodes d'évaluation
Reynès Frédéric, (NEO, TNO), environnement

Chercheur.e.s affilié.e.s

Cochard Marion (Banque de France), macroéconomie
Guéret Adeline (IMP), questions climatiques
Schweisguth Danielle (Société Générale), macroéconomie
Villemot Sébastien (Cepremap), zone euro, dette publique, modélisation, économie computationnelle.
Yol Nicolas, (Université de Perpignan), économie du développement, marché du travail, évaluation du CICE

² Chercheur affilié depuis le 25/11/2021.

³ Au 15 février 2022.

⁴ En détachement.

⁵ Chercheur associé jusqu'au 31/05/2021 puis chercheur affilié.

Le département des études (DE)

Il analyse dans une perspective de moyen à long terme les changements économiques et sociaux en France et en Europe. Il a vocation à alimenter les débats scientifiques autour des questions de politique économique et de politique publique, au travers de la parution de rapports d'études, d'ouvrages et d'articles académiques. Les principaux thèmes de recherche auxquels le département contribue sont : la gouvernance économique, monétaire et financière de l'union européenne, la fiscalité et la protection sociale, la dynamique des inégalités de revenus et de patrimoine couplée à celles de l'écologie, et l'économie du genre.

▪ **Gouvernance économique, monétaire et financière de l'UE**

Le département contribue, par ses analyses des performances économiques et sociales de l'Union européenne, aux réflexions sur l'architecture optimale des politiques économiques. La question de l'instabilité financière et ses liens avec les politiques budgétaires et monétaires se situent également au cœur de ses réflexions. Le département participe activement à plusieurs projets européens, sur la politique monétaire de la BCE et sur l'évolution de l'investissement public, notamment. De nombreux travaux académiques sont menés en parallèle

▪ **Fiscalité et protection sociale**

Le département contribue à l'analyse des systèmes de retraites, en France et à l'étranger, et aux conséquences du vieillissement sur l'équilibre macroéconomique. Il contribue également à l'analyse des effets de répartition et d'incitation produits par les modifications de la fiscalité des ménages ou des politiques sociales et familiales en France et en Europe.

▪ **Dynamique des inégalités et valeurs**

Ces deux dimensions, à la frontière de l'économie, de la sociologie et des autres sciences sociales sont développées depuis de nombreuses années au sein du département, et donnent lieu à des parutions régulières dans la *Revue de l'OFCE*.

▪ **Écologie**

Les questions d'économie politique autour de la transition écologique et de la mesure du bien-être alimentent de nombreux ouvrages, rapports et auditions. La conception d'outils de mesure du bien-être territorial contribue notamment à mieux comprendre les expériences et aspirations de la population en matière de bien-être et à aider au pilotage de réforme des politiques publiques afin de mieux les aligner sur les préférences de ces populations.

▪ **Économie du genre et discriminations**

Le département accueille le Programme de Recherche et d'Enseignement sur le Genre (PRESAGE), lancé à Sciences Po et piloté à l'OFCE. Par son approche pluridisciplinaire, PRESAGE vise à dynamiser et promouvoir la recherche en études de genre, à développer et

mettre en valeur l'offre de cours sur le genre à Sciences Po, et à diffuser les savoirs sur le genre au sein de la société.

Directeur du département	Creel Jérôme , économie européenne, politique économique, macroéconomie
Directeur adjoint	Saraceno Francesco , macroéconomie, politique européenne, modèles de déséquilibre, modèles d'apprentissage
Assistante	Richard Valérie
Économistes	Allègre Guillaume, inégalités, politiques publiques ; Rédacteur en chef du blog et des <i>Policy Briefs</i> de l'OFCE Geerolf François, Macroéconomie, politique économique Hubert Paul⁶, macroéconomie, politique monétaire ; Co-responsable avec Christophe Blot du pôle de recherche « Macroéconomie monétaire et financière » Laurent Eloi, social-écologie, indicateurs de bien-être, résilience et soutenabilité, développement soutenable, économie territoriale, coopération et confiance Le Garrec Gilles, économie du vieillissement, politiques redistributives ; Co-responsable avec Vincent Touzé du pôle de recherche « Enjeux économiques du vieillissement démographique ECONAGE » Parodi Maxime, changement social, justice sociale et sociologue de la connaissance ; Responsable du pôle de recherche « Sociologie » Périvier Hélène, marché du travail, inégalités femmes-hommes, politiques sociales et familiales, discriminations ; Responsable du pôle de recherche « Evaluation des politiques sociales, familiales et fiscales », Directrice du programme PRESAGE Touzé Vincent, financement des systèmes de retraite, économie du vieillissement, stagnation séculaire, fiscalité du capital, régulation bancaire européenne ; Co-responsable avec Gilles Le Garrec du pôle de recherche « Enjeux économiques du vieillissement démographique ECONAGE », Rédacteur en chef de la <i>Revue de l'OFCE</i>.
Chercheur.e.s associé.e.s	Gannon Frédéric, (Université du Havre), économie du vieillissement, financement des systèmes de retraites Léron Nicolas⁷, système juridico-politique européen et la démocratie européenne Pucci Muriel, (Université Paris 1), évaluation des politiques familiales et sociales, effets de la redistribution par les transferts sociaux fiscaux Ricco Giovanni, (Université de Warwick), macroéconomie, modélisation de l'information imparfaite, analyse des séries temporelles en économie, chocs de politiques économique

⁶ Permanent puis chercheur associé depuis le 15/03/2021.

⁷ Au 01/11/2021.

Verdugo Grégory, (Université Paris 1), économie du travail, économétrie

Chercheur.e.s affilié.e.s

Aldama Pierre, (Université Paris 1), macroéconomie, politique budgétaire, prévisions

Daudin Guillaume, (Université Paris-Dauphine), histoire économique, économie internationale

Forsé Michel (CNRS), perception des inégalités, cohésion sociale

Kandil Lamia, (Agirc-Arrco), économétrie appliquée, microéconomie, économie du travail, retraite, microsimulation

Labondance Fabien, (Université de Franche-Comté), politique monétaire, stabilité financière, économie européenne

Parent Antoine, (Sciences po, Lyon), trappe à liquidité, histoire économique et démographie

Post-doctorante

Etienne Audrey, post-doctorante au programme Presage, enquête Prodige, inégalités femmes-hommes, discriminations, économie du travail, économie de l'éducation

Le département Recherche innovation et concurrence (DRIC)

Il développe des travaux sur les changements technologiques et du tissu productif : évolution des frontières des entreprises et de la structure des industries, cycles de vie des innovations, déterminants de la productivité, attractivité, compétitivité et développement inégal des territoires, politiques structurelles. Ses recherches académiques servent de point d'appui pour participer au débat public relatif à la compétitivité des entreprises et aux performances de croissance des pays ou des régions ainsi qu'à la conduite des politiques économiques en faveur de la croissance. Par ailleurs, les transformations structurelles liées à la diffusion des technologies numériques, à la transition énergétique et au commerce international, ont considérablement modifié le mode de fonctionnement des marchés (des produits, du capital, du travail) et la répartition des fruits de la croissance économique. Comprendre les effets de telles transformations est crucial pour concevoir des politiques permettant de s'adapter aux défis futurs. Dans ce cadre, une attention particulière est portée sur l'ensemble des débats relatifs à la transition énergétique et numérique.

- **Dynamique industrielle et compétitivité des entreprises**

Ces recherches s'intéressent au comportement des entreprises, en utilisant des données individuelles d'entreprise. Elles encourent chacune à éclairer les différents aspects des barrières à la croissance des entreprises, comme par exemple l'analyse des comportements d'exportation des entreprises. Ces travaux sont en outre utilisés pour évaluer les politiques de soutien aux entreprises comme le CICE ou pour construire un tableau de bord du tissu productif en France.

- **Dynamique macroéconomique de moyen et long terme**

Le département développe des modèles permettant de rendre compte du rôle de l'hétérogénéité des agents producteurs ou consommateurs en économie. Ces modèles représentent la dynamique économique comme un système complexe résultant des interactions entre ces agents hétérogènes. Ces modèles sont appliqués à l'évolution des économies européennes, à la dynamique des industries, entre autres sujets. La qualité scientifique de ces travaux est maintenant reconnue par l'insertion du département dans plusieurs contrats de recherche nationaux, européens ou encore les collectivités locales.

- **Contraintes environnementales**

Ses recherches en dynamique industrielle et en dynamique macroéconomique se sont développées dans des directions qui traitent des contraintes environnementales et des politiques qui peuvent y répondre : de la relation entre inégalité et innovation environnementale, de la politique de soutien à l'innovation verte, pour arriver à la transition énergétique en France.

▪ **Marché du travail et détermination du salaire**

Le département est engagé dans des recherches sur la transformation structurelle des marchés du travail selon trois axes: i) comprendre les effets de la mondialisation et des chocs de la concurrence sur différentes dimensions de l'inégalité, des institutions du marché du travail et du pouvoir de négociation des travailleurs; ii) examiner l'impact des économies numériques sur les emplois, les compétences et la répartition des talents; iii) évaluer l'impact des politiques climatiques sur le marché du travail.

Directrice du département	Guillou Sarah , économie industrielle internationale, économie des politiques publiques
Assistante	Houdin Claudine
Economistes	Babutsidze Zakaria, économie de la consommation Bock Sébastien, <i>Marché du travail, politiques publiques, économétrie, macroéconomie</i> Iacopetta Maurizio, économie de la croissance, économie de la connaissance Montmartin Benjamin, macroéconométrie de la R&D Saliès Evens, économie industrielle, économie de l'énergie Vona Francesco, économie du travail, économie de l'éducation et innovation, économie de l'environnement
Chercheur.e.s affilié.e.s	Bellone Flora, (Université Nice Sophia Antipolis), dynamique des firmes et compétitivité des pays, comparaisons internationales de productivité, changements structurels et croissance Bontadini Filippo, (Department of Business and Management, Luiss University Sciences po, OFCE SPRU, University of Sussex), développement, environnement, coopération Deschamps Marc, (Université de Franche-Comté), politique de la concurrence, REACH, jeux coopératifs, droit d'asile, éthique et déontologie des économistes Gaffard Jean-Luc, (Université Nice Sophia Antipolis), économie de la croissance, économie industrielle, macroéconomie, politique industrielle, politique économique Gaglio Cyrielle, économie numérique Guerini Mattia, macroéconomie et dynamique industrielle Hasman Augusto, (GIIDS, Suisse), banque et finance Kalash Basheer, Regional and urban economics, economics of transition Marty Frédéric, (Université Nice Sophia Antipolis), économie du droit, politique de concurrence

Roventini Andrea, (Scuola Superiore Sant'Anna, Pise), multi-agents modèles, théorie de la croissance, cycles économiques, transactions à haute fréquence, macroéconométrie appliquée
Sevestre Patrick, (Université Aix-Marseille, FEG), économétrie des données de panel, finance, microéconométrie
Schiavo Stefano, (Università di Trento), Comportement des entreprises sur les marchés internationaux, contraintes financières, analyse de réseaux.

Chercheur.e.s associé.e.s

Nesta Lionel, (Université Nice Sophia Antipolis), dynamique industrielle, économie de l'innovation
Napoletano Mauro, (Université Nice Sophia Antipolis), dynamique industrielle, macroéconomie. Responsable du pôle de recherche « Network and agent based computational analysis of economic systems NETACE »
Pezzoni Michele⁸, (Université Côte d'Azur), empirical analysis of scientists' productivity
Treibich Tania, (Université Nice Sophia Antipolis), économie de la croissance, économie industrielle, macroéconomie, politique industrielle, politique économique

⁸ Chercheur associé depuis le 04/01/2021.

Pôles de recherche

A la structure par département, se sont ajoutés depuis 2017 des pôles de recherche. Ainsi, dix pôles de recherche (PR) ont été mis en place. Les responsables de ces pôles sont chargés de l'animation scientifique interne à l'OFCE et à Sciences Po sur les thèmes de leurs pôles, avec les moyens financiers et humains nécessaires. Par ailleurs, ils/elles coordonnent la visibilité scientifique des travaux de l'OFCE en proposant conférences, séminaires et contributions à la Revue de l'OFCE, etc...

« Macroéconomie Monétaire et Financière, MMF »

Responsables : Christophe Blot et Paul Hubert

Chercheurs associés : Paul Hubert (Banque de France) et Giovanni Ricco (Warwick University)

Assistant de recherche : Marie Truffier-Blanc (ENS Paris Saclay)

Chercheur invité : Fabien Labondance (Université de Bourgogne Franche-Comté)

Descriptif

L'objectif du pôle « Macroéconomie Monétaire et Financière » est d'organiser le développement et la coordination au sein de l'OFCE des différentes activités liées à ces thématiques. L'équipe du Pôle souhaite améliorer le référencement et la dissémination de ces travaux, réalisés par les chercheurs de l'OFCE, au sein d'une structure dédiée, afin d'en augmenter la visibilité externe et ainsi d'accroître la capacité d'obtention de financements.

Le pôle « Macroéconomie Monétaire et Financière » permet de structurer et de coordonner des travaux existants qui sont menés au sein de l'OFCE et qui s'articulent autour des questions de mesure des effets et des canaux de transmission de la politique monétaire, d'identification des chocs monétaires, de communication des banques centrales, de dynamique de l'inflation et des anticipations, d'identification des bulles financières et de leurs effets, d'interactions de la politique monétaire et des bulles financières, de détermination de la politique monétaire optimale, de construction d'indicateurs de conditions financières, de stabilité financière, de l'union bancaire et de gouvernance monétaire de la zone euro

Programme 2022

- Organisation du workshop *Empirical Monetary Economics 2022*
- Articles dans la *Revue de l'OFCE* sur les canaux de transmission de la politique monétaire et le rôle des banques centrales
- Publication à paraître de l'article : Cumming, F., & Hubert, P. The Distribution of Households' Indebtedness and the Transmission of Monetary Policy. *The Review of Economics and Statistics*, (forthcoming); Thomas Hasenzagl, Filippo Pellegrino, Lucrezia Reichlin, Giovanni Ricco, A Model of the Fed's View on Inflation, *The Review of Economics and Statistics* (forthcoming)
- Objectifs de publication de travaux de recherche dans des revues à comité de lecture sur les thèmes suivants : "The asymmetric effects of monetary policy on stock price bubbles", "Differentiating information frictions across various types of inflation expectations", "Are all ECB asset purchases the Same? Different Rationales, Different Effects", "Credit, banking fragility and economic performance", "State-dependent effects of monetary policy: the central bank information channel" et "Beyond the interest rate pass-through: monetary policy and banks interest rates during the effective lower bound".

Séminaires, conférences

- « The Asymmetric Effects of Monetary Policy on Stock Price Bubbles », présentation séminaire de recherche du CRIEF, Université de Poitiers, mars 2021.
- « The Distribution of Households' Indebtedness and the Transmission of Monetary Policy », GDRE 2021, juin 2021; IAAE 2021, juin 2021.
- « La révision stratégique de la BCE : quels résultats ? », Webinaire, Veblen Debrief, juillet 2021.
- « Are all ECB asset purchases the same? Different rationales, different effects », Séminaire OFCE juillet 2021 ; Séminaire Banque de France, novembre 2021 ; 4th ERMES Macro Workshop, décembre 2021 ; Séminaire INSEAD/Collège de France, décembre 2021.

Publications

- Blot C. « La politique monétaire de la BCE et la crise du Covid-19 », *Revue de l'OFCE* n°172, avril 2021.
- Blot C., C. Bozou et P. Hubert « La révision des cibles d'inflation de la FED et de la BCE », *Revue de l'OFCE* n°172, avril 2021.
- Blot C., C. Bozou et J. Creel, « Monetary Policy During the Pandemic: Fit for Purpose? », *Monetary Dialogue*, mars 2021.
- Blot C., C. Bozou et J. Creel, « Could the Euro Area Benefit from the US Stimulus Packages? », *Monetary Dialogue*, juin 2021.
- Blot C., C. Bozou et J. Creel, « Rise in Inflation: Much Ado About Nothing ? », *Monetary Dialogue*, septembre 2021.
- Blot C., C. Bozou et J. Creel, « A Welcome revision rather than a revolution », *Monetary Dialogue*, novembre 2021.
- Blot C. et P. Hubert « L'action de la BCE pendant la crise de la Covid-19 » (2021), dans *l'Économie européenne* 2021.
- Blot C. et S. Le Bayon « L'inflation : une obsession allemande ? » (2021), dans *Banque & Stratégie* n°299, 2021.
- Creel, J., Hubert, P., & Labondance, F. (2021). The intertwining of credit and banking fragility. *International Journal of Finance & Economics*, 26(1), 459-475.
- Hubert, P., & Labondance, F. (2021). The signaling effects of central bank tone. *European Economic Review*, 133, 103684.
- Hubert, P., & Maule, B. (2021). Policy and Macro Signals from Central Bank Announcements. *International Journal of Central Banking*, 17(2), 255-296.
- Miranda-Agrippino, S., & Ricco, G. (2021). The transmission of monetary policy shocks. *American Economic Journal: Macroeconomics*, 13(3), 74-107.
- Lucrezia Reichlin, Klaus Adam, Warwick J. McKibbin, Michael McMahon, Ricardo Reis, Giovanni Ricco, Beatrice Weder di Mauro, "The ECB strategy: The 2021 review and its future", Centre for Economic Policy Research, 2021.

« Modélisation de l'économie française et de son environnement international »

Responsable : Bruno Ducoudré

Chercheur.e.s : Elliot Aurissergues, Magali Dauvin, Pierre Madec

Gestionnaire de données : Amel Falah

Descriptif

Le pôle de recherche s'articule principalement autour de trois outils de modélisation complémentaires : le modèle emod.fr pour la représentation macroéconomique de l'économie française, le modèle *Ines* pour la microsimulation de mesures socio-fiscales et le modèle *iAGS* pour la représentation de la France au sein de la zone euro. L'activité du pôle consiste à entretenir, développer et mobiliser ces outils afin de produire des travaux originaux venant alimenter l'activité de prévision du DAP, le débat public et la réponse aux contrats de recherche.

Activités du pôle de recherche en 2021

Lors de l'année 2021, l'activité du Pôle a consisté à poursuivre la construction du nouveau modèle succédant au modèle emod.fr. Elliot Aurissergues est chargé de la mise en œuvre du développement du nouveau modèle à partir de la nouvelle interface R développée en 2020. Cela inclut la poursuite du développement de l'infrastructure logicielle (intégration des données et du solveur, tests du solveur, écriture d'un algorithme de décomposition du modèle, intégration des équations économétriques dans le modèle), la reestimation de certaines équations, des recherches sur les fondements théoriques du modèle, le cadre comptable et la stratégie d'estimation. En parallèle, Amel Falah s'est occupée de la gestion des contrats avec les fournisseurs de données. La conversion des requêtes de données vers Datastream et DBNomics s'est poursuivie. Enfin, dans le cadre d'un contrat entre l'OFCE et le HCFIPS, des simulations macroéconomiques ont été effectuées et un rapport rendu portant sur les modalités de redressement des comptes sociaux. Ces simulations ont été complétées par des travaux de microsimulation à partir du modèle *Ines*. Celui-ci a également été mobilisé dans le cadre du contrat liant l'UNAF et l'OFCE pour analyser l'effet des réformes socio fiscales intervenues entre 2008 et 2018 sur les familles. Les résultats ont fait l'objet d'un rapport publié en juin 2020 par l'UNAF. Suite à cette publication, l'OFCE a été contacté par le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA) pour mener une étude analogue mais centrée sur les réformes familiales.

Programme de travail pour 2022

En 2022, l'activité du pôle sera structurée par la production de travaux en réponse à des contrats en cours et par la poursuite de la refonte du modèle macro-économique France de l'OFCE. La candidature de l'OFCE a été retenue pour mener auprès du Défenseur des droits un travail d'analyse des discriminations à l'accès au parc locatif social. De même, nous poursuivrons le travail entamé auprès du HCFEA sur l'étude des réformes de la politique familiale intervenues depuis 2008. Enfin, nous mènerons un travail en partenariat avec France Stratégie pour mesurer les évolutions des prélèvements obligatoires sur les ménages intervenus depuis 2008. Cette étude mobilisera les données POTE - regroupant l'ensemble des déclarations fiscales des ménages français - en panel, ainsi que le modèle de microsimulation *Ines*. Un travail sur les flux de commerce en VA pourra donner lieu à l'accueil d'un stagiaire. Pierre Madec poursuivra sa participation au Comité de suivi du séminaire de l'ONPES 2019-2020 sur les trajectoires et parcours de pauvreté. Il intégrera également le Conseil scientifique du Conseil national de lutte contre l'exclusion (CNLE) et le HCFEA en qualité de personnalité qualifiée. La refonte du modèle macro-

économique France de l'OFCE se poursuivra (fondements théoriques, cadre comptable, stratégie d'estimation)

La maintenance et le développement du modèle de prévision actuel et du modèle de microsimulation sont également prévus :

- Mise à jour des bases de données et d'emod.fr pour les deux exercices de prévision ;
- Mise à jour d'iAGS pour la projection à moyen terme. Projet de développement d'un module de simulations par méthode de Monte-Carlo pour réaliser des études de sensibilité ;
- Mise à jour du modèle *Ines* et poursuite des travaux menés pour enrichir *Ines* d'un module Patrimoine.

« Enjeux économiques du vieillissement démographique, ECONAGE »

Responsables : Gilles le Garrec et Vincent Touzé

Chercheur associé : Frédéric Gannon (Université du Havre)

Chercheur affilié : Antoine Parent (Sciences Po Lyon)

Descriptif

Le vieillissement de la population est un sujet incontournable en raison de ses répercussions économiques majeures qui s'inscrivent dans le temps long. Dans le cadre du pôle ECONAGE, ce sujet sera principalement abordé sous les trois angles suivants :

- Impact du vieillissement sur les finances publiques (système de retraite, dépendance, santé, territoires, choix politiques, équité entre les générations, ...) ;
- Stagnation séculaire (excès d'épargne ou sous-investissement, déflation, ZLB, trappe à liquidité, équilibres multiples et complexité, ...) ;
- Histoire des populations et croissance de long terme (cycle de vie et choix d'épargne, structure démographique, accumulation de capital physique et humain, impact de la guerre, analyse du temps long, cliométrie, flux internationaux de capitaux, ...).

Les résultats de cette recherche ont vocation à être publiés dans des revues académiques ainsi qu'à s'insérer dans le débat public sous la forme de rapports, *policy briefs*, articles de presses, etc.

Séminaires, conférences

Conference on Complex Systems 2021, session « Cliometrics And Complexity » (organisateur : A. Parent), 27 octobre 2021, Lyon (France), <https://cac2021.sciencesconf.org/>

Publications

Bastidon C. et A. Parent, « La modélisation économique à l'appui du choix public dans l'urgence de la pandémie de COVID19 : Une revue de littérature », *Revue de l'OFCE*, n°173, 2021 (3).

Gannon F., « La refondation de l'industrie chimique française de l'azote au lendemain du Traité de Versailles à travers le parcours de l'un de ses protagonistes : Georges Patart (X 1889) », *Revue de l'OFCE*, n°171, 2021 (1).

Gannon F., F. Legros et V. Touzé, « Automatic Balancing Mechanism and Discount Rate: Towards an Optimal Transition to Balance Pay-as-you-go Pension Scheme without Intertemporal Dictatorship? », in *Mathematical and Statistical Methods for Actuarial Sciences and Finance* (Corazza, Gilli, Perna, Pizzi & Sibillo, Eds), Springer, December 2021.

Gannon F., G. Le Garrec, G. Lenfant et V. Touzé, « "Pension d'un salarié du secteur privé et transitions vers un système universel de retraite par points : Etude d'impact pour une carrière complète sous plafond », *Economie & Prévision*, n°218, 2021.

Gannon F., G. Le Garrec et V. Touzé, « Les systèmes de retraite face au vieillissement : Le choix français à l'aune des pratiques européennes », *Policy Brief de l'OFCE*, n°98, 17 décembre 2021.

Gannon F., G. Le Garrec et V. Touzé, « La crise de la Covid-19 dans une Europe vieillissante », in *L'économie européenne 2021* (OFCE éd.), La Découverte, mars 2021.

Guillot O. et A. Parent, « Les fusillés de la Grande Guerre sont-ils morts au nom de leurs idées pacifistes ? Une approche quantitative », *Revue de l'OFCE*, n°171, 2021 (1).

- Le Garrec G. et V. Touzé, « Le multiplicateur d'investissement public : Une revue de littérature », *Revue de l'OFCE*, n°175, 2021 (5).
- Masson A. et V. Touzé, « Heurs et malheurs du système universel de retraite », *OFCE Policy brief*, 83, 19 janvier 2021.
- Masson A. et V. Touzé, « Système universel de retraite : une réforme à l'arrêt définitif ? », in *L'économie française 2022*, coll. Repères, La Découverte, Septembre 2021.
- Parent A. et V. Touzé, Coordination du numéro thématique, « Introduction », *Centenaire de la promulgation du Traité de Versailles (1920-2020). Regards croisés entre historiens et économistes sur les conséquences de la paix*, *Revue de l'OFCE*, n°171, 2021 (1).
- Parent, A. et G. Vergnon, « Les conséquences économiques de la paix de Keynes (1919) : Faut-il désacraliser l'idole ? », *Revue de l'OFCE*, n°171, 2021 (1)
- Parent, A. et V. Touzé, « Regard cliométrique sur les conditions d'une paix réussie », *Revue de l'OFCE*, n°171, 2021 (1).
- Touzé, V., « "L'Allemagne paiera" (1918-1932) : Chronologie d'un échec et essai d'analyse cliométrique contrefactuelle de l'impact générationnel des réparations allemandes », *Revue de l'OFCE*, n°171, 2021 (1).

« Network and agent based computational analysis of economic systems, NETACE »

Responsable : Mauro Napoletano

Chercheuse associée : Tania Treibich (University of Maastricht)

Chercheurs affiliés : Andréa Roventini (Scuola Superiore Sant'Anna), Gaffard Jean-Luc

Scientific objectives

Research in this group aims to study financial stability, and macroeconomic dynamics by using novel methods coming from complex networks analysis and from agent-based computational economics. It will also use the same methods to evaluate public policies that can improve either financial stability or promote sustainable economic growth.

All research works of this group will put emphasis on two key features of modern financial and economic systems: i) the heterogeneity agents, ii) the fact that price and non-price interactions occur through complex financial and real networks.

The above characteristics are inherent to financial systems, which are structured as systems populated by agents having different characteristics (e.g. in terms of balance sheets situations) or having different nature and objectives (e.g. banks, hedge funds, pension funds, etc). In addition, agents are interconnected via dense webs of financial contracts with very different characteristics.

A similar picture is observed in real sectors of activity, where firms persistently differ in their size and growth rates, productivity and/or net-worth, and where households have different skills, job status, levels of income and wealth. In addition, firm transactions occur through networks of input-output or trade linkages.

The above two features have great importance for a wide range of issues in economic analysis. The list includes (but it is not limited to)

- The transmission and impact of monetary and fiscal policies
- The interactions between macro-prudential and monetary policies.
- The short and long-run impact of fiscal, monetary and innovation policies.
- The dynamics of income and wealth inequality
- The analysis of sustainable growth and green transitions
- The analysis of business cycles

Research contracts activity in 2020

- EU H2020 project "GROIMPRO", 2019-2021

« Politique publique et compétitivité des entreprises, PPCE »

Responsable : Lionel Nesta

Chercheur-e-s OFCE : Sarah Guillou, Benjamin Montmartin, Evens Salies,

Chercheur.e.s associé.e.s : Michele Pezzoni, Francesco Vona

Chercheur-e-s partenaires sans association : Catherine Laffineur (Université Nice Sophia-Antipolis, GREDEG), Patrick Musso (Université Nice Sophia-Antipolis, GREDEG), Stefano Schiavo (Université de Trento, Italie), Patrick Sevestre

Descriptif

Le pôle de recherche PPCE a deux objectifs. Le premier est l'analyse de la dynamique du tissu productif rendues possibles par la microéconométrie de données d'entreprises. Le second est relatif à l'évaluation de l'impact des politiques publiques sur le tissu productif (par exemple Evaluation CICE, CIR, IS).

Objectifs scientifiques

Les recherches effectuées dans le cadre de ce pôle traitent des opportunités et des difficultés que rencontrent les entreprises confrontées à des changements structurels, qu'il s'agisse de ruptures technologiques, de changements dans les qualifications requises, de nouvelles réglementations, d'ouverture des marchés, d'arrivée de nouveaux concurrents, de développement de nouvelles sources d'énergie ou de nouvelles matières premières. Plus précisément, il s'agit de mettre l'accent sur *l'hétérogénéité* des entreprises et sur les mécanismes de *coordination* ou de *sélection* qui orientent leur performance et la dynamique industrielle. Deux grands champs de recherche peuvent être identifiés. Le premier, très large, regroupe l'ensemble des analyses de la dynamique du tissu productif rendues possibles par la microéconométrie de données d'entreprises. Le second, plus précis dans la méthode, est relatif à l'évaluation de l'impact des politiques publiques sur le tissu productif.

Analyse du tissu productif : croissance, investissement, compétitivité des entreprises en réponse à des chocs sur leur environnement

Il s'agit d'étudier le fonctionnement des marchés des produits et des facteurs, d'analyser la croissance des entreprises, cette dernière étant le résultat de gains de productivité et d'un processus de concurrence entre entreprises qui peut s'écarter d'une concurrence pure et parfaite. Ces études couvriront les champs suivants :

- Les déterminants de la croissance des entreprises (productivité, investissement) ;
- L'imperfection des marchés des produits et des facteurs ;
- L'analyse des effets des transitions numériques et énergétique sur la croissance des entreprises ;
- La contrainte financière des entreprises : mesures, interprétations, impact ;
- Les logiques d'internationalisation et d'adaptation à la globalisation.

Évaluation des politiques publiques

Une partie croissante de l'activité de recherche est relative à l'évaluation des politiques publiques, ces dernières étant définies au sens large. Ces évaluations peuvent s'intéresser à l'impact de la mise en place de politique économique précise – comme le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) ou le Crédit d'Impôt Recherche (CIR), la réforme de l'Impôt sur les Sociétés (IS), ou encore la réforme de la fiscalité du capital – et comprendre plus largement comment les politiques industrielles, d'innovation et environnementales affectent les dynamiques industrielles et les performances des entreprises.

Activités contractuelles

Les recherches relevant du pôle de recherche sont déjà fortement contractualisées (France Stratégie, ISIGrowth, INNOPATH, DGE France, DG Growth Europe, ACSEL, MESRI). Nous entendons poursuivre cette tradition avec diverses institutions nationales ou internationale, comme dans des contrats H2020 et des contrat-cadres avec la Commission Européenne.

« Sociologie »

Responsable : Maxime Parodi

Chercheur associé : Michel Forsé

Descriptif

Ce pôle se consacre à des recherches sociologiques. Il étudie notamment les perceptions des inégalités et les sentiments de justice en France et au-delà et nourrit un dialogue avec la philosophie morale, les sciences politiques et les sciences économiques.

Plusieurs travaux de recherches sont actuellement engagés en 2021 et se poursuivront en 2022 :

- Une étude des discriminations de sexe au sein des orchestres et des effets de la pratique du paravent sur les choix de recrutement. Cette recherche a reçu un financement ANR sous le titre *Prodige* et est menée avec Hélène Périvier, Hyacinthe Ravet (Directrice de recherche, CNRS, Iremus) et Régina Hatzipetrou (Docteure en musicologie, Iremus, Lettres Sorbonne Université).
- Une étude des parcours des étudiants depuis leur entrée à Sciences Po jusqu'à, pour certains, leur sortie de l'ENA et leur accès aux grands corps d'Etat. Il s'agit d'analyser les choix d'orientation des étudiants et des étudiantes en fonction de leurs résultats tout au long de leur parcours et de mettre au jour les éléments qui nourrissent, ou non, l'ambition d'entrer dans un des grands corps d'Etat. Cette recherche est menée avec Hélène Périvier et Fabrice Larat (Directeur du CERA, ENA).
- Le développement de nouvelles méthodes statistiques et tenant compte plus finement de la dimension spatiale, de manière à renouveler les études urbaines portant, par exemple, sur l'étude des prix immobiliers ou la mesure de la ségrégation spatiale. Ce projet mobilise de nombreuses données (Fideli, gtfs des aires urbaines considérées, dvf, etc...).
- Une étude des attributions des logements sociaux, à la demande du Défenseur des Droits. Cette recherche est menée avec Pierre Madec et Xavier Timbeau.

« Évaluation des politiques sociales, familiales et fiscales »

Responsable : Hélène Périvier

Descriptif

Ce pôle renforce les travaux menés à l'OFCE sur l'analyse des politiques sociales, familiales et fiscales (fiscalité des ménages) dans une perspective de redistribution, de lutte contre les inégalités économiques sociales et des inégalités femmes-hommes. Il s'agit de mettre en avant les enjeux associés à ces politiques publiques notamment les questions de mesure et de lutte contre la pauvreté, plus généralement de redistribution. Un axe spécifique est dédié à l'analyse du redéploiement de la politique familiale de sorte à accompagner les mutations des normes familiales (familles recomposées, séparations, diversité des statuts familiaux qui conduisent à des traitements différents par le système fiscal-social, pauvreté des enfants...).

Plus globalement, il s'agit d'interroger la place respective de l'individu et de la famille dans le système redistributif : comment et dans quelle mesure les solidarités familiales sont-elles intégrées dans les politiques publiques de redistribution ? sous quelles conditions ? (Système de quotient conjugal et familial dans le cadre de l'imposition des revenus, mais aussi la mise en œuvre des conditions de ressources pour les prestations sociales et familiales etc.). Ce pôle vise également à analyser l'articulation entre prestations sociales et marché du travail : par exemple en étudiant le rôle du congé parental sur les parcours d'activité des mères de jeunes enfants, ou encore entre analysant le profil des allocataires du RSA et l'impact de la prime d'activité, et de son doublement, attendu sur les comportements d'activité.

Travaux réalisés en 2021

Périvier H. et M. Pucci, « Comment soutenir le niveau de vie des parents isolés ou séparés en adaptant le système socio-fiscal », *Policy brief OFCE*, n° 91, 2021

Périvier H. et G. Verdugo, « Cinq ans après la réforme du congé parental (PreParE), les objectifs sont-ils atteints ? », *Policy Brief OFCE*, n° 88, 2021

Périvier H et G. Verdugo, "Can the parental leave be shared?", *Working Paper OFCE n° 06/2021*, 2021.

Kandil L. et H. Périvier, « Sharing or Not Sharing? Household Division of Labor and Marital Status in France 1985-2009 », with Lamia Kandil, *Population*, n°1, 2021.

Allègre G., H. Périvier et M. Pucci, « Imposition des couples en France et statut marital. Simulation de trois réformes du quotient conjugal », *Economie et Statistique*, preprint 30 mars 2021

Travaux prévus en 2022

- Les mesures de la pauvreté
- Analyse du non-recours au congé parental par les pères
- Situation des mères isolées sur le marché du travail
- Evaluation de la Prime d'activité et analyse des propositions de Revenu Universel d'activité
- Coût des enfants en matière de revenus d'activité pour les parents
- Evaluation de l'articulation entre politiques familiales et politiques sociales :
- Accueil des jeunes enfants : services publics, transferts sociaux et congé parental
- Soutien du revenu des familles de configurations familiales différentes : parents isolés, familles nombreuses

« Modèles à agents hétérogènes »

Responsable : Xavier Ragot

Chercheurs associés : Stéphane Auray (CREST-ESNAI et UCLO), Aurélien Eyquem (Univ. Lyon et IUF).

Chercheur affilié : Edouard Challe (Polytechnique),

Descriptif

L'objectif de ce pôle est de développer des modèles et des outils afin d'introduire l'hétérogénéité et les inégalités dans l'analyse économique. Ce type de modèle permet de considérer les inégalités entre les ménages, les entreprises et les Etats avec les mêmes outils.

Le but de ces modèles est de faire le lien entre les analyses macroéconomiques et les données microéconomiques de plus en plus utilisées à l'OFCE, notamment avec le modèle INES, ou encore les données de la BCE relatives aux inégalités entre les ménages des différents pays européens.

A terme, le but est de développer des modèles permettant l'évaluation des politiques publiques au niveau français et européens.

Publications

Albertini J., S. Auray, Bouakez et A. Eyquem, « Taking off into the wind: unemployment risk and state-dependent government spending multipliers », *Journal of Monetary Economics*, 117, pp. 990-1007, 2021.

Auray, Stéphane et Eyquem, Aurélien, "The dispersion of mark-ups in an open economy", *OFCE Document de travail*, N°10/2021.

Auray S., D. Fuller et G. Vandenbroucke, « Comparative advantage and moonlighting », *European Economic Review*, 139, 103897, 2021.

Auray S. et N. Lepage-Saucier, « Stepping-stone effect to atypical jobs: could the least employable reap the most benefits? », *Labour Economic*, 68, 101945, 2021.

Auray S. et A. Eyquem, « Heterogeneity, convergence and imbalances in the euro area », *Revue de l'OFCE*, Varia, 173, pp. 117-152, juin 2021.

Ragot X. et F. Le Grand, « Sovereign default and liquidity: The case for a world safe asset », *Journal of International Economics*, Volume 131, July 2021

Ragot X. et Le Grand F., « Managing Inequality over the Business Cycles: Optimal Policies with Heterogeneous Agents and Aggregate Shocks », *International Economic Review*, 2021, A paraître.

Ragot X. et Le Grand F., « Refining the truncation method », Document de travail, en révision à *Annales Economie et Statistiques*, 2021.

« Environnement »

Responsable : Frédéric Reynès

Chercheur-e-s : Meriem Hamdi-Cherif, Gissela Landa-Rivera, Eloi Laurent, Paul Malliet, Mélodie Nkoa Zoa, Alexandre Tourbah, ona

Chercheurs associés : Aurélien Saussay, Francesco V

Descriptif

Le Pôle Environnement concentre ses recherches sur l'économie de l'environnement. Les principaux thèmes étudiés sont la transition énergétique, la lutte contre le changement climatique, l'empreinte écologique des activités économiques humaines. Ces problématiques sont analysées sous différentes approches : la modélisation macro et microéconomiques, l'approche empirique d'évaluation des politiques publiques et des effets redistributifs et l'approche socio-économique. Inscrits dans un cadre pluridisciplinaire, ses chercheurs traitent plus généralement des questions liées à l'impact environnemental des activités économiques, l'impact différencié des politiques environnementales ou la perception du changement climatique.

Les recherches sont organisées selon trois axes principaux : (1) Modélisation des politiques énergétiques et environnementales ; (2) Evaluation des politiques publiques et analyse des effets redistributifs ; (3) Approche sociale-écologique et l'économie du bien-être.

Au sein du premier axe, l'OFCE développe depuis 2008, en collaboration avec l'ADEME et NEO, un modèle macroéconomique, destiné à l'évaluation pour la France des conséquences des politiques énergétiques et environnementales. Le modèle *ThreeME* (Multisectoral Macroeconomic Model for the Evaluation of Environmental and Energy policy) a été conçu spécialement pour l'évaluation macroéconomique et sectorielle de mesures de politiques publiques à portée énergétique ou environnementale.

Activités 2021

Dans le cadre de sa convention de recherche avec l'ADEME, le pôle a poursuivi le développement du modèle *ThreeME*, en particulier : le développement d'une version Européenne de *ThreeME*, l'intégration d'un bloc *Emission Trading System*, la modélisation du contenu carbone des imports et d'une taxe d'ajustement aux frontières par zone géographique, la segmentation du modèle par décile de ménages, l'intégration d'un module matière qui permet de mesurer les consommations de différentes matières par les secteurs économiques.

Dans le cadre d'un projet avec la Fédération Nationale des Travaux Publics, *ThreeME* a été utilisé pour mesurer l'impact économique d'un plan d'infrastructure compatible avec l'Accord de Paris. A l'international, *ThreeME* a été utilisé pour actualiser la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) de la Tunisie dans le cadre d'un partenariat avec le PNUD et l'Agence Nationale de la Maîtrise de l'Énergie tunisienne.

Concernant les recherches liées à l'évaluation des politiques publiques et analyse des effets redistributifs, l'OFCE est partenaire du projet européen *Innopath*s (2016-2021) où il a analysé l'impact des plans de green deal sur l'emploi, la distribution des revenus, la productivité, la compétitivité des industries vertes et polluantes, les émissions directes et importées. Cela a mené notamment à la publication d'un article qui étudie les impacts sur l'emploi et la compétitivité d'une hausse du prix de l'énergie à partir de données d'entreprises (Marin and Vona, 2021).

Les recherches reprenant l'approche sociale-écologique ont notamment abouti à la publication du livre intitulé *The Routledge Handbook of the Political Economy of the Environment*, fruit de deux années et demi de travail, qui regroupent 23 chapitres proposant une articulation entre inégalités sociales et transition écologique.

Les travaux sur l'économie du bien-être, inscrit dans le prolongement de la conception et la rédaction du Rapport Stiglitz (2009), ont donné lieu à la publication d'un ouvrage collectif intitulé *The Well-being Transition: Analysis and Policy* (Palgrave), qui regroupe quelques-uns des meilleurs spécialistes et praticiens des indicateurs de bien-être.

Programme 2022

Dans le cadre de sa convention de recherche avec l'ADEME, le pôle poursuivra le développement du modèle ThreeME et l'amélioration de sa calibration, en particulier : l'introduction du coût des dommages, la modélisation du marché des capitaux dans la version Europe, estimation empirique de paramètres clef (e.g. élasticité de substitution entre capital et énergies), l'amélioration de la représentation de l'hétérogénéité des ménages, la prise en compte de l'incertitude ou la modélisation des contraintes de ressources.

Un développement important est le passage de l'ensemble de l'infrastructure informatique du modèle ThreeME dans le logiciel *open source* R afin de faciliter sa diffusion et son utilisation. Un élément important pour l'aboutissement de ce travail est l'adaptation de solveur existant aux spécifications du modèle ThreeME.

Dans le cadre d'un partenariat avec l'AFD et le ministère des finances mexicain, HACIENDA, la version ThreeME-Mexique sera recalibrée sur données récentes et des scénarios de fiscalité énergétiques seront simulés.

Séminaires, conférence

Atelier Appui à la tarification carbone pour la mise en œuvre de la NDC et la transition bas carbone en Tunisie International Tarification carbone et modélisation, **17 février 2021**, "Evaluation macroéconomique des Instrument de Tarification Carbone avec modèle ThreeME - Tunisie". Gissela Landa & Frédéric Reynès

Sciences Po Harvard joint seminar, **Mars 2021**, Prospects for Carbon Pricing in Europe and the United States, Paul Malliet

Conférence EAERE, **23-25 Juin 2021**, "Empirical estimates of the elasticity of substitution of a KLEM production function without nesting constraints: The case of the Variable Output Elasticity Cobb-Douglas", Paul Malliet & Frédéric Reynès

Conférence EAERE, **23-25 Juin 2021**, "Building Skills for the Low-Carbon Transition: evidence from job ads data", Aurélien Saussay & Francesco Vona

Conférence EEA, **25 Août 2021**, "Building Skills for the Low-Carbon Transition: evidence from job ads data", Aurélien Saussay & Francesco Vona

Brookings Papers on Economic Activity conference, **9 September 2021**, The Employment Impact of a Green Fiscal Push: Evidence from the American Recovery and Reinvestment Act, Francesco Vona

OECD Green Growth and Sustainable Development Forum, **16-18 November 2021**, Tracking and analysing green recovery measures, Francesco Vona

Conférence IAMC, **1 December 2021**, "Assessing economic and environmental effects of deep decarbonisation pathways in Tunisia", Meriem Hamdi-Cherif

Publications

ALCOR, NEO, OFCE, L'élaboration de la Stratégie Nationale Bas Carbone dans le secteur de l'énergie en Tunisie, Rapport, 2021.

- Carbon 4, OFCE, NEO, Le rôle des infrastructures dans la transition bas-carbone et l'adaptation au changement climatique, Rapport, 2021, www.carbone4.com/publication-infrastructures-france
- Hamdi-Cherif M., O'Broin E. and Li J., 2021. "The transportation sector as a lever for reducing long-term mitigation costs in China". *Climate Policy*, Volume 21, Issue4, 475-491.
- Laurent E. (dir), The Routledge Handbook of the Political Economy of the Environment, Routledge, Oct.2021.
- Laurent E. (dir), The Well-being Transition: Analysis and Policy, Palgrave, 2021.
- Marin, G., Vona, F., 2021. 'The Impact of Energy Prices on Socioeconomic and Environmental Performance: Evidence from French Manufacturing Establishments, 1997-2014,' *European Economic Review* vol. 135, 1027-39.
- Okullo S. J., Reynes F., Hofkes M. W. (Bio-)Fuel mandating and the green paradox, *Energy Economics*, *Energy Economics* 95, 2021.
- Raitano, M., Vona, F., 2021. 'Nepotism vs. Specific Skills: the effect of liberalizations on returns to parental background of Italian lawyers,' *Journal of Economic Behavior & Organization* vol. 184, 489-505.
- Reynès F., Callonnec G., Saussay A., Landa G., Malliet P., Gueret A., Hu J., Hamdi-Cherif M., Gouedard H., ThreeME Version 3: Multi-sector Macroeconomic Model for the Evaluation of Environmental and Energy policy - A full description, Working Paper, 2021, <https://www.threeme.org/documentation>

« Spatial », un projet de recherche sur les marchés immobiliers franciliens

Responsable : Xavier Timbeau

Chercheurs : Pierre Madec, Paul Malliet, Maxime Parodi,

Chercheurs associés : Aurélien Saussay, Grégory Verdugo

Descriptif

Le pôle spatial vise à développer les analyses de géographie quantitative avec une focalisation sur les questions immobilières. D'autres sujets seront abordés comme par exemple l'utilisation de données satellite pour estimer l'activité industrielle.

Depuis 2020, différentes productions sont à mettre à l'actif du pôle. Une analyse des prix de l'immobilier par machine learning (présenté à l'OFCE, l'OCDE et ailleurs) sera prochainement publiée. Un travail pour le compte du défenseur des droits sur les discriminations à l'entrée dans le parc de logement social a été entrepris et sera finalisé en 2022. La première modélisation zam200, représentant à une échelle géographique fine (carreau 200m) a été produite pour la Rochelle en collaboration avec Villes Vivantes.

Différents outputs sont à prévoir pour l'année 2022. Particulièrement la publication de documents de travail sur les indicateurs d'accessibilité, la méthodologie *machine learning* et l'analyse de la dynamique des prix en Ile de France et le modèle zam200.

Un cours en master, d'« économie urbaine appliquée » pour l'Ecole d'Urbanisme de Sciences Po est mis en place depuis 2020.

Idefix

Le premier projet d'ampleur du pôle Spatial est le projet Idefix. L'objet est une analyse empirique fine du logement, des marchés immobiliers et des dynamiques résidentielles pour proposer des politiques publiques adaptées aux problématiques d'une agglomération de grande taille. Améliorer le cadre de vie, les services et aménités publiques, leur répartition sur le territoire, intégrer les défis du changement climatique mais aussi plus prosaïquement redéfinir la fiscalité foncière sont autant de débouchés de ce projet.

A ce stade 3 axes (en partie liés) peuvent être dégagés :

1. la dynamique des prix :

L'analyse de la dynamique des prix immobiliers s'inscrit dans la continuité de travaux conduits de longue date par l'OFCE. Le développement de base de données d'une finesse spatiale élevée, comme les fichiers fonciers, DV3F ou d'autres, autorise, en les associant à une méthodologie adéquate, l'exploitation de l'ensemble de l'information existante avec une maille géographique très fine, jusqu'à la parcelle.

Le recours à une approche basée sur un algorithme de « machine learning » (XGBoost), plus flexible que les modélisations traditionnelles (modèles linéaires, modèles à effet fixe, modèles additifs généralisés), permet une analyse fine du marché immobilier francilien. Cette méthode, mise en œuvre avec succès sur la base DVF en open data, a démontré une grande souplesse tout en réduisant la complexité de la représentation et s'avère en capacité de fournir des analyses robustes et très riches.

2. Les inégalités spatiales d'accès aux aménités et à l'emploi :

Une analyse préliminaire à partir des données DVF fait apparaître un lien positif très fort entre accès aux aménités, et en particulier l'emploi, et prix immobiliers. L'accès aux aménités, via les réseaux et moyens de transport de toute nature, est un facteur de réduction des inégalités spatiales. La construction d'indicateurs d'accessibilité à une échelle fine, par le croisement de données d'emploi localisé à l'Iris et

des données GTFS d'IDFM, permet d'évaluer la variation de cet indice à des modifications du réseau de transports et d'utiliser ces variations pour identifier plus nettement l'impact sur les prix ou les probabilités de vente. Cette approche pourrait être appliquée à l'analyse de l'impact du Grand Paris Express sur les marchés immobiliers franciliens. Ici, l'analyse des prix n'est pas employée pour sa capacité prédictive mais pour extraire des prix l'information quantitative de révélation des préférences individuelles et donc par ce biais une quantification des différents indicateurs. Un résultat peut être de construire un indicateur composite à partir de ces informations révélées par les prix.

3. Les migrations résidentielles et la ségrégation

Par appariement entre Fideli (source fiscale exhaustive décrivant les ressources des ménages à l'échelle du foyer localisé) et fichiers fonciers, le projet vise à construire un panel de logements, suivis dans le temps, pour étudier les mouvements associés aux achats immobiliers. Le suivi de ce panel permettrait de mettre au jour les mécanismes de regroupement de populations en fonction de leurs caractéristiques (revenu, structure familiale ...), en d'autres termes, les processus ségrégatifs.

Zam200

La densification est un remède à l'étalement urbain. Elle est la voie vers une « ville à 15 minutes », un moyen de réduire les coûts directs et sociaux de la mobilité, dont les émissions de CO₂. C'est également une réponse à la rareté et au coût du foncier, là où il est recherché, et une incitation à produire les biens communs, dont la rentabilité découle de la proximité des usagers, qui accroissent le bien-être.

La densification diffuse, dont le potentiel a été exploré dans Timbeau (2013a et 2013b)¹, est le quotidien de Villes Vivantes et des programmes BIMBY. A partir d'une densification légère au niveau de la parcelle, la perspective est de transformer les zones pavillonnaires en villages, de combler les dents creuses, d'habiter les espaces libres tout en préservant les attraits d'une densité raisonnable.

L'objet du programme de recherche est de développer des modélisations et des outils génériques pour appuyer le plaidoyer à la densification tout en donnant les instruments de la maîtrise des effets d'une plus grande densité. Ces outils combinent une information géolocalisée fine, une utilisation d'enquêtes à large échantillon, combinées dans une modélisation transparente et reproductible. Leur mise à disposition des élus, des urbanistes comme des citoyens cherche à alimenter la réflexion collective et le passage à l'acte pour définir le tissu urbain, résidentiel et d'activité pour le XXI^{ème} siècle.

Plus spécifiquement, on déploie des instruments pour scénariser la densification résidentielle en faisant apparaître les bénéfices en termes de réduction des transports (économies de CO₂, de frais d'utilisation de la voiture), d'un meilleur accès aux aménités (emploi, commerces, équipements, espaces verts ou naturels) ou d'autres politiques publiques visant à provoquer des changements modaux.

L'objectif est de représenter le plus fidèlement possible la structure spatiale des déplacements (modes de transport, confort, destinations, coûts) et de quantifier le potentiel de densification (application des règles d'urbanisme, exploitation des ressources foncières, coût et rentabilité des opérations à l'échelle de la parcelle).

Ces outils sont basés sur des sources de données géolocalisées à une échelle fine. A ce stade, représentation exhaustive des réseaux de transport, routier, en commun, équipement pour cyclistes, localisation au carreau 200m (Inspire) des résidents (données carroyées INSEE) et des emplois (FLORES et imputation par les fichiers fonciers) et en utilisant l'enquête de mobilité des personnes, l'enquête des mobilités professionnelles, des bases sur les équipements) on modélise les déplacements du quotidien au carreau 200m.

Le projet est de grande ampleur et s'inscrit dans une démarche pluridisciplinaire. Il s'agit de mettre en œuvre une analyse causale (pourquoi se déplace-t-on ?) la plus rigoureuse et fine possible afin

¹ Voir Timbeau, X. (2013a). Les bulles robustes. *Revue de l'OFCE - Débats et Politiques "Villes et Logements,"* 128 et Timbeau, X. (2013b). Comment et pourquoi construire un million de logement en Ile de France. *Revue de l'OFCE - Débats et Politiques "Villes et Logements,"* 128.

d'alimenter des politiques publiques dont l'ambition est de façonner le paysage urbain et d'offrir un cadre de vie adéquat à une coût abordable, tout en respectant les contraintes environnementales, des émissions nettes nulles de CO₂ en 2050 à l'absence d'artificialisation nette des sols. Les implications sont à la fois pratiques mais aussi générales.

L'analyse et les outils peuvent être mis en œuvre dans n'importe quelle agglomération. Villes Vivantes apporte des contacts avec plusieurs agglomérations comme celle de La Rochelle, autorisant un terrain d'expérimentation avant une mise en œuvre à grande échelle.

La combinaison des approches empiriques et quantitatives fondées sur des approches théoriques validées avec l'expérience de la densification de Villes Vivantes, consolidée par son lab produit un projet profondément pluridisciplinaire. La méthode résolument pragmatique de confrontation systématiques aux réalités d'une agglomération est le gage d'une utilité sociale importante.

Défenseur des droits

Les objectifs du parc HLM français sont définis par l'article L. 411 du Code de la Construction et de l'Habitation), issu de la loi n° 98-657 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions du 29 juillet 1998 : « la construction, l'aménagement, l'attribution et la gestion des logements locatifs sociaux visent à améliorer les conditions d'habitat des personnes de ressources modestes ou défavorisées. Ces opérations participent à la mise en œuvre du droit au logement, et contribuent à la nécessaire mixité sociale des villes et des quartiers ».

En 2018, la moitié des locataires HLM appartiennent aux 25% des ménages les plus pauvres, le taux de pauvreté des locataires HLM est deux fois supérieur à la moyenne nationale et près de la moitié des attributions de logements sociaux étaient réalisées en faveur de ménages pauvres. Néanmoins, de nombreuses études (Bonnal & al., 2012 ; Fondation Abbé Pierre, 2018 ; Cours de comptes, 2017, Ancols, 2020, Secours Catholique & al., 2020,) ont mis en lumière l'existence de freins à l'accès des ménages les plus pauvres au parc HLM français. Cette recherche s'inscrit dans la lignée du travail réalisé dans le cadre du « Rapport inter associatif sur les difficultés d'accès au parc social des ménages à faible ressources » publié au cours de l'année 2020. Elle vise à expliciter et quantifier les phénomènes d'exclusion qui y sont mis en lumière ainsi qu'à démontrer l'existence de discriminations économiques à l'égard des demandeurs de logements sociaux les plus fragiles.

En mobilisant des sources de données variées (Système national d'enregistrement, données localisées de l'Insee, Répertoire du parc locatif social) et des méthodes originales (machine learning), l'OFCE tentera d'éclairer le lien statistique entre niveau de ressources et accès au parc social. L'analyse portera à la fois sur les caractéristiques de la demande et sur celle de l'offre de logements, en tenant compte notamment de la spécificité des territoires étudiés. Une fois ces résultats établis, l'OFCE les confrontera aux retours de certains acteurs locaux au travers d'entretiens à distance.

Publications

En 2021, les économistes de l'OFCE ont signé 54 articles dans des revues à comité de lecture, 11 ouvrages, 34 chapitres d'ouvrages, 21 Policy Brief, 32 documents de travail. Au total autour de 131 publications scientifiques.

Publications

L'OFCE dispose de supports de publication diversifiés, chaque support répondant à un type de travaux (actualités économiques et sociales, recherche académique) et s'adressant à un type de lecteurs (décideurs politiques, journalistes, chercheurs, ...).

L'ensemble des publications est en accès libre et gratuit sur le site de l'OFCE, www.ofce.fr

Les publications de l'OFCE (hors billets de Blog, voir *infra*) font l'objet d'un nombre important de consultations. A titre d'exemple, selon les statistiques REPEC, répertoire mondial des publications en économie, les publications de l'OFCE (Revue et *Working Papers*) ont été consultées 11 829 fois en 2021 (et téléchargées 1 078 fois). A noter que ces statistiques n'incluent pas les consultations directes ou téléchargements *via* Google, SPIRE, HAL, CAIRN, PERSEE, etc.

Revue de l'OFCE

La *Revue de l'OFCE* participe depuis presque quarante ans au débat public et scientifique en publiant des articles d'économie, alliant accessibilité et rigueur académique. Elle publie aussi des articles de sociologie.

Au cours de l'année 2021, cinq numéros de *La Revue de l'OFCE* ont été publiés. Outre la traditionnelle publication de ses prévisions économiques deux fois l'an (revues n°172 et 174), ont été publiés un numéro thématique, *Centenaire de la promulgation du Traité de Versailles (1920-2020). Regards croisés entre historiens et économistes sur les conséquences de la paix* (revue n°171), ainsi que des articles dans deux numéros VARIA (revues n°173 et n°175).

Depuis septembre 2019, *La Revue de l'OFCE* est classée « généraliste » par les instances du CNRS ; elle était précédemment classée en « macro ». C'est une étape importante qui montre l'élargissement des thématiques couvertes par la revue, afin de mieux tenir compte des évolutions du monde de la recherche et des centres d'intérêt de notre lectorat.

Ouvrages

Chaque année, l'OFCE propose dans la collection *Repères* un bilan accessible et rigoureux de l'économie française. L'édition 2021 a présenté l'état de la conjoncture pendant la crise sanitaire ainsi que les principales tendances (évolution économique depuis un demi-siècle, place de l'Etat, tissus productif). Les dossiers thématiques ont porté plus spécifiquement sur la politique de relance, la situation des ménages pendant la crise, la réforme de l'assurance chômage et l'abandon de la réforme des retraites.

L'OFCE propose un bilan annuel de l'économie européenne. L'édition 2021 s'est principalement focalisée sur le contexte pandémique (situation conjoncturelle, marché du travail, politique de la BCE, fragilité sanitaire d'une population vieillissante, coordination budgétaire, plans d'urgence et de relance) et plus spécifiquement sur la question de la convergence des modes d'imposition des sociétés, le *Green Deal* et le besoin d'une agence de santé européenne unique.

Policy Brief

À la rentrée 2016, l'OFCE a créé un nouveau support de publication, *OFCE Policy brief*, dans le but de fournir une expertise sur les politiques publiques en matière économique. L'année 2021 a ainsi été marquée par la publication de 17 numéros de *Policy brief* sur des sujets d'actualité (dette publique, réforme des retraites, niveau de vie des familles, santé, ...) ainsi que sur les prévisions économiques.

Documents de travail

En 2021, l'OFCE a publié 29 documents de travail. Ces travaux ont été de nature très différente : à la fois « très technique » avec la publication de travaux d'évaluation des politiques économiques ; certaines fois, avec un angle d'analyse très macroéconomique et d'autres fois, avec un angle très microéconométrique. Enfin, certains documents de travail ont proposé des réflexions sur des thèmes importants liés à l'impact macroéconomique du confinement, à la réforme des retraites, à la transition sociale et écologique, à la concurrence, aux politiques monétaires et budgétaires, etc...

Blog

Le *Blog de l'OFCE* existe depuis octobre 2011. Son objectif est de donner la possibilité aux chercheurs de l'OFCE de participer au débat public de manière très réactive en publiant des billets sur l'actualité économique française et internationale. Les billets portent sur des thématiques très variées : politique sociale et fiscale, chômage, croissance, Europe, crise sanitaire... La plupart des billets sont traduits en anglais de façon à asseoir la visibilité internationale de l'OFCE. En 2021, le Blog de l'OFCE a publié 38 billets, soit une moyenne de 3 à 4 billets par mois. Le nombre de pages vues sur le *Blog de l'OFCE* a été de 126 155, soit environ 10 500 pages vues par mois.

Organisation des publications de l'OFCE

Xavier Ragot, directeur des publications

Vincent Touzé, rédacteur en chef des publications

Guillaume Allègre, rédacteur en chef du blog et des *Policy briefs*

Le Comité de rédaction de *La Revue de l'OFCE* est composé de : Guillaume Allègre, Luc Arrondel, Frédérique Bec, Christophe Blot, Carole Bonnet, Julia Cagé, Eve Caroli, Virginie Coudert, Anne-Laure Delatte, Brigitte Dormont, Bruno Ducoudré, Michel Forsé, Guillaume Gaulier, Sarah Guillou, Florence Legros, Eloi Laurent, Mauro Napoletano, Hélène Périvier, Mathieu Plane, Franck Portier, Corinne Prost, Romain Rancière et Raul Sampognaro.

Laurence Dubois-Fresney, secrétaire de rédaction des publications

Najette Moumimi, responsable de fabrication des publications

Claudine Houdin, adjointe à la responsable de fabrication des publications

Revue à comité de lecture (hors *Revue de l'OFCE*)

- Babutsidze Z. et M. Iacopetta, « The emergence of money: computational approaches with fully and boundedly rational agents », *Computational Economics*, vol. 58, pp. 3-26, 2021.
- Barucca M., S. Battiston, D.T. Luu et M. Napoletano, « Collateral unchained: rehypothecation networks, concentration and systemic effects », *Journal of financial stability*, vol. 52, 100811, 2021.
- Bilbiie F. et X. Ragot, « Monetary policy and inequality when aggregate demand depends on liquidity », *Review of Economic Dynamics*, vol. 41, pp. 71-95, juillet 2021.
- Bosetti V., F. Lamperti, A. Roventini, M. Tavoni et T. Treibich, « Three green financial policies to address climate risks », *Journal of Financial Stability*, vol. 54, art. 100875, juin 2021.
- Boungou W. et P. Hubert, « The channels of banks' responses to negative interest rates », *Journal of Economic dynamics and control*, 131, 104228, 2021.
- Caselli M., L. Nesta et S. Schiavo, « Imports and labour market imperfections: firm-level evidence from France », *European Economic Review*, 103632, janvier 2021.
- Creel J., P. Hubert et F. Labondance, « The intertwining of credit and banking fragility », *International Journal of Central Banking*, vol. 26, n°1, pp. 459-475, 2021.
- Cumming F. et P. Hubert, « The distribution of households' indebtedness and the transmission of monetary policy », *Review of economics and statistics*, vol. 7, pp. 1-36, 2021.
- Domini G., M. Grazzi, D. Moschella et T. Treibich, « Threats and opportunities in the digital era: automation spikes and employment dynamics », *Research Policy*, vol. 50, issue 7, septembre 2021.
- Ejerno O., K. Hussinger, B. Kalash et T. Schubert, « Innovation in Malmö after the öresund bridge », *Journal of Regional Sciences*, pp. 1-16, avril 2021.
- Gannon F., G. Le Garrec, G. Lenfant et V. Touzé, « Pension d'un salarié du secteur privé et transitions vers un système universel de retraite par points : Etude d'impact pour une carrière complète sous plafond », *Economie & Prévision*, n° 218, 2021.
- Guérini M., L. Nesta et P. Musso, « Can you jump this high. Quantifying barriers to market participation », *Economic Modelling*, 98, pp. 192-217, mai 2021.
- Hubert P. et F. Labondance, « The signaling effects of Central Bank tone », *European Economic Review*, vol. 133, art. 103684, avril 2021.
- Hubert P. et B. Maule, « Policy and macro signals from Central Bank announcements », *International Journal of Central Banking*, vol. 17, n°2, pp. 254-296, juin 2021.
- Iacopetta M., « Class differences and the commercial revolution: an equilibrium selection story », *Economic Modelling*, vol. 100, issue C, art. 105508, juillet 2021.
- Iacopetta M. et P. Peretto, « Corporate governance and industrialization », *European Economic Review*, vol. 135, issue C, juin 2021.
- Kandil L. et H. Périer, « Sharing or not sharing? Household division of labor and marital status in France 1985-2009 », *Population*, vol. 76, n°1, pp. 155-191, 2021.

- Le Grand F. et X. Ragot, « Managing inequality over the business cycles: optimal policies with heterogeneous agents and aggregate shocks », *International Economic Review*, août 2021.
- Le Grand F. et X. Ragot, « Sovereign default and liquidity: the case for a world safe asset », *Journal of International Economics*, vol. 131, art. 103462, juillet 2021.
- Mairesse J. et M. Pezzoni, « The impact of novelty in scientific articles : the case of french physicists », *Revue d'économie industrielle*, vol 174, n°12, pp. 325-357, 2021.
- Marin G. et F. Vona, « The impact of energy prices on socioeconomic and environmental performance: evidence from french manufacturing establishments 1997-2015 », *European Economic Review*, vol. 135, art. 103739, juin 2021.
- Miranda-Agrippino S. et G. Ricco, « The transmission of monetary policy shocks », *American Economic Review: Macroeconomics*, vol.13, n°3, pp. 74-107, juillet 2021.
- Napoletano M. et J. Staccioli, « An agent-based model of intra-daily financial markets », *Journal of economic behavior and organization*, vol. 182, pp. 331-348, 2021.
- Ortega J. et G. Verdugo, « Who stays and who leaves? Immigration and the selection of natives across locations », *Journal of Economic Geography*, décembre 2021.
- Raitano M. et F. Vona, « Nepotism vs. Specific skills: the effect of liberalizations on returns to parental background of Italian Lawyers », *Journal of Economic Behavior & organization*, vol. 184, pp. 489-505, 2021.

Revue de l'OFCE

- Auray S. et A. Eyquem, « Heterogeneity, convergence and imbalances in the euro area », *Revue de l'OFCE*, Varia, 173, pp. 117-152, juin 2021.
- Bastidon C. et A. Parent, « La modélisation économique à l'appui du choix public dans l'urgence de la pandémie de Covid-19 : une revue de littérature », *Revue de l'OFCE*, Varia, 173, juin 2021.
- Blot C., « La politique monétaire de la BCE et la crise du Covid-19 », *Revue de l'OFCE*, 172, pp. 1-25, avril 2021.
- Blot C. et C. Bozou, « La révision des cibles d'inflation de la FED et de la BCE », *Revue de l'OFCE*, 174, pp. 1-24, octobre 2021.
- DAP, « Perspectives 2020-2021 pour l'économie mondiale et la zone euro. Synthèse : réserve de croissance », *Revue de l'OFCE*, 172, pp. 19-40, avril 2021.
- DAP, « Perspectives 2020-2021 pour l'économie mondiale et la zone euro. Tour du monde de la situation conjoncturelle », *Revue de l'OFCE*, 172, pp. 41-96, avril 2021.
- DAP, « Perspectives 2020-2021 pour l'économie mondiale et la zone euro. La diffusion internationale du choc de Covid-19 », *Revue de l'OFCE*, 172, pp. 97-111, avril 2021.
- DAP, « Perspectives 2020-2021 pour l'économie mondiale et la zone euro. Marché du travail : le pire a (pour l'instant) été évité », *Revue de l'OFCE*, 172, pp. 113-128, avril 2021.
- DAP, « Perspectives 2020-2021 pour l'économie mondiale et la zone euro. Les politiques budgétaires face à la pandémie », *Revue de l'OFCE*, 172, pp. 129-142, avril 2021.

- DAP, « Perspectives 2021-2022 pour l'économie française. Le temps de la reprise », *Revue de l'OFCE*, 172, pp. 1-44, avril 2021.
- Dauvin M. et R. Sampognaro, « Le modèle 'mixte' : un outil d'évaluation du choc de la Covid-19 », *Revue de l'OFCE*, 172, pp. 1-23, avril 2021.
- Dervaux H. et M. Plane, « Taux de marge et investissement du secteur exportateur : une analyse comparée entre la France et l'Allemagne », *Revue de l'OFCE*, Varia, 173, pp. 33-76, juin 2021.
- Gaffard JL, « Théorie économique et philosophie de la mesure », *Revue de l'OFCE*, Varia, 173, juin 2021.
- Gannon F., « La refondation de l'industrie chimique française de l'azote au lendemain du Traité de Versailles à travers le parcours de l'un de ses protagonistes : G. Patart (X1889) », *Revue de l'OFCE*, 171, pp. 199-238, janvier 2021.
- Guillot O. et A. Parent, « Les fusillés de la Grande guerre sont-ils morts au nom de leurs idées pacifistes ? », *Revue de l'OFCE*, 171, pp. 135-159, janvier 2021.
- Heyer E. et X. Timbeau, « Présentation générale. Perspectives économiques 2021-2022 », *Revue de l'OFCE*, 172, pp. 5-8, avril 2021.
- Kirat T. et F. Marty, « De la Grande guerre à la National Recovery administration (1917-1935) : les arguments en faveur d'une concurrence régulée dans les Etats-Unis de l'entre-deux-guerres », *Revue de l'OFCE*, 171, pp. 239-275, janvier 2021.
- Le Bayon S. et H. Péléraux, « Estimer l'impact des mesures de restriction sur l'activité », *Revue de l'OFCE*, 172, pp. 1-23, avril 2021.
- Le Bayon S. et H. Péléraux, « Le renouveau de l'inflation ? », *Revue de l'OFCE*, 174, pp. 1-19, octobre 2021.
- Le Garrec G. et V. Touzé, « Le multiplicateur d'investissement public. Une revue de littérature », *Revue de l'OFCE*, Varia, 175, pp. 1-28, décembre 2021.
- Parent A. et V. Touzé, « Centenaire de la promulgation du traité de Versailles (1920-2020). Regards croisés entre historiens et économistes sur les conséquences de la paix », *Revue de l'OFCE*, 171, pp. 7-12, janvier 2021.
- Parent A. et V. Touzé, « Regard cliométrique sur les conditions d'une paix réussie », *Revue de l'OFCE*, 171, pp. 327-329, janvier 2021.
- Parent A. et G. Vergnon, « Les conséquences économiques de la paix de Keynes (1919) : faut-il désacraliser l'ordre ? », *Revue de l'OFCE*, 171, pp. 109-132, janvier 2021.
- Ragot X., « Avant-propos. Centenaire de la promulgation du Traité de Versailles (1920-2020) », *Revue de l'OFCE*, 171, pp. 5-6, janvier 2021.
- Touzé V., « Chronologie d'un échec et essai d'analyse cliométrique contrefactuelle de l'impact générationnel des réparations allemandes », *Revue de l'OFCE*, 171, pp. 279-310, janvier 2021.

Policy Brief

- Allègre G., J. Creel, B. Ducoudré, S. Guillou, E. Heyer, P. Madec, F. Marty, H. Périvier, M. Plane, M. Pucci, X. Ragot, F. Saraceno et X. Timbeau, « Soutenir et relancer l'économie française en période de crise sanitaire », *OFCE Policy Brief*, 87, 19 mars 2021.
- Aurissergues E., C. Blot et C. Bozou, « Les Etats-Unis vers la surchauffe ? », *OFCE Policy Brief*, 97, novembre 2021.
- Blot C., C. Bozou et J. Creel, « Monetary policy during the pandemic: fit for purpose? », Briefing Paper pour le Parlement européen dans le cadre du dialogue monétaire avec la BCE, février 2021.
- Blot C., C. Bozou et J. Creel, « Rise in inflation: much ado about nothing? », Briefing Paper pour le Parlement européen dans le cadre du dialogue monétaire avec la BCE, septembre 2021.
- Blot C., C. Bozou et J. Creel, « Could the euro area benefit from the US stimulus packages? », Briefing Paper pour le Parlement européen dans le cadre du dialogue monétaire avec la BCE, juin 2021.
- Blot C., C. Bozou et J. Creel, « A welcome revision rather than a revolution », Briefing Paper pour le Parlement européen dans le cadre du dialogue monétaire avec la BCE, novembre 2021.
- Creel J., E. Heyer, M. Plane, C. Poirier, X. Ragot (dir.), F. Saraceno et X. Timbeau, « Dette publique : un changement de paradigme, et après ? », *OFCE Policy Brief*, 92, 6 octobre 2021.
- Creel J., F. Saraceno et J. Wittwer, « A la bonne santé de tous les Européens ! Pour une agence de santé européenne unique », *OFCE Policy Brief*, 90, 20 mai 2021.
- DAP, « Perspectives économiques 2021-2022 : résumé des prévisions du 14 avril 2021 », *OFCE Policy Brief*, 89, 14 avril 2021.
- DAP, « Le prix de la reprise. Perspectives 2021-2022 pour l'économie mondiale 2021-2022 », *OFCE Policy Brief*, 94, 13 octobre 2021.
- DAP, « La vague espérée de la reprise. Perspectives 2021-2022 pour l'économie française 2021-2022 », *OFCE Policy Brief*, 95, 13 octobre 2021.
- Gannon F., G. le Garrec et V. Touzé, « Les systèmes de retraite face au vieillissement : le choix français à l'aune des pratiques européennes », *OFCE Policy Brief*, 98, décembre 2021.
- Le Bayon S. et H. Péléraux, « Croissance mondiale confinée en 2020 », *OFCE Policy Brief*, 82, 14 janvier 2021.
- Madec P. et H. Péléraux, « L'économie française en 2022-2022 selon le panel des prévisionnistes de l'OFCN », *OFCE Policy Brief*, 85, 29 janvier 2021.
- Masson A. et V. Touzé, « Heurs et malheurs du système universel de retraite », *OFCE Policy Brief*, 83, 19 janvier 2021.
- Périvier H. et M. Pucci, « Soutenir le niveau de vie des parents isolés ou séparés en adaptant le système », *OFCE Policy Brief*, 91, 14 juin 2021.

- Périvier H. et G. Verdugo, « Cinq ans après la réforme du congé parental (PreParE), les objectifs sont-ils atteints ? », *OFCE Policy Brief*, 88, 6 avril 2021.
- Ragot X., « More or less public debt in France? », *OFCE Policy Brief*, 86, 9 mars 2021.
- Ragot X., « Plus ou moins de dette publique en France ? », *OFCE Policy Brief*, 84, 27 janvier 2021.
- Timbeau X., E. Aurissergues et E. Heyer, « La dette publique au XXI^e siècle : une analyse de la dynamique de la dette publique avec Debtwatch », *OFCE Policy Brief*, 93, 11 octobre 2021.
- Timbeau X., E. Aurissergues et E. Heyer, « Public debt in the 21st century: An analysis of public debt dynamics with Debtwatch », *OFCE Policy Brief*, 96, 22 octobre 2021.

Ouvrages

- Aghion P., S. Bunel et C. Antonin, *The power of creative destruction: economic upheaval and the wealth of nations*, Harvard University Press, 400 pages, avril 2021.
- Creel J., (dir), *L'économie européenne 2021*, Collection : Repères, La Découverte, 128 pages, avril 2021.
- Faure MA., S. Guillou (dir.), B. Kalash, L. Nesta, M. Pezzoni et E. Saliès, *Impact de la nature du financement de la recherche sur ces résultats*, Rapport pour le MESRI, décembre 2021.
- Heyer E. (dir), *L'économie française 2022*, Collection : Repères, La Découverte, 128 pages, août 2021.
- Laurent E., *Et si la santé guidait le monde. L'espérance de vie vaut mieux que la croissance*, Les Liens qui Libèrent, édition de poche révisée, 224 pages, octobre 2021.
- Laurent E., *Sortir de la croissance, mode d'emploi*, Les Liens qui Libèrent, édition de poche révisée, 256 pages, mai 2021.
- Laurent E., *The well-being transition analysis and policy*, Palgrave, 1st edition, 300 pages, 2021.
- Laurent E., *La métropole coopérative : éléments d'analyse et de mesure*, Les collections POPSU, 2021.
- Laurent E. et K. Zwickl (eds), *The Routledge Handbook of the political economy of the environment*, 1st edition, Routledge, 396 pages, octobre 2021.
- Madec P., *L'évolution des dépenses sociales et fiscales consacrées aux enfants à charge au titre de la politique familiale*, Rapport du HCFEA, 296 pages, mars 2021.
- Madec P. et al., *Réduire les inégalités, c'est possible ! 30 experts présentent leurs solutions*, Observatoire des inégalités, 128 pages, 2021.

Contribution à des ouvrages

- Allègre G., « L'impôt sur les sociétés peut-il constituer une ressource propre de l'Union européenne ? », in *L'économie européenne 2021* (dir. J. Creel), Collection : Repères, La Découverte, pp. 78-93, avril 2021.

- Antonin C., R. Baldwin, J. Berg, Y. Harayama, A. Karvard, M. Milano et A. Wyckoff, « Artificial intelligence and the future of work », in *Reflections on artificial intelligence for humanity*, (eds. B. Braunschweig et M. Ghallab), Springer, vol 12600, pp. 53-67, avril 2021.
- Antonin C., C. Blot, M. Dauvin, M. Plane, C. Riffart et R. Sampognaro, « Les plans d'urgence et de relance dans les quatre plus grands pays de la zone euro », in *L'économie européenne 2021* (dir. J. Creel), Collection : Repères, La Découverte, pp. 54-67, avril 2021.
- Antonin C., C. Riffart et G. Verdugo, « Le marché du travail malade de la Covid-19 », in *L'économie européenne 2021* (dir. J. Creel), Collection : Repères, La Découverte, pp. 17-30, avril 2021.
- Battaglia F., A. Galli, A. Janoo, E. Laurent, G. Dalla Marchiori, R. Munteanu et al., « Toward health-environment policy in a well-being economy », in *The well-being transition: analysis and policy* (ed. E. Laurent), Palgrave, pp. 73-94, 2021.
- Blot C., « Prévoir la croissance par temps d'épidémie », in *L'économie européenne 2021* (dir. J. Creel), Collection : Repères, La Découverte, pp. 5-16, avril 2021.
- Blot C. et P. Hubert, « La BCE face à la crise de la Covid-19 », in *L'économie européenne 2021* (dir. J. Creel), Collection : Repères, La Découverte, pp. 45-33, avril 2021.
- Creel J., « Introduction », in *L'économie européenne 2021* (dir. J. Creel), Collection : Repères, La Découverte, avril 2021.
- Creel J., F. Saraceno et J. Wittwer, « Pour une agence de santé européenne unique », in *L'économie européenne 2021* (dir. J. Creel), Collection : Repères, La Découverte, pp. 105-118, avril 2021.
- Dauvin M. et R. Sampognaro, « Evaluation des différents confinements sur l'activité », in *L'économie française 2022* (dir. E. Heyer), Collection : Repères, La Découverte, pp. 17-20, août 2021.
- Ducoudré B., et P. Madec, « Emploi et chômage avant et après Covid-19 », in *L'économie française 2022* (dir. E. Heyer), Collection : Repères, La Découverte, pp. 48-64, août 2021.
- Flood M. et E. Laurent, « In well-being we trust: the nova scotia quality of life initiative », in *The well-being transition: analysis and policy* (ed. E. Laurent), Palgrave, pp. 181-202, 2021.
- Gannon F., G. le Garrec et V. Touzé, « La crise de la Covid-19 dans une Europe vieillissante », in *L'économie européenne 2021* (dir. J. Creel), Collection : Repères, La Découverte, pp. 31-44, avril 2021.
- Gannon F., F. Legros et V. Touzé. « Automatic Balancing Mechanism and Discount Rate: Towards an Optimal Transition to Balance Pay-as-you-go Pension Scheme without Intertemporal Dictatorship? », in *Mathematical and Statistical Methods for Actuarial Sciences and Finance* (Corazza, Gilli, Perna, Pizzi & Sibillo, Eds), Springer, December 2021.
- Haalebos R. et P. Malliet, « Political economy of border carbon adjustment », in *The Routledge handbook of the political economy of the environment* (eds. E. Laurent et K. Zwickl), 1st edition, Routledge, 2021.

- Heyer E. et X. Timbeau, « L'économie française depuis un demi-siècle », in *L'économie française 2022* (dir. E. Heyer), Collection : Repères, La Découverte, pp. 21-34, août 2021.
- Laurent E., « Le Green Deal européen : juste une stratégie de croissance ou une vraie transition juste ? », in *L'économie européenne 2021* (dir. J. Creel), Collection : Repères, La Découverte, pp. 94-104, avril 2021.
- Laurent E., « Introduction: a roadmap for the well-being transition », in *The well-being transition: analysis and policy* (ed. E. Laurent), Palgrave, pp. 1-10, 2021.
- Laurent E., « Taking care of essential well-being in the 'Century of the environment' », in *The well-being transition: analysis and policy* (ed. E. Laurent), Palgrave, pp. 273-280, 2021.
- Laurent E., « The sustainability-justice nexus », in *The Routledge handbook of the political economy of the environment* (eds. E. Laurent et K. Zwickl), 1st edition, Routledge, 2021.
- Laurent E., « From the welfare state to the social-ecological state », in *The Routledge handbook of the political economy of the environment* (eds. E. Laurent et K. Zwickl), 1st edition, Routledge, 2021.
- Laurent E., « The European green deal: from growth strategy to social-ecological transition », in *Social policy in the European Union: state of play 2021* (eds. Fronteddu B., S. Spasova et B. Vanhercke), OSE & ETUI, Brussels, pp. 97-111, 2021.
- Laurent E., « Introduction to economics and sustainability », in *The Palgrave handbook of global sustainability* (eds. R. Brinkmann), Palgrave Macmillan, 2021.
- Laurent E. et K. Zwickl, « Introduction: political economy of the environment in the century of ecological crises », in *The Routledge handbook of the political economy of the environment* (eds. E. Laurent et K. Zwickl), 1st edition, Routledge, 2021.
- Laurent E. et K. Zwickl, « Conclusion: new frontiers in the political economy of the environment », in *The Routledge handbook of the political economy of the environment* (eds. E. Laurent et K. Zwickl), 1st edition, Routledge, 2021.
- Mac Avay H. et G. Verdugo, « Income inequality and segregation in the Paris metro area (1990-2015) », in *Urban socio-economic segregation and income inequality* (eds. Van Ham M., Tammaru T., Ubareviciene R. et H. Janssen), Springer, pp. 329-345, 2021.
- Madec P. et M. Plane, « La situation des ménages pendant la crise », in *L'économie française 2022* (dir. E. Heyer), Collection : Repères, La Découverte, pp. 92-98, août 2021.
- Masson A. et V. Touzé, « Système universel de retraite : une réforme à l'arrêt définitif », in *L'économie française 2022* (dir. E. Heyer), Collection : Repères, La Découverte, pp. 112-121, août 2021.
- Péléraux H. et M. Plane, « Le tissu productif en France », in *L'économie française 2022* (dir. E. Heyer), Collection : Repères, La Découverte, pp. 64-80, août 2021.
- Péléraux H. et M. Plane, « La situation conjoncturelle : le temps de la reprise », in *L'économie française 2022* (dir. E. Heyer), Collection : Repères, La Découverte, pp. 5-16, août 2021.
- Plane M. et X. Ragot, « Du plan de relance au plan d'investissement : du 'quoi qu'il en coûte' au 'autant que possible' ? », in *L'économie française 2022* (dir. E. Heyer), Collection : Repères, La Découverte, pp. 81-92, août 2021.

- Plane M. et R. Sampognaro, « La place de l'Etat dans l'économie », in *L'économie française 2022* (dir. E. Heyer), Collection : Repères, La Découverte, pp. 34-47, août 2021.
- Ragot X., « Coordination budgétaire : de nouvelles règles ou un changement d'institution ? », in *L'économie européenne 2021* (dir. J. Creel), Collection : Repères, La Découverte, pp. 68-77, avril 2021.
- Ragot X., « Can global capitalism produce global well-being? », in *The well-being transition. Analysis and policy* (ed. E. Laurent), Palgrave Macmillan, pp. 205-206, juin 2021.

Documents de travail

- Allègre G., « Des parasites au paradis ? Revenu universel, minima sociaux et réciprocité », *OFCE Working Paper*, 25, novembre 2021.
- Auray S. et A. Eyquem, « The dispersion of mark-ups in an open economy », *OFCE Working Paper*, 10, mars 2021.
- Aviat A., F. Bec, C. Diebolt, C. Doz, D. Ferrand, L. Ferrara, E. Heyer, V. Mignon et P.A. Pionnier, « Dating business cycles in France: a reference chronology », *OFCE Working Paper*, 18, juillet 2021.
- Barbieri C., M. Guérini et M. Napoletano, « The anatomy of government bond yields synchronization in the Eurozone », *OFCE Working Paper*, 8, mars 2021.
- Battaglia F., A. Galli, E. Laurent, G. Dalla Marchiori, R. Munteanu et C. Sommer, « Five pathways towards health-environment policy in a well being economy », *WeALL Policy Paper*, 2021.
- Bazen S., X. Joutard et H. Périvier, « Measuring the child penalty early in a career: the case of young adults in France », *IZA Institute of Labor Economics Discussion paper*, n° 14763, octobre 2021.
- Blot C., C. Bozou et J. Creel, « Are all central bank asset purchases the same ? Different rationales, different effects », *OFCE Working Paper*, 29, décembre 2021.
- Bontadini F. et A. Saha, « How do we understand participation in global value chains? A structured review of the literature », *OFCE Working Paper*, 1, janvier 2021.
- Boungou W. et P. Hubert, « The channels of banks' responses to negative interest rates », *WP Banque de France*, 837, 2021.
- Bruhn S., T. Grebel et L. Nesta, « The fallacy in productivity decomposition », *OFCE Working Paper*, 27, décembre 2021.
- Caiani A., G. Fagiolo, T. Ferraresi, L. Ghezzi, M. Guérini, F. Lamperti, M. Napoletano, S. Reissi et F. Vanni, « Assessing the economic impact of lockdowns in Italy: a computational input-output approach », *OFCE Working Paper*, 11, avril 2021.
- Camatte H., G. Daudin, V. Faubert, A. Lalliard et C. Riffart, « Global value chains and the transmission of exchange rate shocks to consumer prices », *OFCE Working Paper*, 4, mars 2021.

- Camatte H., G. Daudin, V. Faubert, A. Lalliard et C. Riffart, « Estimating the elasticity of consumer prices to the exchange rate: an accounting approach », *ECB Working Paper*, Series n°2610, octobre 2021.
- Coquet B., « Reclassement des salariés licenciés économiques : velléités et bonnes pratiques », *OFCE Working Paper*, 16, juin 2021.
- Creel J., « Establishing a fiscal dialogue in Europe », *OFCE Working Paper*, 7, mars 2021.
- Dauvin M. et R. Sampognaro, « Dans les coulisses du confinement: modélisation de chocs simultanés d'offre et de demande. Une application au confinement au mois d'avril 2020 en France », *OFCE Working Paper*, 5, mars 2021.
- Degasoeri R., S.S. Hong et G. Ricco, « The global transmission of US monetary policy », *OFCE Working Paper*, 9, mars 2021.
- Dosi G., F. Lamperti, M. Mazzucato, M. Napoletano et A. Roventini, « Mission-oriented policies and the 'Entrepreneurial state' at work: an agent-based exploration », *OFCE Working Paper*, 14, juin 2021.
- Fontanelli L., M. Guérini et M. Napoletano, « International trade and technological competition in markets with dynamic increasing returns », *OFCE Working Paper*, 21, août 2021.
- Gaffard J.L., « La transition écologique : incertitude, irréversibilité et modèle institutionnel », *OFCE Working Paper*, 4, mars 2021.
- Gaffard J.L., E. Palagi, M. Napoletano et A. Roventini, « An agent-based model of trickle-up growth and income inequality », *OFCE Working Paper*, 19, juillet 2021.
- Gaglio C., E. Kraemer-Mbula et E. Lorenz, « Digitalization, innovation and productivity in South African micro and small enterprises », *OFCE Working Paper*, 28, décembre 2021.
- Grebel T., M. Napoletano et L. Nesta, « Distant but close in sight. Firm-level evidence on French-German productivity gaps in manufacturing », *OFCE Working Paper*, 3, février 2021.
- Laurent E., « Construire une protection sociale-écologique : le cas de la France face aux canicules », *OFCE Working Paper*, 17, juin 2021.
- Laurent E., « Climate justice, from top to bottom », *OFCE Working Paper*, 24, novembre 2021.
- Laurent E., « The european social-ecological state beyond economic growth », *ETUI Research Paper, Working Paper 2021.04*, 17 juin 2021.
- Madec P., M. Pucci-Porte et L. Rioux, « Les effets des réformes des dépenses sociales et fiscales consacrées aux enfants depuis 2008 : une évaluation à l'aide de la microsimulation », *OFCE Working Paper*, 10, mars 2021.
- Mathieu C. et H. Sterdyniak, « Vers une réforme des règles budgétaires dans la zone euro ? », *OFCE Working Paper*, 26, novembre 2021.
- Miranda-Agrippino S. et G. Ricco, « Bayesian local projections », *OFCE Working Paper*, 13, mai 2021.
- Ortega J. et G. Verdugo, « Who stays and who leaves? Immigration and the selection of natives across locations », *OFCE Working Paper*, 20, juillet 2021.

Périer H. et G. Verdugo, « Can parental leave be shared? », *OFCE Working Paper*, 6, mars 2021.

Reichlin L., G. Ricco et M. Tarbé, « Monetary-fiscal crosswinds in the European monetary union », *OFCE Working Paper*, 23, octobre 2021.

Autres revues

Adam K., R. Reis, L. Reichlin, G. Ricco, W. J. McKibbin, M. McMahon et B. Weber di Mauro, « The ECB strategy: the 2021 review and its future », *CEPR Report*, 98 pages, septembre 2021.

Allègre G., « Un revenu de base mondial répondrait-il aux objections faites à un revenu de base national ? », *Raisons politiques*, 2021/3, n°83.

Allègre G., « Une révolution du travail ? », *Revue Projet*, 2021/2, n°381.

Atay H., K. Gemzell-Danielsson, J. Guilleminot, D. Hassoun, J. Hottois, R. Gomperts, E. Levrier et H. Périer, « Why women choose at-home abortion via teleconsultation in France : drivers of telemedicine abortion during and beyond the Covid-19 pandemic », *BMJ sexual and reproductive health*, vol. 47, n°4, 2021.

Bauler T., V. Calay, A. Fransolet, M. Joseph, E. Laurent et I. Reginster, « La transition juste en Europe : mesurer pour évoluer », *Cahier de prospective IWEPS*, 6, 2021.

Blot C. et S. Le Bayon, « L'inflation : une obsession allemande ? », *Banque et stratégie*, 399, 2021.

Blot C. et M. Plane, « Politique budgétaire des Etats-Unis et de l'Europe face à la crise : un océan les sépare », *L'économie politique*, 01, pp. 73-87, 2021.

Combe E. et S. Guillou (dir), « Souveraineté économique : entre ambitions et réalités », Les notes de la Fondapol. N°6, 66 pages, janvier 2021.

Cornilleau G. et P. Madec, « Economic growth and material well-being: an attempt at reconciliation », *The Tocqueville Review*, vol. 42, n°1, 2021.

Ducoudré B., et P. Madec, « Les conséquences de la crise sanitaires sur l'emploi en 2020 », *L'économie politique*, 92, pp. 21-31, novembre 2021.

Forsé M. et M. Parodi, « Sentiments de bien-être et de justice sociale », *La Revue Tocqueville*, vol. XLII, n°1, septembre 2021.

Guillou S., « Industrialisation et relocalisation », *Alternatives économiques*, 28 janvier 2021.

Guillou S., « L'innovation au cœur de l'industrie », *Les cahiers français*, n°425, pp. 58-67, janvier-février 2021.

Hubert P., « L'endettement immobilier des ménages influence-t-il la transmission de la politique monétaire au Royaume-Uni ? », *Bulletin de la Banque de France*, 236/2, 2021.

Laurent E., « Human well-being and the biosphere: connecting the dots by connecting the circles », *The Tocqueville Review*, vol. 42, N°1, 2021.

Mathieu C., « Brexit : quel impact économique selon la littérature ? », *Réalités industrielles*, n°1, pp. 9-13, février 2021.

Mathieu C. et H. Sterdyniak, « Brexit : les compromis du 24 décembre 2020 », *Revue diplomatique*, 12ème numéro, janvier 2021.

Nesta L., « Faillites : 2021, année de tous les dangers », *Alternatives économiques*, 28 janvier 2021.

Ragot X., « Un contexte propice pour un vaste plan d'investissement », *Le magazine CFE CGC*, Le grand témoin, n°12, septembre 2021.

Blog

Aldama P., « Quels sont les facteurs de la hausse des dettes publiques en zone euro de 1999 à 2019 ? », *OFCE Le Blog*, 15 mars 2021.

Antonin C., « Une élection allemande placée sous le signe de la transition écologique », *OFCE Le Blog*, 23 septembre 2021.

Auray S. et A. Eyquem, « Dispersion des marges des entreprises à l'international », *OFCE Le Blog*, 30 mars 2021.

Aurissergues E., C. Blot et C. Bozou, « Tensions sur les prix aux Etats-Unis : quel impact de la relance budgétaire américaine ? », *OFCE Le Blog*, 1er décembre 2021.

Battaglia F., A. Galli, E. Laurent, G. Dalla Marchiori et R. Munteanu, « La politique de santé-environnement : priorité d'une renaissance sanitaire mondiale », *OFCE Le Blog*, 18 mai 2021.

Benramdane A., S. Guillou, D. Harrich et Y. Yilmaz, « Innovation and R&D in Covid-19 recovery plans: the case of France, Germany and Italy », *OFCE Le Blog*, 9 février 2021.

Blot C., C. Bozou et J. Creel, « La politique monétaire européenne a-t-elle rempli ses objectifs? », *OFCE Le Blog*, 15 mars 2021.

Blot C., C. Bozou et J. Creel, « La zone euro doit-elle s'en remettre aux Etats-Unis ? », *OFCE Le Blog*, 16 juin 2021.

Blot C., C. Bozou et J. Creel, « La BCE doit-elle s'inquiéter de l'augmentation récente de l'inflation ? », *OFCE Le Blog*, 29 septembre 2021.

Blot C., M. Dauvin et R. Sampognaro, « Mesures d'urgence, revenus et épargne : une analyse du choc sur les ménages », *OFCE Le Blog*, 30 janvier 2021.

Blot C. et P. Hubert, « Dettes publiques : les banques centrales à la rescousse ? », *OFCE Le Blog*, 27 janvier 2021.

Bontadini F. et F. Vona, « Understanding green good specialisation in EU countries: new facts from new data », *Innopaths Blog*, 4 mars 2021.

Coquet B., « Salaire de référence des chômeurs : supprimer le problème ou le résoudre », *OFCE Le Blog*, 12 janvier 2021.

Coquet B., « Crise sanitaire, chômage, inégalités territoriales », *OFCE Le Blog*, 4 mars 2021.

- Coquet B., « Licenciements économiques et reclassement : du CSP au CSP+ », *OFCE Le Blog*, 29 juin 2021.
- Coquet B., « Financement de pôle emploi par l'assurance chômage : une proposition, une révolution », *OFCE Le Blog*, 20 mai 2021.
- Courtioux P. et E. Saliès, « La réforme du crédit impôt recherche sonne-t-elle le glas des coopérations public-privé de R&D ? », *OFCE Le Blog*, 25 mai 2021.
- Creel J., « L'économie européenne 2021 », *OFCE Le Blog*, 15 avril 2021.
- Dauvin M. et R. Sampognaro, « Offre et demande : dans les coulisses des confinements », *OFCE Le Blog*, 14 juin 2021.
- Ducoudré B., « 2021 : embellie attendue sur l'emploi mais pas sur le chômage », *Alternatives économiques Le Blog*, 14 avril 2021.
- Ducoudré B., E. Heyer et P. Madec, « Six mesures d'urgence pour l'emploi et contre la pauvreté », *OFCE Le Blog*, 26 avril 2021.
- Ducoudré B., E. Heyer et P. Madec, H. Péléraux, M. Plane, R. Sampognaro et X. Timbeau, « Perspectives de rentrée pour l'économie française 2021-2022 : la vague de la reprise », *OFCE Le Blog*, 17 septembre 2021.
- Gaffard JL, « Le défi de l'instabilité », *OFCE Le Blog*, 26 mai 2021.
- Gannon F., G. le Garrec et V. Touzé, « Crise de la Covid-19 : le cap des 100 000 morts en France au regard des principaux pays d'Europe de l'ouest », *OFCE Le Blog*, 20 avril 2021.
- Guillou S., F. Marty et J. Pilot, « Sauvetage d'Air France : les contreparties vont-elles compromettre le redécollage de la compagnie », *The Conversation*, 12 avril 2021.
- Guillou S., F. Marty et J. Torregrossa, « La domination de Google dans la publicité : ébranlée mais bien ancrée », *OFCE Le Blog*, 29 juin 2021.
- Heyer E., « Le niveau du PIB est plus important que son taux de croissance », *OFCE Le Blog*, 15 février 2021.
- Laurent E., « COP 26 : les exigences de la transition juste », *OFCE Le Blog*, 10 novembre 2021.
- Laurent E. et P. Malliet, « Climat d'urgence de la justice », *OFCE Le Blog*, 19 avril 2021.
- Le Bayon S. et H. Péléraux, « L'inflation en 2021, un point sans cible ? », *OFCE Le Blog*, 17 décembre 2021.
- Madec P. et H. Péléraux, « Des pertes d'activité durables jusqu'à 2022 selon le panel de l'OFCE », *OFCE Le Blog*, 4 février 2021.
- Madec P., M. Pucci-Porte et L. Rioux, « Les effets des réformes des dépenses sociales et fiscales consacrées aux enfants depuis 2008 », *OFCE Le Blog*, 7 mai 2021.
- Masson A. et V. Touzé, « Heurs et malheurs du système universel de retraite », *OFCE Le Blog*, 19 janvier 2021.
- Mathieu C., « Chine : la course en tête... », *OFCE Le Blog*, 2 février 2021.

Marin G., Popp F. et F. Vona, « Who's ready for the green economy? Measuring skills for the low-carbon transition », *Blog OECD Forum Network*, 18 octobre 2021.

Pérvier H. et M. Pucci, « Réduire significativement le taux de pauvreté des familles monoparentales », *OFCE Le Blog*, 29 juin 2021.

Ragot X., « La 'théorie moderne de la monnaie' est-elle utile ? », *OFCE Le Blog*, 29 avril 2021.

Ragot X., « Faut-il évaluer les programmes des candidats à l'élection présidentielle ? Le rôle des économistes (et de l'OFCE) dans le débat politique », *OFCE Le Blog*, 22 septembre 2021.

Reichlin L., G. Ricco et M. Tarbé, « Fiscal-monetary crosswinds in the euro area », *OFCE Le Blog*, 9 septembre 2021.

Rifflart C., « Espagne : derrière la crise économique et sociale, des opportunités à saisir », *OFCE Le Blog*, 11 février 2021.

Gouvernance et organisation

Cette partie présente les organes de gouvernance l'OFCE qui arrêtent les programmes de travail et fixent les orientations. Les capacités de recherche reposent sur une équipe de chercheurs et chercheuses disposant d'un support administratif.

Gouvernance

L'OFCE comprend un conseil dénommé, conseil de l'OFCE, un comité d'évaluation scientifique et un comité de direction¹.

Le conseil de l'OFCE, sous l'autorité du président, arrête le programme de travail pour l'année en cours et évalue la réalisation du programme de l'année précédente. Il veille à l'indépendance des travaux de l'OFCE et émet un avis sur le budget de l'OFCE.

Composition du Conseil de l'OFCE présidé par Xavier RAGOT

Philippe AGHION, Titulaire de la Chaire Economie des institutions, de l'innovation et de la croissance, Collège de France

Jean-Louis BEFFA, Président d'honneur, Saint-Gobain

Sandrine DUCHENE, Chargée de mission DG, Crédit Mutuel

Jean-Paul FITOUSSI, Professeur émérite, IEP de Paris

Sébastien JEAN, Directeur, CEPII

Gilles de MARGERIE, Commissaire général, France Stratégie

Philippe MARTIN, Président délégué, CAE, Professeur et membre du département d'économie, Sciences po

Emmanuel MOULIN, Directeur général du Trésor

Jean-Luc TAVERNIER, Directeur général, INSEE

Frédérique VIDAL, ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

François VILLEROY de GALHAU, Gouverneur, Banque de France

Le comité d'évaluation scientifique de l'OFCE évalue les travaux et les publications de l'OFCE. Il transmet un avis une fois par an au conseil de l'OFCE.

Composition du comité d'évaluation scientifique de l'OFCE présidé par Franck Portier

François BOURGUIGNON, Professeur émérite, PSE

Selma MAHFOUZ, Inspection générale des finances

Philippe MARTIN, Président délégué du CAE, Professeur et membre du département d'économie, Sciences po,

Franck PORTIER, Professeur UCL, Chercheur TSE

Jean-Luc SCHNEIDER, Rédacteur en chef, Trésor Eco, DGT

Kathleen SCHUBERT, Professeure, PSE et Université Paris 1 Sorbonne

¹ Au 01/01/2021.

Le comité de direction, sous l'autorité du président, fixe les orientations stratégiques et prend les décisions opérationnelles relatives au fonctionnement et à la gestion de l'OFCE.

Composition du Comité de direction de l'OFCE présidé par Xavier RAGOT

Jérôme CREEL, Directeur du Département des études

Estelle FRISQUET, Directrice exécutive

Sarah GUILLOU, Directrice du département recherche, innovation et concurrence (DRIC)

Éric HEYER, Directeur du département analyse et prévision (DAP)

Xavier TIMBEAU, Directeur principal

L'équipe

Guillaume ALLÈGRE, Économiste, Département des études,
Corinne ALLOUCH, Assistante du président
Céline ANTONIN, Économiste, DAP
Stéphane AURAY, Chercheur associé
Elliot AURISSERGUES, Économiste, DAP
Zakaria BABUTSIDZE, Économiste, DRIC
Christophe BLOT, Directeur adjoint, DAP
Sébastien BOCK, Économiste, DRIC
Caroline BOZOU, Économiste, Département des études
Jérôme CREEL, Directeur du département des études
Magali DAUVIN, Economiste, DAP
Laurence DUBOYS-FRESNEY, Secrétaire de rédaction
Bruno DUCOUDRÉ, Économiste, DAP
Aurélien EYQUEM, Chercheur associé
Amel FALAH, Statistiques/Base de données, DAP
Maxime FOREST, Politiste, Programme PRESAGE, Département des études
Estelle FRISQUET, Directrice exécutive
François GEEROLF, Économiste, Département des études
Frédéric GANNON, Chercheur associé, Département des études
Sarah GUILLOU, Directrice, DRIC
Meriem HAMDİ-CHERIF, Économiste, DAP
Éric HEYER, Directeur, DAP
Claudine HOUDIN, Assistante, DRIC
Paul HUBERT, Chercheur associé, Département des études
Maurizio IACOPETTA, Économiste, DRIC
Xavier JOUTARD, Chercheur associé, DAP
Gissela LANDA, Économiste, DAP
Éloi LAURENT, Économiste, Département des études
Sabine LE BAYON, Économiste, DAP
Gilles LE GARREC, Économiste, Département des études
Sylvie LE GOLVAN, Responsable de la communication
Josyane LE GUIFFANT, Assistante de la directrice exécutive

Sandrine LEVASSEUR, Économiste, Département des études
Nicolas LERON, Chercheur associé, Département des études
Pierre MADEC, Économiste, DAP
Paul MALLIET, Économiste, DAP
Catherine MATHIEU, Économiste, DAP
Benjamin MONTMARTIN, Économiste, DRIC
Najette MOUMMI, Responsable de production
Mauro NAPOLETANO, Chercheur associé, DRIC
Lionel NESTA, Chercheur associé, DRIC
Nathalie OVIDE, Assistante, DAP
Maxime PARODI, Économiste, Département des études
Hervé PÉLERAUX, Économiste, DAP
Hélène PÉRIVIER, Économiste, Département des études ; Directrice du Programme PRESAGE
Michele PEZZONI, Chercheur associé, DRIC
Mathieu PLANE, Directeur adjoint, DAP
Muriel PUCCI, Chercheuse associée, Département des études
Xavier RAGOT, Président
Frédéric REYNÈS, Chercheur associé, DAP
Giovanni RICCO, Chercheur associé Département des études
Valérie RICHARD, Assistante, Département des études
Christine RIFFLART, Économiste, DAP ; Responsable des *Policy Brief*
Évens SALIÈS, Économiste, DRIC
Raul SAMPOGNARO, Économiste, DAP
Francesco SARACENO, Directeur adjoint, Département des études
Xavier TIMBEAU, Directeur principal
Vincent TOUZÉ, Économiste, Département des études ; Rédacteur en chef des publications de l'OFCE
Violette TOYE, Responsable administrative, PRESAGE
Tania TREIBICH, Chercheuse associée, DRIC
Isabelle VAN QUANG, Responsable éditorial, Webmaster
Grégory VERDUGO, Chercheur associé, Département des études
Francesco VONA, Économiste, DRIC

L'OFCE a accueilli 15 stagiaires en 2021 :

Cassandra BORDELET (ENS Paris Saclay) ; François CHEREL (Université de Poitiers) ; Martin CHOPARD (Université Paris Dauphine) ; Omar COULIVALY (IFE) ; Marc Antoine FAURE (Université Paris Dauphine) ; Eloi FOUCAULT (ENS Paris Saclay) ; Arij HAMOUDA (IEP Paris) ; Emeline LE HIR (ENS Paris Saclay) ; Maixent MORIN (ENS Paris Saclay) ; Paloma PELIGRY (ENS Paris Saclay) ; Côme POIRIER (Ecole Polytechnique) ; Bastien REBENA (IEP Paris) ; Marie ROYAL (IEP Paris) ; Jeanne TORREGROSSA (Université de Toulouse) ; Marie TRUFFIER-BLANC (ENS Paris Saclay).

Rendez-vous scientifiques, médias et partenariats

L'OFCE est aussi un lieu de débats, des rendez-vous réguliers séquentent son actualité scientifique. Ainsi, des séminaires, journées d'études et des conférences de presse ont été organisés en 2021. Cette partie dresse un bilan de la présence de l'OFCE et des chercheurs dans les médias. La recherche repose aussi sur des partenariats scientifiques et des réseaux européens.

Séminaires¹

Les séminaires de l'OFCE ont lieu le mardi de 11h30 à 12h30 et sont un évènement scientifique permettant la présentation de travaux de recherche en cours et contributions scientifiques de haut niveau de chercheurs français et étrangers. Les séminaires sont le plus souvent ouverts au public et permettent un échange de qualité. Les thématiques couvertes sont nombreuses : macroéconomie, finances publiques, marché de l'emploi, fiscalité, inégalités, environnement, etc.

1 décembre 2021	Marcello Messori « Euro area policy mix : from horizontal to vertical coordination »
16 novembre 2021	Flore Cornuet et Gabriel Buresi (INSEE) « Estimation avancée du taux de pauvreté monétaire et des indicateurs d'inégalités en 2020 »
26 octobre 2021	Benoît Mojon (Banque des règlements internationaux) « Fiscal and monetary policy interactions in a low interest rate world »
12 octobre 2021	Jean Pisani-Ferry (Sciences po et IUE) « Climate policy is macroeconomic policy, and the implications will be significant »
28 septembre 2021	Mouez Fodha (PSe) « Mitigation, adaptation and public finance »
21 septembre 2021	Samuel Delpuech (Sciences po) « Productivity slowdown and MNEs' intangibles : where is productivity measured ? »
14 septembre 2021	Grégory Verdugo (Université Evry Val-d'Essonne) « Do politicians shape the electorate ? Evidence from French municipalities »
29 juin 2021	Stéphane Lhuissier (Banque de France) « The dynamic effects of the ECB's asset purchases : a survey-based identification »
22 juin 2021	Emmanuel Combet (ADEME) « Valeur du carbone équitable : comment articuler objectifs socioéconomiques et action pour le climat ? »
25 mai 2021	Pauline Carry (CREST) « Employment effects of restricting fixed-term contracts : theory and evidence »

¹ Organisateur/Contact : Elliot Aurissergues (elliott.aurissergues@sciencespo.fr) et Caroline Bozou (caroline.bozou@sciencespo.fr)

18 mai 2021	Grégory Ponthière (UCL) « Optimal lockdown and social welfare »
11 mai 2021	Olivier Loisel (CREST) « A model of post-2008 monetary policy »
13 avril 2021	Michele Pezzoni (Université Côte d'Azur) « What matters in funding : the value of research coherence and alignment in evaluators' decisions »
30 mars 2021	Laurent Ferrara (Skema Business School) « High-frequency monitoring of growth-at-risk »
29 mars 2021	Giovanni Ricco (Univ. Of Warwick et OFCE) « The global transmission of US monetary policy »
2 février 2021	Martin Ellison (Oxford) « The economic impact of recession announcements »
26 janvier 2021	Julia Cagé (Sciences po) « It takes money to make MPs : new evidence from 150 years of British campaign spending »
19 janvier 2021	Mathias André (INSEE) « Patrimoine immobilier et taxe foncière : étude des effets redistributifs sur données françaises exhaustives »
12 janvier 2021	Adrien Matray (Princeton) « Bank deposits and redistributive effects of monetary policy »
5 janvier 2021	Branko Milanovic (CUNY) « Le capitalisme sans rival »

Les rendez-vous de l'OFCE²

Rendez-vous incontournables de la presse française, européenne et internationale, les conférences de presse de l'OFCE, virtuelles pour cause de pandémie, sont un lieu d'échange et de confrontation des analyses sur les grandes questions économiques entre les chercheur.e.s de l'OFCE et les journalistes. Les journées d'études/Workshop constituent des lieux de présentation des travaux scientifiques de recherche en cours.

27 janvier 2021	Conférence de presse/Présidence Plus ou moins de dette publique en France ?
5 février 2021	Séminaire LIEPP/PRESAGE Crise sanitaire, confinement et inégalités de genre au travail
14 avril 2021	Conférence de presse/DAP Perspectives économiques 2021-2022
3 juin 2021	Séminaire/DRIC Droit et économie de la concurrence dans le numérique
01 juillet 2021	Webinar On Marcello Messori's book : Recovery pathways. The difficult Italian convergence in the Euroe area
11 octobre 2021	Séminaire OFCE Debtwatch, l'observatoire de la dette publique, une web application pour simuler la dette publique
13 octobre 2021	Conférence de presse/DAP Perspectives économiques 2021-2022
19 novembre 2021	Observatoire Français des Comptes Nationaux (OFCN)
7-8 décembre 2021	Workshop on empirical monetary economics 2021
14 décembre 2021	Conférence climat/OFCE Quels investissements pour le prochain quinquennat ? / OFCE/IDDRI/I4CE

² Contact : Sylvie le Golvan, Responsable de la communication (sylvie.legolvan@sciencespo.fr)

Médias³

En 2021, les chercheur.e.s de l'OFCE sont intervenus 4 121 fois dans les médias : presse écrite, audiovisuel et internet. En 2021, les médias ont parlé de l'OFCE plus de 10 fois par jour.

Les chercheur.e.s de l'OFCE sont sollicité.e.s pour donner leur point de vue dans la presse écrite. Ils sont les invités réguliers des émissions qui comptent dans les débats de politique économique, animées par les journalistes les plus percutants :

- sur les radios du service public : France culture (les Matins, Entendez-vous l'éco), France inter (Le 7/9, On n'arrête pas l'éco), France Info (L'invité Eco, deux points l'éco) , RFI (Eco d'ici Eco d'ailleurs) et autres : Europe 1, RTL, RMC
- sur les plateaux des chaînes de télévision, France 2, France 3, France 5 (C'est à vous, C'dans l'air), M6, Arte (le 28 minutes) Canal + ; et d'information continue : BFM Business-BFMTV (Les Experts, C'est votre argent, Le grand journal de l'éco), C News (Carrefour de l'info), TF1-LCI, France 24 (La semaine de l'éco, Le journal de l'éco, Le gros mot de l'éco)
- dans les émissions grand public de débat du service public et sur les chaînes des assemblées parlementaires : Public Sénat, LCP Assemblée nationale
- sur les médias internet .fr : boursorama.com (Ecorama), sur les sites d'information et blogs divers
- dans les grands médias de la presse écrite nationale : tribunes et interviews dans Le Monde, les Echos, Libération, The Conversation, L'Express, Challenges, Capital...et dans les grands titres de la presse régionale.

Chaque année, en janvier, les chercheur.e.s de l'OFCE s'expriment, à travers des contributions sur les sujets qui font ou feront débat, dans le Hors-Série : « L'état de l'économie » d'*Alternatives Économiques*, en partenariat avec l'OFCE.

³ Contact : Sylvie le Golvan, Responsable de la communication (sylvie.legolvan@sciencespo.fr)

Partenariats⁴

5 juin 2020



17th Euroframe : Conference on Economic Policy in the European Union

« Climate change : economic implications, tools and challenges for policy-makers in Europe »

13-16 octobre 2020



OFCE partenaire de la 8^{ème} édition du Printemps de l'économie

« Guerres et paix. Quels combats pour un monde plus solidaire ? »

17 novembre 2020



OFCE partenaire des Journées de l'économie (JECO)

« Le progrès ensemble »

⁴ Contact : Sylvie le Golvan, Responsable de la communication (sylvie.legolvan@sciencespo.fr)

Activités contractuelles 2021

Type de financement	Convention de recherche	Début du contrat	Fin du contrat	Objet de l'étude
International	PNUD Tunisie	29/01/2019	28/02/2021	Etude portant sur les impacts économiques de la levée des subventions énergétiques et l'introduction d'une taxe carbone pour alimenter les ressources du Fonds de Transition Energétique en Tunisie.
Européen	GROWINPRO <i>Growth Welfare Innovation Productivity</i>	01/01/2019	30/06/2022	Analyse détaillée des causes de la performance de croissance en Europe au cours des dernières décennies et, en particulier, après la grande récession afin de solutions politiques visant à rétablir une croissance économique durable et inclusive, en accordant une attention particulière à la fois à la demande et à l'offre.
Européen	SUPERA <i>Supporting the Promotion of Equality in Research and Academia</i>	01/06/2018	31/05/2022	Soutien la promotion de l'égalité dans la recherche et le monde universitaire.
Européen	INNOPATH <i>Innovation pathways, strategies and policies for the Low-Carbon Transition in Europe</i>	01/12/2016	01/07/2021	Etude portant sur les ambitions de décarbonisation de l'UE et sur les impacts économiques, sociaux et environnementaux auxquels ils sont susceptibles de mener.
Européen	RESET <i>Redesigning Equality and Scientific Excellence Together</i>	01/01/2021	31/12/2024	Evaluation des actions de promotion de l'égalité dans la recherche et le monde universitaire.

Européen	Monetary Experts Panel - Parlement européen Contrat-cadre avec le Parlement européen (Direction des affaires économiques et monétaires)	01/09/2020	30/06/2025	Analyse critique et indépendante de la politique monétaire de la BCE et évaluation de l'intégration économique et monétaire de l'UE.
National	AFD PRESAGE	30/11/2020	31/12/2021	Généalogie et analyse des discours relatifs à l'articulation entre « genre » et « climat » dans une perspective d'aide au développement.
National	Medef	01/06/2021	15/11/2021	Simulation de l'introduction d'un mécanisme d'ajustement carbone sur l'économie française
National	AFD PRESAGE	16/12/2021	30/03/2023	Approche des Communs au prisme du Genre à partir d'une revue systématique des productions académiques et d'autres formes de savoirs consacrées aux communs dans les domaines de l'économie, de la sociologie, de l'anthropologie, du droit et des sciences politiques.
National	Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Énergie	25/11/2020	25/11/2021	Etude sur l'amélioration de la spécification et de la calibration du modèle ThreeME.
National	ANR PRODIGE	01/10/2017	31/08/2022	Projet de Recherche Sur les Orchestres, les Discriminations et le Genre.

National	Fédération Nationale des Travaux Publics	01/02/2021	31/10/2021	Etude portant sur : - Investissements publics, travaux publics et transition écologique - Investissement public : enjeux européens
National	Haut conseil pour le financement de la protection sociale (HCFiPS)	01/06/2021	30/09/2021	Etude portant sur les impacts économiques et sociaux de diverses mesures susceptibles d'être envisagées dans une stratégie de redressement des comptes sociaux
National	France Stratégie	21/05/2021	21/01/2022	Etude portant sur l'évaluation ex post de la bascule du CICE par une méthode hybride et l'utilisation des comptes de branche.
National	Défenseur des Droits	18/11/2020	27/04/2022	Etude portant sur les discriminations économiques à l'accès des ménages pauvres au parc locatif social.
National	MESRI	14/05/2020	31/12/2021	Impact des choix de recherche publique sur l'innovation en France.

Activités scientifiques des économistes

En plus des publications, ce sont toutes les activités menées par les économistes de l'OFCE : participation à des séminaires et conférences, animation de collectif de recherche, enseignement, participation à des instances de gouvernance mais aussi à des débats de société.

GUILLAUME ALLÈGRE : Économiste senior, Département des études ; Rédacteur en chef du blog et des *Policy briefs* de l'OFCE¹

➤ **Thèmes de recherche**

Inégalités et politiques publiques

➤ **Séminaires, conférences**

- Sciences Po – Journée d'études Defisc – 10 décembre 2021 : « Pourquoi des crédits d'impôt pour travailleurs pauvres ? »
- Université Libre de Belgique – Colloque Impôt négatif - 26 novembre 2021 : « Les expériences d'impôt négatif ».
- Auditions au Sénat (3 mars) et à l'Assemblée nationale (30 Septembre) sur la lutte contre la pauvreté.

CÉLINE ANTONIN : Économiste senior, DAP ; Chercheure associée au Collège de France

➤ **Thèmes de recherche**

Allemagne, Grèce, Economie numérique, union bancaire, fiscalité du capital, zone euro, pétrole

➤ **Séminaires, conférences**

- Sciences Po, conférence-débat, The power of creative destruction, janvier 2021
- NBER, *Economics of Artificial Intelligence Conference*, panéliste, septembre 2021
- JECO : « Le mystère de la productivité » et « La Chine et l'Occident : l'inévitable affrontement ? »

➤ **Enseignement**

- Sciences Po, "Economics of innovation", cours électif (en anglais), Master 1, Ecole du Management et de l'innovation
- Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, "Management de l'innovation et des technologies", cours magistral, Master 2 Management de l'innovation avec F. Pratlong et P. Peureux

ÉLLIOT AURISSESGUES² : Économiste, DAP ; Co-responsable du séminaire de l'OFCE

➤ **Thèmes de recherche**

Modélisation macroéconomique, anticipations dans les modèles macroéconomiques, infrastructure logicielle des modèles macroéconomiques, maquette de simulation de dette publique, conjoncture macroéconomique aux Etats-Unis et en zone euro.

STÉPHANE AURAY : Chercheur associé à l'OFCE ; Professeur et directeur du département d'économie à l'ENSAI ; Co-éditeurs *Annals of economics and statistics*, éditeur associé *European economic review*

➤ **Thèmes de recherche**

Macroéconomie

➤ **Séminaires, conférences**

- National University of Singapour

➤ **Enseignement**

- Introduction à l'économie, questions macroéconomiques contemporaines, macroéconométrie

ZAKARIA BABUTSIDZÉ : Économiste, DRIC

➤ **Thèmes de recherche**

Économie de la consommation

¹ Jusqu'au 30/11/2021.

² CDD au 31/12/2021

➤ **Séminaires, conférences**

- Symposium on statistical challenges in electronic commerce research (online)
- Hawai international conference on system sciences, HICSS-54 (online)

➤ **Enseignement**

- Digital and economics (Skema Business School)
- Statistics (Skema Business School)

CHRISTOPHE BLOT : Directeur adjoint, DAP ; Professeur associé à l'Université de Paris Nanterre ; Responsable du pôle de recherche « Macroéconomie monétaire et financière »

➤ **Thèmes de recherche**

Prévision zone euro, politique monétaire, gouvernance de la zone euro, stabilité financière

➤ **Séminaires, conférences**

- Les Etats-Unis vers la surchauffe ?, IFRI, 9 décembre 2021
- La révision stratégique de la BCE : quels résultats?, Webinaire, Veblen Debrief
- The asymmetric effects of monetary policy on stock price bubbles, séminaire de recherche CRIEF, Université de Poitiers, 11 mars 2021

➤ **Enseignement**

- Central Bank Watching, cours-séminaire 24h Master 2, Banques et marchés financiers et Instabilités financières ; crises de change, cours-séminaire 24h Master 2, Gestion des actifs et économie monétaire internationale, cours 21h Master 2 (Université de Paris Nanterre)
- La politique budgétaire après la crise, cours 3h Master 1 (Université de Besançon)

SÉBASTIEN BOCK : Économiste, DRIC

➤ **Thèmes de recherche**

Marché du travail, politiques publiques, économétrie, macroéconomie

➤ **Séminaires, conférences**

- EALE Annual Conference, Université de Padoue, Italie
- 25th Spring Meeting of Young economists, Université de Bologne, Italie
- ILB Rising talents in Finance and insurance, Paris.

CAROLINE BOZOU³ : Économiste, Département des études ; co-responsable du séminaire de l'OFCE

➤ **Thèmes de recherche**

Macroéconomie monétaire et bancaire, économie européenne

➤ **Enseignement**

- Université Panthéon-Assas, Paris 2 : Économie monétaire, niveau L2

JÉRÔME CREEL : Directeur du Département des études ; Professeur associé d'économie à ESCP

➤ **Thèmes de recherche**

Economie européenne, politique économique, macroéconomie

➤ **Séminaires, conférences**

- ACDD Conference, Université de Strasbourg, 19 mai 2021 (Keynote, *online*)
- Congrès de l'AFSE, Université de Lille, 8 juin 2021 (*online*)
- Conférence GDRE Monnaie banque finance, Banque de France, 17 juin 2021 (*online*)
- Conférence Ecomod, Université Milan-Bicocca, 8 juillet 2021 (*online*)
- Monetary Dialogue Preparatory Meeting, Parlement européen, 14 septembre 2021 (*online*)

³ CDD au 30/06/2022.

- Conférence CERALE-EGADE (Mexique), 23 septembre 2021 (*online*)
- Conférence, Université de Cracovie, 24 septembre 2021 (*online*)
- Conférence, Centre Scientifique de l'Académie Polonaise des Sciences, Paris, 18 octobre 2021
- Conférence, JECO, 3 novembre 2021 (*online*)
- Séminaire organisé par l'équipe de l'Initiative francophone nationale de Lettonie : Chancellerie de l'Etat letton et l'Ecole d'administration publique de Lettonie avec le soutien de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), 16 novembre 2021 (*online*)
- Conférence, Université de Strasbourg, ERMEES, 3 décembre 2021 (Keynote)
- FEPS Recovery Watch Kick-off meeting, 14 décembre 2021 (*online*)

➤ **Enseignement**

- ESCP : International macroeconomics (MiM, 30h), Monetary policy in good and bad Times (MiM, 15h), Economie monétaire (MiM, 30h), Conjoncture et politique économique (MiM, 15h), Macroeconomics (EMBA, 12h), European talks (EMBA, organisation et animation de 3 webinars entre février et mars 2021), European Seminar (EMBA, organisation, animation et intervention du 11 au 13 octobre 2021)
- Université de Fribourg : cours de 2h sur la gouvernance économique de la zone euro (11 mai 2021, *online*)
- Université de Lille : suffragant lors de la soutenance de thèse de Nicolas Ooghe (6 décembre 2021)
- IGDPE : formation sur la zone euro (25 novembre 2021)

MAGALI DAUVIN : Économiste, DAP

➤ **Thèmes de recherche**

Modèles entrée-sorties

➤ **Séminaires, conférences**

- Séminaire OFCE, conférence AFSE 2021

BRUNO DUCOUDRÉ⁴ : Économiste, DAP ; Responsable du Pôle de recherche « Modélisation de l'économie française et de son environnement international »

➤ **Thèmes de recherche**

Modèles macroéconomiques, marché du travail, conjoncture France

➤ **Séminaires, conférences**

- “Les effets macroéconomiques des leviers d'équilibrage de la protection sociale, 10 variantes à partir du modèle e-mode.fr de l'OFCE”, HCFIPS, 2 septembre 2021.

➤ **Enseignement**

- Macroéconomie et conjoncture, Université de Franche-Comté, 7 janvier et 22 octobre 2021, M2 Eco Banque et finance, M2 éco ingénierie

AURÉLIEN EYQUEM : Chercheur associé à l'OFCE ; Professeur des Universités à l'Université Lumière Lyon 2 ; Membre junior de l'Institut Universitaire de France

➤ **Thèmes de recherche**

Macroéconomie internationale, cycles, politiques économiques, inégalités

➤ **Séminaires, conférences**

- PSE Macrodays, IMAC Workshop, PANORisk
- Séminaires CRETS (Paris-Saclay), Séminaire du groupe de travail Fisvalités, University of British Columbia (Vancouver)

⁴ Jusqu'au 24/11/2021 puis chercheur affilié à l'OFCE.

➤ **Enseignement**

- Macroéconomie avancée (Master 2 Economics and Finance, Université Lyon 2)
- Conjoncture et politique économique (Master 1 MBFA, Université Lyon 2)

FRÉDÉRIC GANNON : Chercheur associé à l'OFCE ; Maître de conférences à l'Université du Havre

➤ **Thèmes de recherche**

Économie du vieillissement, financement des systèmes de retraite

FRANÇOIS GEEROLF : Économiste, Département des études

➤ **Thèmes de recherche**

Macroéconomie, politique économique

SARAH GUILLOU : Directrice du DRIC

➤ **Thèmes de recherche**

Économie industrielle internationale, économie des politiques publiques

➤ **Séminaires, conférences**

- 08/03/2021 Rapporteur de « Vulnérabilité des approvisionnements français » de C. Bonneau (DGE), Atelier Banque de France/CEPII
- 27/04/2021 : Audition cour des comptes sur politique industrielle
- 17/05/2021 : Souveraineté numérique, Conférence Chaire Digital Governance and Sovereignty SciencesPo avec Erwan Le Noan et Frédéric Marty
- 12/10/2021, Journées nationales du management, ESCP, Débat sur la Désindustrialisation - relocalisation
- 12/2021 : Conférence sur le Cloud souverain, Conférence Chaire Digital Governance and Sovereignty SciencesPo
- 12/2021 : Inomix, Université de Nanterre, Débat-video sur la Désindustrialisation avec Nadine Levratto

➤ **Enseignement**

- Public Policies – 38 h Campus MOM Sciencespo
- International Economics 48 h Campus MOM Sciencespo

MERIEH HAMDY-CHERIF : Économiste, DAP

➤ **Thèmes de recherche**

Environnement

➤ **Séminaires, conférences**

- Assessing economic and environmental effects of deep decarbonisation pathways in Tunisia, IAMC, décembre 2021
- Status and prospects for carbon pricing in Europe. The EU ETS (avec P. Malliet), Harvard et Sciences po, mars 2021
- Assessing short-term and long-term economic and environmental effects of the Covid-19 crisis in France, Lunch Seminar OFCE (février 2021) ; Cired (ars 2021) ; AFSE (juin 2021) ; EAERE (juin 2021) ; GTAP (juin 2021)

➤ **Enseignement**

- Energy economics (24h), Master PSIA Sciences po
- Modélisation prospective "Economie-énergie-climat", /Payasage des modèles et analyse de scénarios. (3h) UE "Economie de la transition environnementale" (ECOTRANS), Sorbonne Université

- Enjeux énergétiques de la transition CNAM (2h)
- Aligning development energy and climate, ENGREF AgroParisTech ("h) + ENSTA (3h)

ÉRIC HEYER : Directeur du DAP

➤ **Thèmes de recherche**

Conjoncture internationale et française, marché du travail, modélisation macroéconomique

PAUL HUBERT⁵ : Chercheur associé à l'OFCE ; Économiste-chercheur Banque de France

➤ **Thèmes de recherche**

Macroéconomie, politique monétaire

➤ **Séminaires, conférences**

- "The Distribution of Households' Indebtedness and the Transmission of Monetary Policy"

GDRE 2021

IAAE 2021

- "Are all ECB asset purchases the same? Different rationales, different effects"

OFCE seminar

BdF – SAMIC seminar

BdF – Atelier DGSEI

Séminaire INSEAD/Collège de France

➤ **Enseignement**

- Université de Nice Côte d'Azur: IDPE/UCA – Empirical issues in monetary economics (10h)
- Université de Bourgogne Franche-Comté: M2 – Politique monétaire de la zone euro (3h)

MAURIZIO IACOPETTA : Économiste senior, DRIC ; Professeur d'économie SKEMA Business School

➤ **Thèmes de recherche**

Economic Growth, Innovation, Corporate Governance, Money and Search

XAVIER JOUTARD : Chercheur associé à l'OFCE ; Professeur de Sciences-Economiques à Aix-Marseille Université, Directeur Adjoint du LEST, Membre Associé de l'AMSE

➤ **Thèmes de recherche**

Économie du travail, politiques de l'emploi, méthodes d'évaluation, économétrie, formation

➤ **Enseignement**

- Responsable du parcours mathématiques économie de la licence MIASHS en 2021 à la FEG d'Aix-Marseille Université
- Chargé d'enseignement de 240h (EQTD) en 2021 à la FEG d'Aix-Marseille Université

GISSELA LANDA : Économiste, DAP ; Responsable du *Lunch Seminar* à l'OFCE

➤ **Thèmes de recherche**

Modélisation macroéconomique, économie climatique et environnementale, économie du développement

➤ **Séminaires, conférences**

- Atelier : « Appui à la tarification carbone pour la mise en œuvre de la NDC et la transition bas carbone en Tunisie » - 17 février 2021, "Evaluation macroéconomique des Instrument de Tarification Carbone avec modèle ThreeME - Tunisie"
- 11 ateliers de formation virtuel dans le cadre du projet Stratégie Nationale Bas Carbone en Tunisie (SNBC)

⁵ Chercheur associé depuis le 15/03/2021.

ÉLOI LAURENT : Économiste senior, Département des études ; Professeur invité, Stanford University ; Professeur, PSIA, Sciences Po ; Responsable du module « Economie politique du développement soutenable », Ponts Paris Tech

➤ **Thèmes de recherche**

Social-écologie, nouveaux indicateurs de bien-être, résilience et soutenabilité, transition juste, pleine santé, coopération et confiance, économie territoriale

➤ **Séminaires, conférences**

- INED, INRAE, IWEPS, Ministère de la transition écologique

➤ **Enseignement**

- Building well-being policies, PSIA/Sciences Po
- Economie politique du développement soutenable, Ponts Paris Tech

SABINE LE BAYON : Économiste, DAP

➤ **Thèmes de recherche**

Japon

GILLES LE GARREC : Économiste, Département des études ; Co-responsable avec Vincent Touzé du Pôle de recherche « Enjeux économiques du vieillissement démographique ECONAGE » ; Responsable du séminaire OFCE (mars-octobre 2021)

➤ **Thèmes de recherche**

Vieillesse et politiques redistributives

➤ **Séminaires, conférences**

- Les politiques du vieillissement, avec F. Gannon et V. Touzé, OFCE Lunch Seminar, 18 octobre 2021.

NICOLAS LÉRON⁶ : Chercheur associé à l'OFCE

➤ **Thèmes de recherche**

Intégration européenne, théorie de la démocratie, théorie de la souveraineté

➤ **Séminaires, conférences**

- Séminaire "Théorie politique de l'Europe" (CEVIPOF-OFCE), coanimé avec Alexandre Escudier et Jérôme Creel
- Colloque "Nouvelles fractures pandémiques" (CEVIPOF), coorganisé avec Alexandre Escudier, 9 et 10 décembre 2021 (Sciences Po)
- Colloque « Souveraineté et néolibéralisme », MSH Alpes, Grenoble, 4 et 5 octobre 2021, Intervention : « Souveraineté et néolibéralisme au prisme de l'intégration européenne »

SANDRINE LEVASSEUR : Économiste, Département des études

➤ **Thèmes de recherche**

Questions européennes (intégration, investissement direct, pays d'Europe centrale et orientale, union bancaire, convergence)

Logement (foncier, prix de l'immobilier, logement social, mixité sociale)

⁶ Chercheur associé depuis le 01/11/2021.

PIERRE MADEC : Économiste, DAP ; Membre du HCFEA ; Membre du Conseil scientifique d'IDHEAL

➤ **Thèmes de recherche**

Économie française, logement, inégalités

➤ **Séminaires, conférences**

- "La redistribution et sa mesure", Séminaire Fourgeaud, 3 mars 2021
- Les entretiens d'Inxausea, Bunus, 27 août 2021.
- Congrès HLM, Bordeaux, septembre 2021
- "Les inégalités sont-elles inéluctables", Bordeaux, 9 décembre 2021

➤ **Enseignement**

- Logement et politiques publiques, Université Paris 1
- L'économie dans la ville, Sciences Po Paris

PAUL MALLIET : Économiste, DAP

➤ **Thèmes de recherche**

Modélisation macroéconomique, fiscalité environnementale, climat, énergie

➤ **Séminaires, conférences**

- "Empirical estimates of the elasticity of substitution of a KLEM production function without nesting constraints: the case of the variable output elasticity-Cobb Douglas", Poster paper session; Conférence IAMC 2021; Conférence EAERE 2021
- Sciences po Harvard joint seminar: Prospects for carbon pricing in Europe and the United States, mars 2021.

➤ **Enseignement**

- Theory and reality of environmental economics, Challenges and perspectives, Sciences po, 24h (avec M. Hamdi-Cherif), 2021

CATHERINE MATHIEU : Économiste, DAP

➤ **Thèmes de recherche**

Prévision et questions internationales-Chine, commerce mondial – Royaume-Uni, questions européennes)

➤ **Séminaires, conférences**

- « Brexit : Quelles conséquences économiques pour l'Europe ? », Conférence HEIP (Hautes études internationales et politiques), Paris (distanciel), 5 janvier 2021.
- Table ronde sur le Brexit, Commission des Affaires européennes de l'Assemblée nationale, Paris (distanciel), 10 février 2021.
- Réunion AIECE (distanciel), 11 février 2021.
- « Brexit et économie : qui sont les grands perdants de ce divorce ? », Conférence de « La Quinzaine du Brexit », Mouvement européen France, Université populaire européenne de Grenoble et Observatoire du Brexit, Lyon (visio-conférence), 2 mars 2021.
- « From Margaret Thatcher to Boris Johnson: Neoliberalism in the UK, 42 years later », Conférence invitée, Session plénière, Colloque « Le néolibéralisme anglo-américain des années 1980 – Construction, évolution et mondialisation d'un paradigme/modèle à la fin du XXe siècle », Université de Tours (distanciel), 15- 16 mars 2021.
- « Brexit : l'accord du 24 décembre, quelles conséquences économiques ? » Conférence Institut d'Études de Géopolitique Appliquée, Paris (distanciel), 8 avril 2021.
- Réunion sur la mise en œuvre de l'accord de retrait UE-Royaume-Uni, organisée par l'Ambassade d'Irlande en France, Paris (distanciel), 15 avril 2021.

- « L'économie britannique post-covid et post-brexit », Conférence du Cercle Franco-Britannique Sciences Po Alumni, Paris (distanciel), 15 avril 2021.
- « Brexit, retour sur un divorce... », Conférence Association Europe Ensemble, Blois (distanciel), 29 avril 2021.
- AIECE Spring meeting (distanciel), 28 mai 2021.
- 18e Colloque EUROFRAME – 18th EUROFRAME Conference on economic policies in the European Union – « Climate change: economic implications, tools and challenges for policy-makers in Europe », Secrétariat scientifique et présidence de session, (distanciel), 17-18 juin 2021.
- Table ronde sur les règles budgétaires européennes, Commission des Affaires européennes de l'Assemblée nationale (distanciel), 27 septembre 2021.
- "Towards new fiscal rules in the euro area?", Lunch Seminar OFCE, Paris, 25 octobre 2021.
- "On a new fiscal paradigm", IX New Paradigm Workshop: "A new economy, where are we?", Forum for a new economy, Berlin (distanciel), 27 octobre 2021.
- "Towards new fiscal rules in the euro area?", 25th FMM (Forum for Macroeconomics and Macroeconomic Policies) Conference, Berlin, 28-30 octobre 2021.
- "Towards new fiscal rules in the euro area?", Conférence "PAST COVID: Building a fair and resilient society", Fórsa, Killarney (distanciel), 9 November 2021.
- AIECE Autumn meeting (mode distanciel), 26 novembre 2021.
- "Towards new fiscal rules in the euro area?", Présentation invitée, "Redesigning EU Fiscal Rules after COVID-19", Centre for European Studies - Intereconomics annual conference, Bruxelles (distanciel), 30 November 2021.
- « Recovery under increased uncertainties », Conférence « Perspectives économiques Chine – Europe dans un monde en transition : problèmes anciens et nouveaux enjeux ? », Association des Alumni Sciences Po Paris à Shanghai, Shanghai (visio-conférence), 15 décembre 2021.
- **Enseignement**
 - « Analyse avancée de la conjoncture économique », Master Economie appliquée – Nouveaux Environnements Économiques et Entrepreneuriat - Université d'Angers, second semestre de l'année universitaire 2020/2021 (18h).
 - Séminaires, Master 2 International Business and Diplomacy, HEIP, Paris, Octobre 2021-mars 2022.

BENJAMIN MONTMARTIN : Économiste, DRIC ; Associate professor of econometrics and data science, Skema Business School

➤ **Thèmes de recherche**

Économie de l'innovation, économie géographique, économie de santé, économétrie appliquée

MAURO NAPOLETANO : Chercheur associé à l'OFCE ; Professeur des Universités, Université Côte d'Azur, Responsable du Pôle de recherche « Network and agent based computational analysis of economic systems »

➤ **Thèmes de recherche**

Dynamique industrielle, macroéconomie

➤ **Enseignement**

- Advanced macroeconomics et Agent-based computational economics et Réseaux et organisations. M1 en développement industriel. Mineures ELMi. Cours magistral, Université Côte d'Azur
- Intermediate macroeconomics et Introduction to economics. Undergraduate program. Main course, Sciences po, Campus "Moyen Orient Méditerranée", Menton.

LIONEL NESTA : Chercheur associé à l'OFCE ; Professeur des Universités, Université Côte d'Azur

➤ **Thèmes de recherche**

Dynamique industrielle, imperfection des marchés, productivité

➤ **Séminaires, conférences**

- Audition par la mission d'information entreprises en difficulté, Assemblée Nationale, 24 mars 2021.

➤ **Enseignement**

- Jury d'Habilitation à Diriger la Recherche, HDR de M. Pezzoni « Micro-Dynamics of Scientific and Technological Knowledge Production », janvier 2021, Université Côte d'Azur. Présidence de jury.
- Jury de thèse de Doctorat de L. Menez, « Effects of commercial and technological integrations on regional agglomeration and welfare outcomes: the case of the European Union », décembre 2020, Université Côte d'Azur. Présidence de jury.

MAXIME PARODI : Sociologue, Département des études ; Responsable du Pôle de recherche

« Sociologie »

➤ **Thèmes de recherche**

Inégalités, justice sociale et sociologie urbaine

➤ **Séminaires, conférences**

- Colloque international Rawls, pour les 50 ans de la parution de la justice. Conférence : « Le sens de la justice : un exemple de validation empirique de l'hypothèse anthropologique de John Rawls ».

HERVÉ PÉLÉRAUX : Économiste senior, DAP

➤ **Thèmes de recherche**

Royaume-Uni, modélisation, indicateurs avancés, inflation

HÉLÈNE PÉRIVIER : Économiste, Département des études ; Directrice, Gender Studies program of Sciences po, PRESAGE ; responsable du pôle de recherche « Évaluation des politiques sociales, familiales et fiscales »

➤ **Thèmes de recherche**

Marché du travail, inégalités femmes-hommes, politiques sociales et familiales, discriminations

➤ **Séminaires, conférences**

- Conférence Africa 2020, « L'économie : une saga familiale », Institut français, 7 mars 2021
- Séminaire du Larca, L'économie féministe », 14 janvier 2021
- Audition par la mission « Conciliation vie familiale et vie professionnelle », le 19 mai 2021
- Colloque « Osons l'égalité, le 14 juin 2021
- Séminaire IRES, L'économie féministe, septembre 2021
- Séminaire LIEPP PRESAGE ? « Crise sanitaire, confinement et inégalités de genre au travail », 5 février 2021
- Séminaire ETUC, « Gender inequalities in european labour market », 12 février 2021
- La nuit des idées, Crise sanitaire et inégalités, janvier 2021

➤ **Enseignement**

- Depuis 2016 « Covering Egg freezing cost for female employees and work-life balance policies: a tool to promote gender equality in the workplace or a new form of oppression? », Case Study, Ecole d'Affaire Publique, Sciences Po, Paris (6 séances)
- Depuis 2016 : « Is a gender equal society possible ? », Formation commune Master, Sciences Po, Paris
- Depuis 2010 : « L'économie au défi du genre », cours séminaire au collège universitaire Sciences Po, Paris, majeure d'économie

MICHELE PEZZONI : Chercheur associé à l'OFCE

- **Thèmes de recherche**
Innovation, economics of sciences, scientific productivity

MATHIEU PLANE : Directeur adjoint, DAP

- **Thèmes de recherche**
France, conjoncture, politique fiscale et budgétaire, finances publiques, entreprises, investissement
- **Séminaires, conférences**
 - Aix Marseille Université, Colloque CEFF sur le Quoi qu'il en coûte, « Prévision économique et financière et rôle des institutions indépendantes », 12 février.
 - Séminaire Fourgeaud sur le Bilan redistributif des politiques publiques « Budget 2020 : du pouvoir d'achat au travail » par Pierre Madec, Mathieu Plane et Raul Sampognaro, 3 mars.
 - Premières Rencontres de la consommation responsable, Table-Ronde « Crédit, financement, réglementation : quel soutien à la consommation en France ? », 24 mars.
 - Haut Conseil aux Finances Publiques, Audition sur le Programme de Stabilité « Prévisions pour l'Economie Française 2021-2022 », Cour des Comptes, 6 avril
 - OFCE, Conférence de Presse « France : le temps de la reprise. Perspectives pour l'économie française 2021-22 », 14 avril.
 - Commission des finances de l'Assemblée Nationale, Table ronde « Evolution du revenu des ménages depuis 2017. Quel impact des réformes depuis le début du quinquennat » par Pierre Madec, Mathieu Plane et Raul Sampognaro, 15 avril.
 - AUREP, Conférence sur l'actualité économique « Crise de la Covid-19 : quelles conséquences économiques et financières ? », 25 mai
 - Centre Cournot, Regards croisés « Impact des politiques publiques sur l'activité pendant la crise de la Covid-19 », 30 juin
 - Haut Conseil aux Finances Publiques, Audition sur le Projet de loi de finances 2022 « Prévisions pour l'Economie Française 2021-2022 », Cour des Comptes, 9 septembre.
 - Assemblée Nationale, Commission d'enquête chargée d'identifier les facteurs qui ont conduit à la chute de la part de l'industrie et de définir les moyens à mettre en œuvre pour relocaliser l'industrie, Table ronde de représentants de cercle de réflexion et organismes d'expertise en matière économique, 22 septembre.
 - Conférence Alumni Administrateurs de Groupes paritaires de protection sociale - SciencesPo Executive « Impact de la crise Covid-19 sur l'économie française et le système de protection sociale. Enjeux et sortie de crise », 30 septembre
 - OFCE, Conférence de Presse « France : la vague espérée de la reprise. Perspectives pour l'économie française 2021-22 », 13 octobre.
 - AUREP, Conférence sur l'actualité économique « Un an et demi après le début de la Crise Covid-19, quelles sont les perspectives économiques ? », 15 novembre.
 - Insee - Banque de France, Colloque sur les entreprises pendant et après la crise « Comment accompagner la sortie de crise ? », 25 novembre.
 - Assemblée Nationale, Commission d'enquête parlementaire et citoyenne sur les aides publiques au secteur privé, Audition sur les aides publiques aux entreprises, 16 décembre.
- **Enseignement**
 - Master Affaires Publiques de SciencesPo « Prévisions et politiques économiques ».
 - Master COSI de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne « Economie, défis contemporains et politique économique ».

- Master Méthodes quantitatives pour la décision économique de l'ENSAE, Séminaire de Politique Economique « Perspectives économiques 2021-2022 et les mesures de relance budgétaire ».
- Formation AUREP Expert en conseil patrimonial « Comprendre l'environnement économique ».

MURIEL PUCCI : Chercheuse associée à l'OFCE ; Maître de conférences d'économie à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Centre d'économie de la Sorbonne (CES) axe « Politiques publiques »

➤ **Thèmes de recherche**

Evaluation des politiques familiales et sociales ; Inégalités de revenus et pauvreté ; niveau de vie des familles monoparentales

➤ **Séminaires, conférences**

- Colloque de l'AFEP, 2 juillet 2021
- Journée d'étude sur la pauvreté LIEPP, 29 juin 2021

➤ **Enseignement**

- Mathématiques appliquées aux sciences économiques, L1 économie , Université Paris 1
- Questions économiques contemporaines, M1 sciences économiques et sociales, Université Paris 1
- Evaluation des politiques familiales et sociales, M2 chargés d'études économiques et sociales, Université Paris 1

XAVIER RAGOT : Président de l'OFCE ; Directeur de recherche au CNRS ; Professeur à Sciences po ; Responsable du Pôle de recherche « Modèles à agents hétérogènes »

➤ **Thèmes de recherche**

Macroéconomie financière et monétaire, questions européennes, agents hétérogènes

➤ **Séminaires, conférences**

- Commission d'enquête sur la désindustrialisation, Table ronde avec M. Plane, Assemblée nationale Paris, 22 septembre 2021.
- Audition Assemblée nationale, *Engagements financiers de l'Etat*, Paris, 18 octobre 2021.
- *Should monetary policy care about redistribution? Should fiscal policy care about inflation? Optimal monetary policy with heterogeneous agents*, avec F. Le Grand et A. Martin-Baillon, ECB Seminar, 4 octobre 2021 (virtual seminar)
- OECD Economics Department Webinar, *Will inflation expectations remain anchored ?* avec JP Landau et R. Reis, 31 août 2021 (virtual seminar)
- Audition au Sénat, *Délégation à la prospective sur les dettes publiques*, 6 juillet 2021.
- *Should monetary policy care about redistribution? Should fiscal policy care about inflation? Optimal monetary policy with heterogeneous agents*, avec F. Le Grand et A. Martin-Baillon, Society for economics dynamics, University of Minnesota, 1er juillet 2021 (virtual seminar)
- *Should monetary policy care about redistribution ? Should fiscal policy care about inflation ? Optimal monetary policy with heterogeneous agents*, avec F. Le Grand et A. Martin-Baillon, Bank of Canada, Monetary policy research Workshop, 29 juin 2021 (virtual seminar)
- Groupe socialiste, écologiste et républicain du Sénat, *Colloque dette publique*, 10 juin 2021.
- Audition par le groupe socialiste, écologiste et républicain du Sénat, *Projet de loi du climat*, 15 avril 2021.
- *Monetary and fiscal policy : a new coordination ?* Sciencespo/Banque de France, 14 avril 2021 (virtual Seminar)
- Audition pour le groupe socialiste, écologiste et républicain du Sénat, *Projet de loi Climat*, 15 avril 2021.
- Audition Haut Conseil des Finances Publiques, *Projet de loi relatif au programme de stabilité pour l'année 2021*, 6 avril 2021.

- Audition Haut Conseil du Financement de la protection sociale, Regards croisés sur les perspectives de croissance et de gestion de la dette publique et sociale, 4 février 2021.
- Audition Commission sur l'avenir des finances publiques, 27 janvier 2021.

➤ **Enseignement**

- Graduate Macroeconomics, Sciences Po
- Macroeconomics of Public Policy, Master Affaires Publiques, Sciences Po

FRÉDÉRIC REYNÈS : Chercheur associé à l'OFCE ; Responsable du pôle « Environnement » ; Directeur de NEO international, Conseiller scientifique à TNO

➤ **Thèmes de recherche**

Macroéconomie, énergie et environnement, impact économique des politiques environnementales et climatiques, marché du travail

GIOVANNI RICCO : Chercheur associé à l'OFCE ; Professor, University of Warwick ; Research affiliate CEPR ; Research affiliate ERSR ; Research fellow South African Reserve Bank (SARB)

➤ **Thèmes de recherche**

Macroéconomie, modélisation de l'information imparfaite, analyse des séries temporelles en économie, chocs de politique économique

➤ **Séminaires, conférences**

- 2021 NBER Summer Institute, T3M webinar, Heriot-Watt University, Central Bank of Ireland, Queen Mary University London, NBU NBP Annual Research Conference (ARC2021), University of Surrey, Norges Bank, 3rd Warsaw Money-Macro- Finance Conference, National Bank of Ukraine and Narodowy Bank Polski ARC 2021, Bank of Canada Monetary Policy Research Workshop 2021, 2021 Franco-German Fiscal Policy Seminar, Ecole Polytechnique

➤ **Enseignement**

- Advanced Macroeconometrics (MSc), Université Paris Dauphine-PSL The Effects of Monetary Policy for SEACEN - BOJ "Modern Approaches to Monetary Policy"

CHRISTINE RIFFLART : Économiste senior, DAP

➤ **Thèmes de recherche**

Questions internationales, Espagne, émergents, prévisions

ÉVENS SALIES : Économiste, DRIC ; Coéditeur *International for Re-Views in Empirical Economics*

➤ **Thèmes de recherche**

Évaluation des politiques publiques, soutien public à la R&D

➤ **Séminaires, conférences**

- « L'impact de la pandémie du Covid-19 sur le secteur hôtelier dans les Alpes-Maritimes » (avec Belgaïed, R., Chièr, C.),
- Journées d'Etudes du Tourisme de Nice, 5^e édition – Tourisme post-Covid, le monde d'après. Campus Valrose, Université Côte-d'Azur.

➤ **Enseignement**

- Méthodes statistiques d'évaluation, Master 2, ISEM Université de Nice-SA (30h)
- Initiation à Stata, Master 1, ISEM, Université de Nice-SA (18h)
- Initiation à Stata, Cereq, en visioconférence (8h)
- Les données microéconomiques du web, Master 1, ISEM Université de Nice-SA (9h)

RAUL SAMPOGNARO : Économiste, DAP

- **Thèmes de recherche**
Finances publiques, zone euro, Italie
- **Séminaires, conférences**
 - CompNet 10th Annual Conference, "Firm-dynamics, factors reallocation and organization of production in the contexte of Covid-19", 14 octobre 2021, Banque de France.
 - Présentation de l'article "Hibernating during the pandemic. A quantitative assessment of business failures and risk of zombification of french firms"
- **Enseignement**
 - Modelling simultaneous supply and demand shocks, Institut bancaire et financier international, Banque de France, 29 juin 2021.

FRANCESCO SARACENO : Directeur adjoint, Département des études

- **Thèmes de recherche**
Investissement public, politique budgétaire, économie européenne

XAVIER TIMBEAU : Directeur principal de l'OFCE ; Responsable du pôle de recherche « Spatial »

- **Thèmes de recherche**
Macroéconomie, économie urbaine, immobilier, politiques publiques, macroéconomie
- **Séminaires, conférences**
 - IHEPS, diverses interventions dans le cycle de formation
 - Forum New Economy, "Well being"
 - Séminaire ADEME "prix du carbone", présentation sur "taxe carbone et finances publiques"
 - Groupe de travail MEDEF "coût de la transition environnementale"
 - IDHEAL formation sur les prix de l'immobilier
 - présentation debtwatch (France Stratégie, Trésor, Budget, Medef, Cour des Comptes)
- **Enseignement**
 - Cours "Applied Economics of the Urban Environment" Master GETEC de l'Ecole Urbaine Sciences Po Paris
 - Cours "Economics of Environment", Master Affaires publiques, Sciences Po Paris
 - Cours "Culture générale en économie", Master Ecole de Journalisme, Sciences Po Paris

TANIA TREIBICH : Chercheuse associée l'OFCE

- **Thèmes de recherche**
Dynamique industrielle, économie internationale, macroéconomie
- **Séminaires, conférences**
 - Joint CIIE-WPIA-GROWINPRO Conference, "Value creation and distribution in the digital era", 2021.
- **Enseignement**
 - International macroeconomics and finance in emerging markets ; Emerging markets in the global economy, Université de Maastricht, 2021.

VINCENT TOUZÉ : Économiste senior, Département des études ; Co-responsable avec Gilles Le Garrec du Pôle de recherche « Enjeux économiques du vieillissement démographique ECONAGE » ; Rédacteur en chef des publications de l'OFCE

- **Thèmes de recherche**

Financement des systèmes de retraite, économie du vieillissement, stagnation séculaire, fiscalité du capital, régulation bancaire européenne

➤ **Séminaires, conférences**

- Audition DG ECFIN/Commission européenne « système de retraite universel », visio conference, 2 février 2021.
- Table Ronde « L'innovation au service des grands défis de notre société », 23 septembre 2021, Vivalab Day, Caisse nationale d'assurance vieillesse.
- Conference on Complex Systems 2021, session « Cliometrics And Complexity », 26 octobre 2021, Lyon.
- Table ronde « Que faire après l'abandon de la réforme "grand âge" ? », 16 novembre 2021, Université de Caen.

GRÉGORY VERDUGO : Chercheur associé à l'OFCE ; Professeur des universités à l'Université Evry-Val-d'Essonne

➤ **Thèmes de recherche**

Économie du travail, économie urbaine

➤ **Séminaires, conférences**

- Séminaire de la DEMS, Banque de France, 20èmes Journées Gérard-Varet Marseille

➤ **Enseignement**

- Intermediate Econometrics, 36h, Master in Economics, ENS Paris Saclay
- Advanced labor economics, 24h, Master in Economics, ENS Paris Saclay
- Économétrie financière, 18h, Master Finance, Université Paris Saclay
- Économétrie avancée, 18h, Master Innovation, Marchés et Sciences des données, Université Paris Saclay
- Methodes quantitatives, 24h, L3 Licence économie gestion, Université d'Evry

FRANCESCO VONA : Economiste senior, DRIC ; Visiting professor University Ca'Foscari of Venice

➤ **Thèmes de recherche**

Économie du travail, économie de l'environnement

➤ **Séminaires, conférences**

- Keynote speaker AGBFN (Federal Working Group on Vocational Education Research) workshop "On the Concept of Sustainability in Work, Occupation and Education", Germany;
- Keynote speaker at the Indian Society for Ecological Economics (INSEE) bi-annual meeting;
- Keynote speaker JRC workshop on Green Education and Skills;
- Invited speaker Fall 2021 Brookings Papers on Economic Activity;
- Invited speaker OECD Green Growth and Sustainable Development Forum;
- 8th IZA Workshop Environment, Health and Labor Markets, Germany;
- Seminar, Economic Department Deakin University, Australia;
- Invited speaker at the OECD "17th Meeting of the Working Party on Integrating Environmental and Economic Policies";
- AIRE (Atelier Interdisciplinaire des Recherches sur l'Environnement) seminar;
- Co-organizer and presenter at the session "Decarbonization and Equity" of the Innopaths Final Conference;
- Invited speaker at the Circular Talk "Cambiare la formazione per cambiare paradigma".

➤ **Enseignement**

- *Applied Environmental Economics and Policy Evaluation* (a course on research methods to evaluate the impacts of climate and environmental policies), Ca' Foscari University Ph.D. Climate Change;
- *Integrated Management of Natural Resources* (a course that combines natural resource and climate change economics), Ca' Foscari University, master level;
- *Three seminars on Policy Evaluation in Environmental and Climate Change Economics*, University of Modena and Reggio Emilia.

Suivez l'actualité de l'OFCE sur...



... NOTRE SITE INTERNET

Pour connaître l'ensemble des travaux de l'OFCE

www.ofce.sciences-po.fr

... NOTRE BLOG

Pour analyser l'actualité économique, venez débattre avec nous

www.ofce.sciences-po.fr/blog/

... FACEBOOK, TWITTER

Pour partager avec nos internautes

www.facebook.com/ofcesciencespo.fr

Rendez-vous sur Twitter pour commenter notre actualité en temps réel

[@ofceparis](https://twitter.com/ofceparis)